

Analyse du
fonctionnement des
marchés en relation
avec
la sécurité alimentaire
des ménages

République
Centrafricaine



Septembre 2011

Données collectées
en Juillet 2011



Programme
Alimentaire
Mondial

wfp.org/fr



République Centrafricaine

Analyse du fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages en République Centrafricaine

Données de Juillet 2011



Contributeurs

Préparé par Caroline TESSANDIER, Consultante marchés, PAM RCA
Parfait Maixent NALIBERT, Chef de Service des Statistiques des Prix à l'ICASEES
Gervais-Chamberlin YAMA, Consultant Statisticien à l'ICASEES

Avec la participation de Moses NAMANYA, Chargé de Programme volet agriculture, PAM RCA
Jean-Martin BAUER, Spécialiste des marchés, Bureau régional du PAM

Septembre 2011 © Programme Alimentaire Mondial

Programme alimentaire mondial des Nations Unies

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Pour plus d'informations, contacter :

Bureau du PAM de la RCA

Miranda Sendé miranda.sende@wfp.org

Bureau Régional du Sénégal

Jean-Martin Bauer jean-martin.bauer@wfp.org

Naouar Labidi naouar.labidi@wfp.org

Page de couverture : Vue du marché de Grimari (Auteur : Gervais-Chamberlin YAMA)

Les vues exprimées dans ce rapport ne reflètent en aucun cas l'opinion officielle des donateurs.

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier les équipes du PAM et de l'ICASEES en RCA pour leur implication et leur contribution au bon déroulement de ce travail.

Ils tiennent aussi à adresser leurs remerciements aux collègues du bureau régional du PAM à Dakar, notamment Jean-Martin Bauer pour son appui technique, Mame Abdoulaye Sarr, pour la réalisation de la cartographie et des autres bureaux du PAM de la sous-région, Wilfried Nkwambi et son équipe, au Tchad et Koffi Akakpo, en République Démocratique du Congo, pour leur appui dans la recherche des données secondaires.

Ces remerciements vont également à toutes les structures (nationales, privées, acteurs humanitaires...) que nous avons pu rencontrer, et qui ont bien voulu partager avec nous leurs connaissances et expériences. Des remerciements particuliers vont à l'équipe d'ACTED, qui s'est proposée pour administrer cette enquête dans leur zone d'intervention au niveau de Zémio.

Les auteurs ne sauraient terminer sans remercier tous les autres collègues et partenaires, qui ont bien voulu alimenter les analyses et réflexions de leurs contributions et enrichir ce document de leurs commentaires et observations.

ACRONYMES

AGVSA	Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire
BAD	Banque Africaine de Développement
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire d’Afrique Centrale
DGSEES	Direction Générale des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales
DRC	Danish Refugee Council
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ECASEB	Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien-être
FAO	Food and Agriculture Organization
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
ICASEES	Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales
IDH	Indice de Développement Humain
IPC	Integrated (Food Security) Phase Classification
IPC	Indice des Prix à la Consommation
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDDAA	Programme Détaillé pour le Développement de l’Agriculture en Afrique
PIB	Produit Intérieur Brut
PNIASA	Programme National d’Investissement pour l’Agriculture et la Sécurité Alimentaire
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
SDRASAS	Stratégie de Développement Rural, d’Agriculture et de Sécurité Alimentaire
SIM	Système d’Information sur les Marchés
SISA	Système d’Information sur la Sécurité Alimentaire
SSSA	Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire
UE	Union Européenne

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	2
ACRONYMES	3
SOMMAIRE	4
RESUME	6
1. CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE	10
1.1 Contexte	10
1.2 Objectifs	11
1.3 Méthodologie	12
1.4 Mise en œuvre	14
1.5 Limites	14
2. ENVIRONNEMENT ET CONTEXTE	15
2.1 Performances macro-économiques	15
2.2 Rôle et structuration du secteur rural	16
2.2.1 <i>Performances du secteur rural</i>	16
2.2.2 <i>Production agricole et couverture des besoins</i>	18
2.3 Politiques nationales en matière de sécurité alimentaire et de régulation des prix	21
2.3.1 <i>Politiques nationales en matière de sécurité alimentaire</i>	21
2.3.2 <i>Régulation des marchés</i>	22
2.4 Fonctionnement des marchés et flux de produits vivriers	23
2.4.1 <i>Flux internes et transfrontaliers</i>	23
2.4.2 <i>Intégration des marchés</i>	27
3. CAPACITES DES MENAGES & RELATION AU MARCHÉ	31
3.1 Moyen d'existence des ménages	31
3.2 Stratégies commerciales et alimentaires des ménages	32

4. STRUCTURATION ET CAPACITE DE REPONSE DES MARCHES	36
4.1 Structuration et fonctionnement des marchés	36
4.1.1 <i>Structuration des acteurs économiques</i>	36
4.1.2 <i>Fréquentation des marchés</i>	39
4.1.3 <i>Fixation des prix</i>	39
4.2 Contraintes de fonctionnement & capacité de réponse	40
4.2.1 <i>Contraintes & sources de financement</i>	40
4.2.2 <i>Recours au stockage</i>	42
4.2.3 <i>Capacité de réponse</i>	43
4.3 Accès physique et système de transport	45
5. MARCHES ET REPONSE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE	49
5.1 Perspectives d'achats locaux	49
5.2 Autres alternatives d'intervention.....	52
6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	54
BIBLIOGRAPHIE	59
ANNEXES	60

RESUME

Malgré un potentiel agro-écologique et minier très important, la République Centrafricaine (RCA) reste l'un des pays les plus pauvres au monde. Selon l'Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien-être¹(ECASEB), en 2008, 62 % de la population, soit 2,6 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté (49,6 % en milieu urbain, et près de 69,4 % en milieu rural).

Le secteur rural joue un rôle important dans l'économie du pays. En effet, le secteur rural, contribue à plus de la moitié du PIB (55 %) en 2008 et occupe près de 70 % de la population active ; le secteur agricole représente à lui seul 48 % du PIB. Or les systèmes de production restent principalement basés sur une agriculture ou un agro-pastoralisme de subsistance. Les productions demeurent très extensives, peu mécanisées et faibles utilisatrices d'intrants (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires...). Les faibles performances du secteur rural contribuent ainsi fortement au niveau élevé de pauvreté dans le pays.

Outre la faiblesse structurelle du secteur agricole, de nouveaux facteurs contribuent aujourd'hui à accroître la vulnérabilité des populations. Notamment, ces dernières années la crise économique mondiale et la volatilité des cours des denrées alimentaires sont venues exacerber les difficultés économiques du pays. Or, selon les résultats de l'Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire en RCA (AGVSA), 64 % des ménages ont recours au marché comme principale source d'approvisionnement des produits alimentaires. Même parmi les ménages ayant pour activité principale l'agriculture, 48 % d'entre eux ont recours au marché comme principale source d'approvisionnement des produits alimentaires.

Dans ce contexte, cette étude a pour objectif, d'une part, de décrire le système et le fonctionnement des marchés agricoles en République Centrafricaine et d'analyser les liens avec la sécurité alimentaire des ménages ; et d'autre part, de se prononcer sur l'opportunité de diversification des stratégies d'intervention en prévention et en réponse aux crises.

La méthodologie de l'étude s'est basée sur la valorisation et l'analyse des données secondaires existantes, la réalisation d'entretiens auprès d'informateurs clés et un travail de collecte de données primaires. Les données primaires ont été collectées dans toutes les préfectures du pays à l'exception de Bamingui-Bangoran et de la Vakaga, compte tenu des conditions de sécurité et des restrictions de circulation. Au total vingt cinq marchés ont été enquêtés. La phase de collecte des données primaires a été conduite du 8 au 20 Juillet 2011, par trois équipes d'enquêteurs de l'ICASEES, sous la supervision conjointe de l'ICASEES et du PAM.

La république Centrafricaine ne dispose pas de dispositif pérenne et efficace de suivi de la sécurité alimentaire des populations et de coordination des interventions. Les difficultés des services statistiques ne permettent pas la production régulière d'indicateurs et d'informations nécessaires à l'élaboration de stratégies de réponse à court, moyen et long terme.

¹ Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien-être et Profil de pauvreté, ICASEES, 2009

Les approvisionnements alimentaires du pays sont relativement dépendants des importations. Une part importante des approvisionnements alimentaires du pays se fait depuis le Cameroun, le Tchad et la République Démocratique du Congo. Outre les approvisionnements des grandes zones de consommation (surtout Bangui, la capitale), les dynamiques d'échanges sont fortes entre les régions frontalières et les pays voisins.

Les flux internes de produits alimentaires quant à eux, se font des zones de production vers les zones de consommation, c'est-à-dire les centres urbains qui accueillent près de 38 % de la population centrafricaine. Ces flux sont relativement faibles, du fait du peu d'excédent qu'arrive à dégager l'agriculture centrafricaine, de la faiblesse du réseau routier et des potentialités agro-écologiques du pays qui permettent la culture des principaux produits consommés dans la majorité des régions du pays. Ainsi, à l'exception de la destination de Bangui, les flux internes de produits agricoles sont principalement des flux de proximité vers les centres urbains et entre préfectures voisines.

Du fait du manque d'informations disponibles, de l'influence des flux externes et de la faiblesse des flux internes, les marchés centrafricains ne sont que très faiblement intégrés, et interagissent peu entre eux. Le système de marché est faiblement développé et l'économie reste dominée par la subsistance. Le faible niveau d'intégration des marchés pénalise le bon fonctionnement de ceux-ci et leurs capacités à faire face aux besoins des consommateurs.

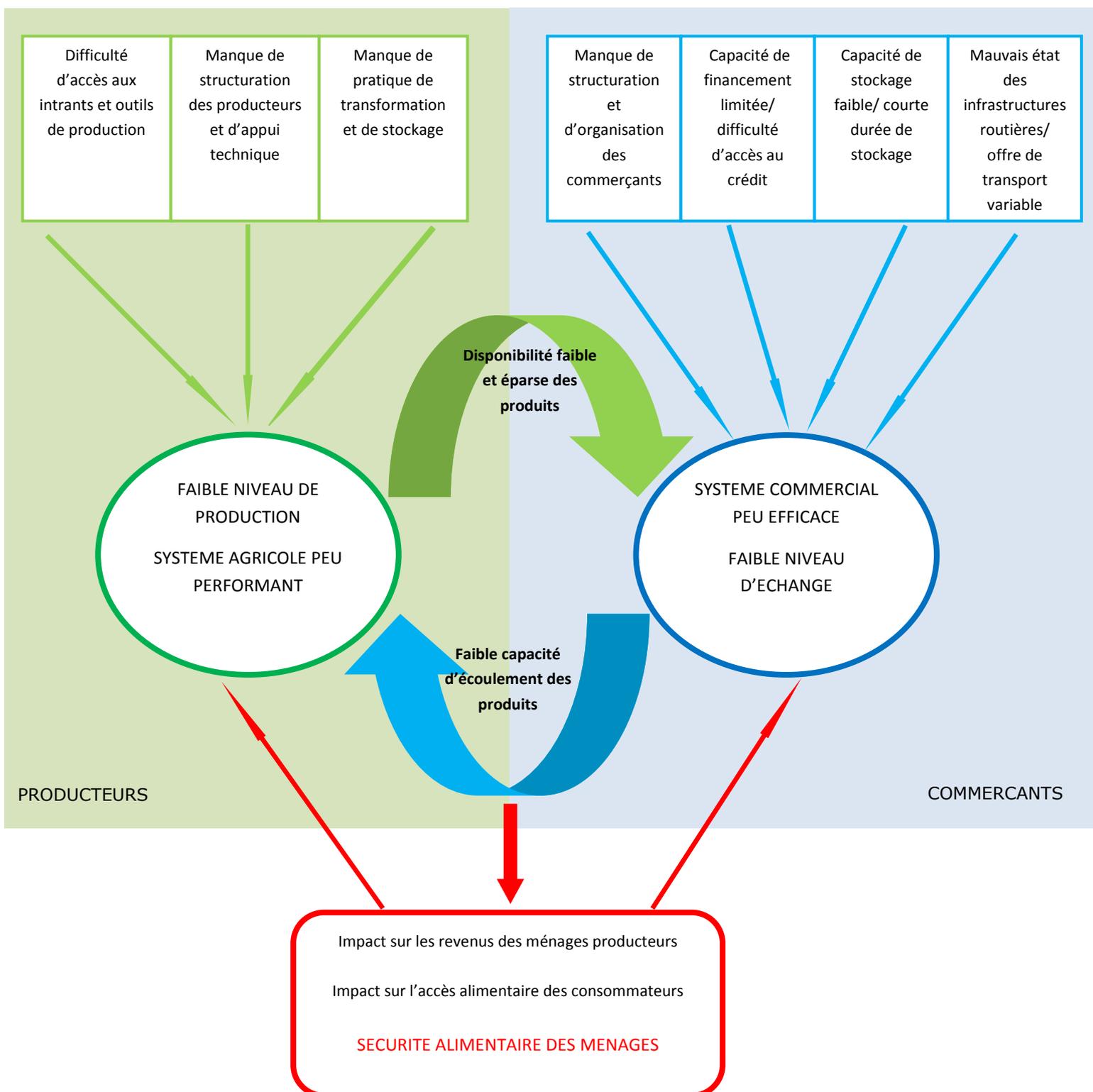
L'agriculture constitue l'activité principale de la majorité des ménages en RCA. Ces ménages tirent la majeure partie de leurs revenus de la vente de leurs productions agricoles. Les ventes de produits agricoles, particulièrement pour l'arachide et le maïs, interviennent de façon massive au moment des récoltes (entre août et décembre concernant le maïs en fonction des zones agro-écologiques), période où la disponibilité de ces produits est la plus forte et donc les prix les plus bas. Les ménages se trouvent ensuite dans l'obligation d'avoir recours aux marchés, aux périodes où les prix remontent (du début de l'année aux premières récoltes vers juillet). Les stratégies commerciales ainsi développées par les ménages, sont finalement peu efficaces et ne leur permettent pas de tirer le meilleur profit de leur production. La dépendance des ménages aux marchés et la précarité de leur stratégie commerciale, les rendent particulièrement vulnérables aux chocs.

Le fonctionnement des marchés en République Centrafricaine, est fortement limité par d'importantes contraintes structurelles.

- les commerçants sont peu structurés et organisés
- Les capacités de financement des activités commerciales sont très limitées. Dans la plupart des cas, les activités commerciales dépendent des capacités d'autofinancement des commerçants. Le recours au crédit reste rare, du fait du manque d'infrastructures bancaires ou de micro-crédit en province et du coût élevé des crédits.
- La pratique du stockage est également peu développée.
- Le système de transport est peu efficace. En effet, la faiblesse du réseau routier centrafricain, son état de dégradation, ainsi que le niveau de taxe et de prélèvement, rendent les activités de transport coûteuses et peu efficaces.

Toutes ces contraintes internes freinent la capacité du système à s'adapter et à répondre aux besoins des ménages.

Au-delà de ces difficultés internes, qui entretiennent le faible niveau d'intégration des marchés et leurs difficultés de fonctionnement, le système commercial centrafricain pâtit également d'un environnement peu favorable à son développement. En effet, les fortes contraintes pesant sur le système agricole centrafricain, ne lui permettent de dégager que peu d'excédents commercialisables. A l'inverse les faibles capacités du système commercial ne permettent pas de garantir un écoulement satisfaisant et régulier des productions agricoles. Les difficultés internes de ces deux systèmes renchérisent ainsi les contraintes de l'autre, et limitent leur capacité à satisfaire les besoins des ménages.



Ainsi répondre de façon efficace aux contraintes pesant sur le système commercial, nécessite une approche globale intégrant également les aspects productifs. Cette démarche nécessitera la mise en place d'un contexte institutionnel favorable, d'une part, aux initiatives économiques, à travers notamment la production et la diffusion d'informations sur les prix et les dynamiques de marchés, la facilitation de l'accès au crédit et la mise en place d'infrastructures. D'autre part, ce contexte institutionnel devra également être favorable aux activités agro-pastorales, avec l'amélioration de la coordination des interventions, des capacités de suivi de la production et de la sécurité alimentaire.

Dans ce contexte les acteurs humanitaires peuvent avoir un rôle important à jouer, notamment au niveau des producteurs par la mise en œuvre de projets structurant de développement rural. Au delà des activités de renforcement de la production et de la diversification des sources de revenu, des interventions de soutien à la structuration des filières, à la conservation et au stockage permettraient de mieux valoriser les produits et d'échelonner d'avantage leur vente tout au long de l'année. Dans ce domaine, des achats locaux ciblés, si leur faisabilité technique est confirmée, pourraient offrir des perspectives intéressantes en termes de sécurisation des écoulements des groupements et producteurs locaux (et une opportunité intéressante en termes de coût pour les achats locaux institutionnels). Des activités de vivres contre travail, vivres contre formation et protection de semences, en appui aux activités structurantes mises en œuvre par les autres partenaires pourraient également avoir de bons effets de leviers.

1.1 CONTEXTE

Malgré un potentiel agro-écologique et minier très important, la République Centrafricaine (RCA) reste l'un des pays les plus pauvres au monde avec un PIB réel par habitant de 223 dollars E-U en 2008² (contre 684 pour les pays de l'Afrique Subsaharienne et 831 pour les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)). Selon l'Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien-être³(ECASEB), en 2008, 62 % de la population, soit 2,6 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté (49,6 % en milieu urbain, et près de 69,4 % en milieu rural). L'Indice de Développement Humain (IDH) de la RCA enregistre une très faible progression depuis les années 1990, classant le pays au 178^{ème} rang sur 179 pays en 2008⁴, au 179^{ème} rang en 2009⁵ et au 159 parmi 169 en 2010.

Le secteur rural joue un rôle important dans l'économie du pays. En effet, le secteur rural, contribue à plus de la moitié du PIB (55 %) en 2008 et occupe près de 70 % de la population active ; le secteur agricole représente à lui seul 48 % du PIB. Or les systèmes de production restent principalement basés sur une agriculture ou un agro-pastoralisme de subsistance. Les productions demeurent très extensives, peu mécanisées et faibles utilisatrices d'intrants (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires...). En effet, Les rendements moyens par hectare stagnent ou déclinent depuis les années 1960.

Les faibles performances du secteur rural contribuent ainsi fortement au niveau élevé de pauvreté dans le pays. Malgré le potentiel existant dans le domaine agricole et pour le développement de filières porteuses, la République Centrafricaine reste très dépendante des importations pour satisfaire la demande nationale qui ne cesse de croître.

Outre la faiblesse structurelle du secteur agricole, de nouveaux facteurs contribuent aujourd'hui à accroître la vulnérabilité des populations. Notamment, ces dernières années la crise économique mondiale et la volatilité des cours des denrées alimentaires sont venues exacerber les difficultés économiques du pays. En effet, la crise financière et économique internationale a fortement touché, la République Centrafricaine, à travers la chute des exportations de produits forestiers et du diamant, qui représentent plus de 80 % des recettes d'exportation. Cette situation s'est traduite par un ralentissement économique et une forte diminution des revenus des ménages, particulièrement dans les zones concernées par ces productions. Cette baisse est, par ailleurs, intervenue dans un contexte d'importante hausse des prix des denrées alimentaires en 2008 et dont le niveau reste depuis lors élevé. La variation moyenne annuelle des prix à la consommation a ainsi été évaluée par le FMI⁶, à 9,3 % en 2008 et 10,1 % en juin 2009.

Selon les résultats de l'Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire en RCA (AGVSA), en 2009, environ 30,2 % de la population du pays n'arrivaient pas à satisfaire ses besoins alimentaires de façon adéquate dans le pays en 2009. Cette situation affecte plus particulièrement

² FMI, Perspectives de l'économie mondiale, 2009

³ Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien-être et Profil de pauvreté, ICASEES, 2009

⁴ PNUD Rapport sur le développement humain, mise à jour 2008.

⁵ PNUD Rapport sur le développement humain, 2009

⁶ FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2009

les populations rurales pour lesquelles ce taux atteint 40,5 %, contre 13,4 % en zones urbaines. Selon la même étude, 64 % des ménages ont recours au marché comme principale source d’approvisionnement des produits alimentaires. Même parmi les ménages ayant pour activité principale l’agriculture, 48 % d’entre eux ont recours au marché comme principale source d’approvisionnement des produits alimentaires.

Le fonctionnement des marchés et l’accessibilité physique et économique à ceux-ci constituent donc des facteurs susceptibles d’influencer le niveau de vulnérabilité alimentaire des ménages. L’insécurité alimentaire a, longtemps, été appréhendée, en République Centrafricaine, comme dans beaucoup de pays, sous l’angle de la faible capacité du système productif agricole et de la non-diversification alimentaire des ménages. Cependant, la situation alimentaire des producteurs agro-pastoraux reste aussi fortement conditionnée par leur accès au marché et les stratégies commerciales qu’ils développent.

Face à la multiplication et à la complexification des types de crises pouvant affecter les populations, une meilleure prise en compte de la composante accessibilité de la sécurité alimentaire à travers une meilleure compréhension du fonctionnement des marchés et des comportements économiques de ménages devient aujourd’hui nécessaire.

Ce travail trouve donc sa justification à travers le besoin d’éléments de compréhension sur les relations entre le marché et la sécurité alimentaire des ménages.

Cette étude permettra ainsi de mieux comprendre le fonctionnement des marchés en République Centrafricaine et d’examiner l’accès des ménages à l’alimentation à partir du marché, leur propension à recourir au marché, leur stratégie saisonnière en relation aux marchés et la capacité du marché à répondre aux besoins alimentaires de ces ménages.

1.2 OBJECTIFS

Dans ce contexte l’objectif de l’étude est :

- (i) de décrire le système et le fonctionnement des marchés agricoles en République Centrafricaine et d’analyser les liens avec la sécurité alimentaire des ménages et
- (ii) de se prononcer sur l’opportunité de diversification des stratégies d’intervention en prévention et en réponse aux crises (notamment dans le cadre de la programmation des interventions du gouvernement et de ses partenaires), comme la mise en œuvre des projets d’assistance non-alimentaire par le biais de transferts monétaires et la possibilité d’exécuter des achats locaux sur le marché centrafricain.

Ce travail contribue à fournir les informations qui pourront être utilisées par tous les acteurs de la sécurité alimentaire intervenant en République Centrafricaine, dans le cadre de l’élaboration de leur document de stratégie d’intervention. Le document permettra d’alimenter la revue de données secondaires, que le PAM aura à réaliser dans le cadre de l’élaboration de ses programmes d’intervention pour la période 2012-2016.

Ces informations permettront ainsi au PAM et aux différents partenaires impliqués dans le domaine de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine d’adapter au mieux leurs modalités et outils d’intervention et ainsi de contribuer le plus efficacement possible aux efforts entrepris par le

gouvernement « pour créer les conditions d'une croissance économique durable en milieu rural » à travers l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Rural, d'Agriculture et de Sécurité Alimentaire (SDRASA).

1.3 METHODOLOGIE

La méthodologie de l'étude s'est basée sur :

- *La valorisation et l'analyse des données secondaires* relatives à la sécurité alimentaire, aux systèmes de production et au fonctionnement et au suivi des marchés. Les données secondaires de prix exploitées sont celles collectées par l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES) pour la période 2004-2011 concernant Bangui et 2008-2010 pour les marchés de province ;

- *La réalisation d'entretien* auprès des structures nationales et des partenaires impliqués dans le domaine de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine, ainsi que des syndicats ou associations de commerçants, de transporteurs ;

- *Un travail de collecte des données primaires*. Les données primaires ont été collectées dans toutes les préfectures du pays à l'exception de Bamingui-Bangoran et de la Vakaga, compte tenu des conditions de sécurité et des restrictions de circulation. La collecte de données primaires s'est toutefois principalement concentrée sur le Centre et l'Ouest du pays – zones où se trouve les huit préfectures dont le pourcentage de ménages en insécurité alimentaire sévère et modéré est supérieur à 25 % selon les résultats de AGVSA (voir carte des marchés visités page suivante).

Compte tenu des différentes contraintes et notamment du peu d'existence de données, ce travail de terrain s'est basé sur une approche qualitative afin de mieux appréhender le fonctionnement et la structuration des marchés, les comportements économiques des ménages et de recueillir le point de vue des différents acteurs.

Pour ce faire un jeu de quatre questionnaires a été développé et administré auprès des autorités, des commerçants, des transporteurs et des producteurs et consommateurs. Des entretiens ont eu lieu au niveau sous-préfectoral et/ ou des villes retenues, avec les autorités. Le questionnaire « marché » a été administré auprès d'un groupe de membres de commerçants du marché visité. Le questionnaire « commerçants » a ciblé des commerçants grossistes et/ou détaillants retenus de façon aléatoire sur le marché. Il s'est plus spécifiquement focalisé sur trois filières à savoir le manioc, l'arachide et les céréales (maïs, riz ou sorgho en fonction des zones). Un questionnaire « transporteur » a été administré sur le marché auprès d'un groupe de transporteurs habitués de la zone ou à défaut à au moins deux d'entre eux. Enfin, un questionnaire « communautaire » a été administré aux alentours de chaque marché à un groupe d'une dizaine de ménages.

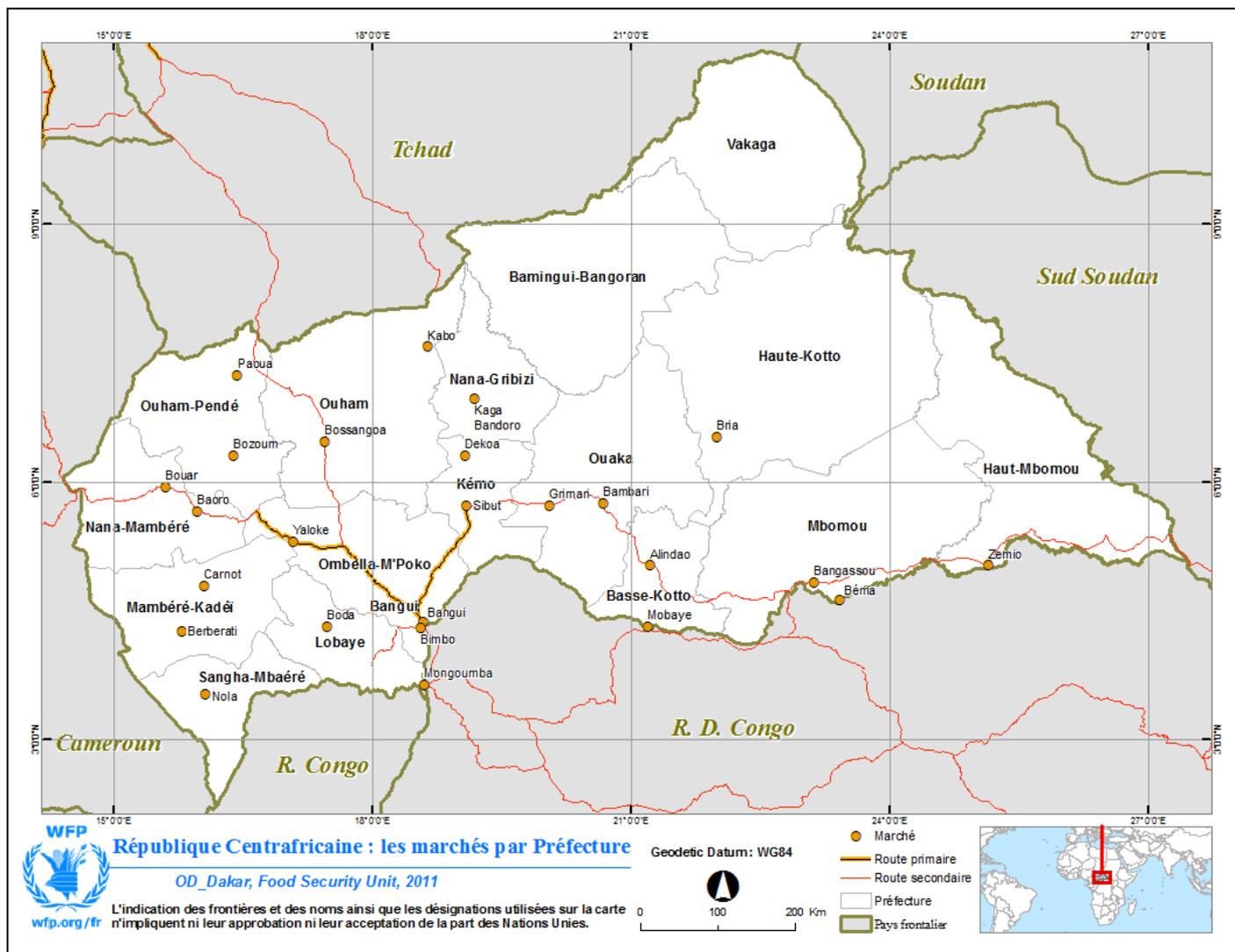
Compte tenu de l'aspect qualitatif des informations recherchées dans le cadre de cette étude un échantillon restreint a été retenu, conformément à la répartition ci dessous :

Tableau 1: Outils de collecte

Type de questionnaire	Echantillon souhaité	Nombre obtenu
Entretiens autorités	1 par marché	25
Questionnaire « marché »	1 par marché	25
Questionnaire « transporteur »	1 à 2 par marché	25
Questionnaire « commerçant »	6 par marché (soit 2 par filière)	147
Questionnaire « village »	1 par marché	24

Au total vingt cinq marchés ont été enquêtés

Carte 1: Découpage administratif et marchés visités



1.4 MISE EN ŒUVRE

Cette étude a été mise en œuvre conjointement par le PAM et l'ICASEES et a également bénéficié de la participation active de l'ONG ACTED dans la zone de Zémio. Le travail d'analyse a été réalisé avec l'appui technique du bureau régional du PAM à Dakar et du siège à Rome.

La phase de collecte des données primaire a été conduite du 8 au 20 juillet 2011, par trois équipes d'enquêteurs de l'ICASEES, sous la supervision conjointe de l'ICASEES et du PAM

1.5 LIMITES

Les principales limites de l'étude portent sur la structure et la taille de l'échantillon ainsi que la durée limitée des séries de prix collectées par l'ICASEES en région. En effet, compte tenu de l'inexistence de travaux approfondis préalables, sur notamment le recensement des marchés, leurs typologies, les flux et les volumes d'échange, cette étude s'est davantage concentrée sur les aspects qualitatifs relatifs aux comportements économiques des ménages et des commerçants. De plus, les prix en région ne sont collectés par l'ICASEES que depuis 2008. Seulement neuf marchés sont suivis en région et cinq au niveau de Bangui et les prix fournis par l'ICASEES sont agrégés au niveau des sept régions du pays. Aussi le travail réalisé sur les degrés d'intégration des marchés ne peut traduire la relation d'un marché avec un autre et n'est présenté dans ce rapport que pour illustrer des tendances globales. La faiblesse des données secondaires de prix, n'a également pas permis de faire un travail sur l'évolution des tendances de prix et des termes de l'échange.

La période de réalisation de cette étude a permis de mieux cerner les difficultés d'accès alimentaire des populations et d'approvisionnement des marchés, liées à la période de soudure, mais toutefois certains produits n'ont pu être enquêtés de façon satisfaisante du fait de leur inexistence sur le marché à cette période.

D'autre part, certaines zones du pays n'ont pu être que peu voire pas couvertes dans le cadre de cette étude.

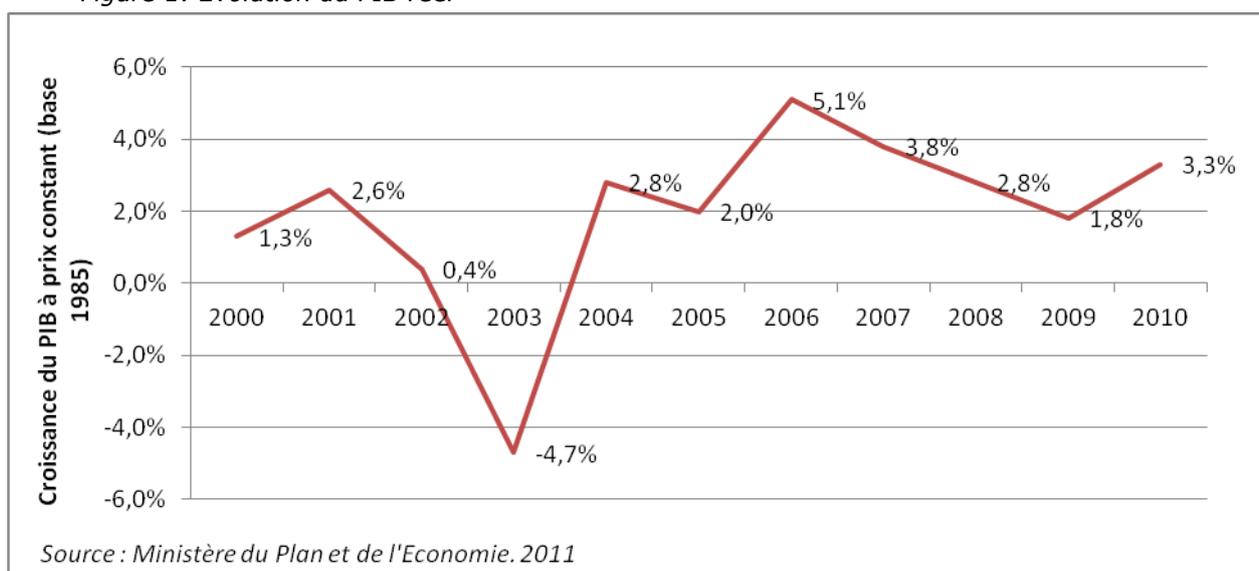
Malgré ces limites, la présente étude a tout de même cherché à comprendre et décrire au mieux des données existantes, les grandes caractéristiques du fonctionnement des marchés en République Centrafricaine, et pourra constituer la base d'éventuels travaux plus approfondis.

2 ENVIRONNEMENT ET CONTEXTE

2.1 PERFORMANCES MACRO-ÉCONOMIQUES

La République Centrafricaine a fait face, au cours des dernières décennies, à un contexte sociopolitique complexe qui a fortement déstabilisé le pays et a déstructuré son économie. Les changements politiques et les accords de paix intervenus à partir de 2003, ont permis une certaine stabilisation et une reprise progressive de l'économie.

Figure 1: Evolution du PIB réel



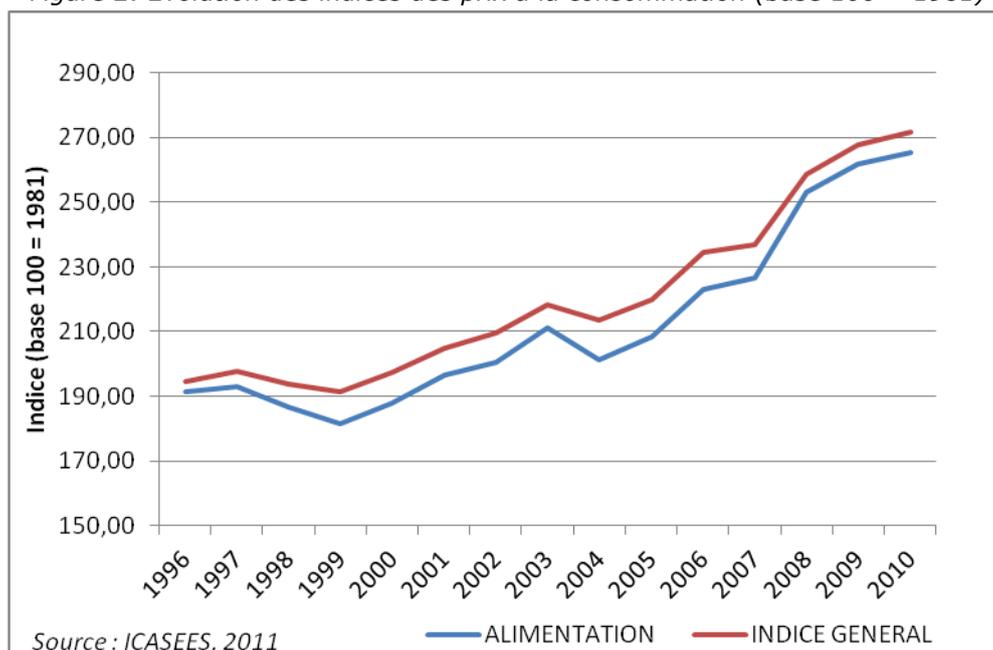
La croissance du pays a été affectée à partir de 2008, par les différentes crises mondiales, notamment la flambée des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers. La crise financière internationale a également eu des répercussions sur les exportations forestières et minières, qui constituent l'une des principales sources de devises du pays. Malgré le contexte international, l'activité économique du pays a tout de même su se maintenir et le PIB a continué à croître (+3,3 % en 2010).

L'inflation moyenne annuelle a toujours été contenue en deçà des 5 % au cours des dix dernières années, à l'exception de 2006 (6,7 %) et de 2008, où elle a atteint 9,3 %. Ces fortes augmentations sont à mettre en relation avec la hausse des prix des hydrocarbures et des produits alimentaires ainsi que l'augmentation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée. Ainsi le taux d'inflation alimentaire a atteint jusqu'à 11,8 % en 2008. Toutefois, l'impact des hausses de prix internationaux a été relativement contenu puisque l'inflation globale est revenue à 3,5 % en 2009 et 1,5 % en 2010. Il en va de même pour le taux d'inflation alimentaire, qui est pour la première fois depuis 2005 en dessous du taux global d'inflation avec 3,4 % en 2009 et 1,3 % en 2010.

Au cours des dix dernières années, l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) a toujours été à la hausse. Cette évolution peut être décomposée en deux phases. La première, qui va de 2000 à 2003, est caractérisée par la quasi-linéarité de la croissance de l'indice, du fait du contexte politico-militaire. La légère régression de l'indice, en 2004, a été favorisée par l'effet

propagateur de la consolidation de la paix et de l'amélioration de la sécurité dans l'arrière pays, le retour de certains éleveurs qui s'étaient déplacés vers les pays frontaliers et la reprise de la production vivrière dans les zones occupées par la rébellion entre 2002 et 2003. La seconde phase, à partir de 2005, est caractérisée par la reprise de la croissance de l'indice. La composante alimentaire suit la même tendance que l'indice global. A noter qu'entre 2005 et 2008, la croissance annuelle de l'indice des prix alimentaires a été plus forte de celle de l'indice globale, indiquant une croissance plus rapide des prix alimentaires que ceux des autres biens et services de consommation.

Figure 2: Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = 1981)



Globalement la stabilisation voire l'amélioration des indicateurs économiques du pays, au cours des dernières années, contribue à un environnement plus favorable à la stabilité des marchés que par le passé. Cette hypothèse reste toutefois fortement conditionnée par le maintien de la stabilité politique dans le pays et à l'amélioration de la situation sécuritaire dans plusieurs régions encore largement perturbées par les exactions des diverses rébellions présentes sur le sol centrafricain.

2.2 RÔLE ET STRUCTURATION DU SECTEUR RURAL

2.2.1 Performances du secteur rural

Le secteur rural occupe une place importante en République Centrafricaine, à la fois en termes d'emploi et de participation à l'économie, puisqu'il occupait 70 % de la population active et contribuait à 55 % du PIB en 2008⁷.

Depuis les années 2000, le PIB agricole connaît une faible croissance annuelle moyenne de l'ordre de 1,7 %⁸. Cette situation est à mettre en relation avec la structure du PIB agricole, largement

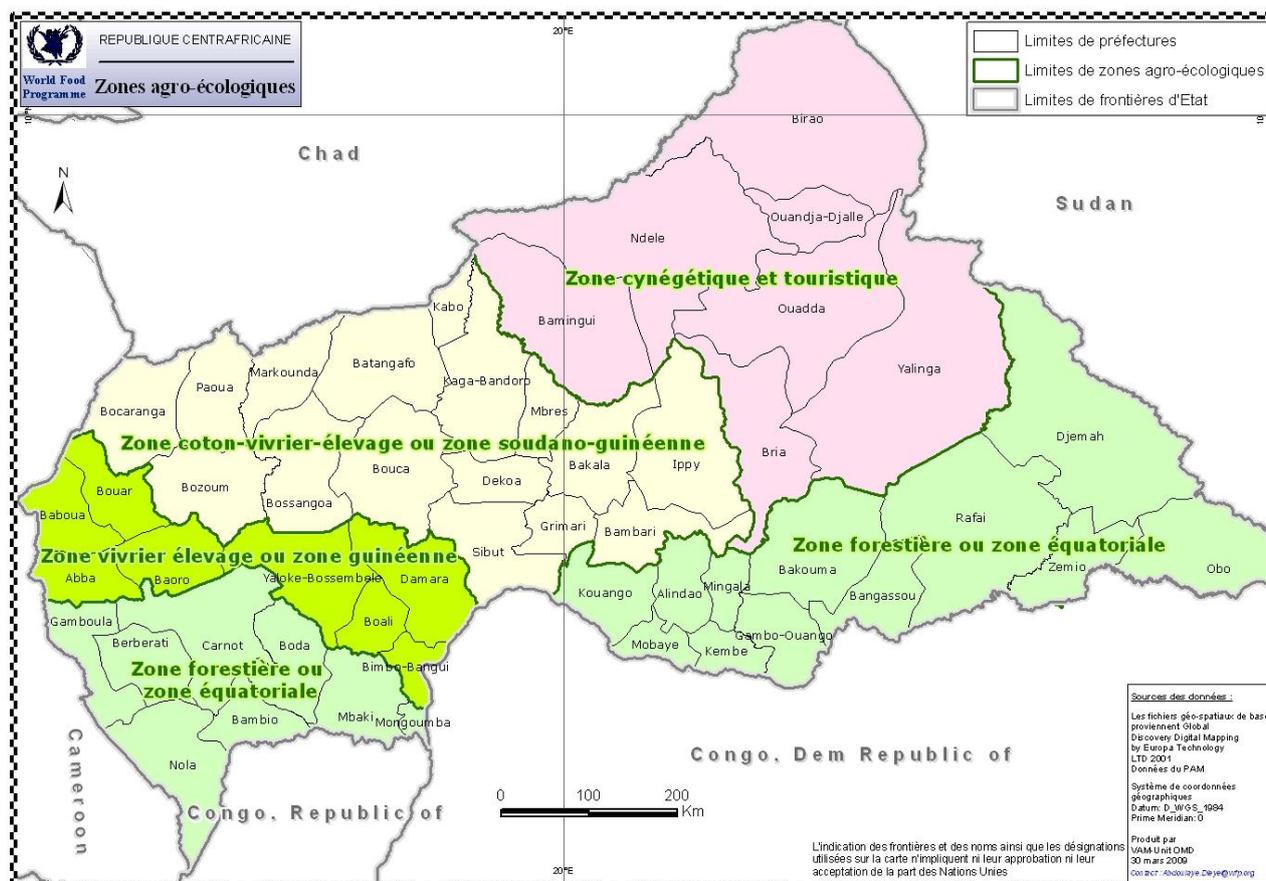
⁷ Ministère du Développement Rural, SDRASA, 2011

⁸ Ministère du Plan et de l'Economie, 2011

dominée par les cultures vivrières (en 2008, 59,2 %) contre 0,3 % pour les cultures de rente. Viennent ensuite les activités d'élevage avec 18,2 % du PIB agricole, de chasse et pêche (13,7 %) et forestières avec 8,6 % du PIB agricole.⁹

De part son étendue et sa position géographique, la République Centrafricaine présente d'importantes potentialités d'intensification et de diversification de ses productions agricoles. En effet, ses quatre zones agro-écologiques et son important potentiel hydrographique, permettent d'envisager le développement de filières agricoles variées à vocation vivrière et commerciale.

Carte 2 : Répartition des zones agro-écologiques en RCA



Les systèmes de cultures sont caractérisés par l'association de la polyculture et du petit élevage. Quelle que soit la zone agro-écologique considérée, le manioc, est la culture la plus pratiquée, souvent associé à l'arachide et aux céréales. Le manioc occupe en moyenne 40 % des superficies mises en culture dans le pays. La céréale la plus produite demeure le maïs, à l'exception de la zone Nord du pays, frontalière avec le Tchad, où la culture est davantage orientée vers le sorgho. Dans certaines zones, notamment la zone de Bambari, jusqu'à Bangassou et celle de Bozoum, la production céréalière est dominée par le riz, qui est majoritairement consommé sur place.

Dans la zone équatoriale, les systèmes de production associent les cultures pérennes (notamment café, cacao, banane plantain), les racines et tubercules (manioc, taro, igname), les céréales (maïs et riz par endroit) et les légumineuses (arachide). Dans la zone guinéenne, les systèmes de production

⁹ Ministère du Plan et de l'Économie, Evolution du PIB en volume, estimation à prix constant 1985, 2011

associent les racines et tubercules comme le manioc, l'igname et le taro, les cultures céréalières (maïs et riz de bas-fond) et les activités maraichères. La zone soudano-guinéenne est caractérisée par la culture du coton, ainsi qu'une plus grande diversité de céréales (maïs, riz et sorgho) en fonction des régions, la culture du manioc et des légumineuses (arachide, niébé, sésame). La zone cynégétique est constituée de savane, les principales cultures sont les céréales (mil et sorgho), le manioc et les légumineuses (niébé, sésame).

Malgré d'importantes potentialités agro-écologiques, les performances du secteur rural restent faibles, du fait des importantes contraintes pesant sur ce secteur. En effet, le secteur rural pâtit notamment, d'importantes difficultés d'accès aux intrants (semences, produits phytosanitaires, engrais...) et aux outils de production, d'une faible structuration des acteurs et des filières, d'un manque d'appui et d'accompagnement technique des producteurs et d'une faible diffusion des techniques de transformation et de conservation. Les activités rurales restent dominées par une agriculture de subsistance extensive et faiblement consommatrice d'intrants (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaire...). 87 % des ménages agricoles pratiquent la culture vivrière, 99,2 % utilisent des techniques culturelles traditionnelles et 99,2 % pratiquent la culture pluviale. Il résulte de cette faible intensification, des superficies moyennes relativement faibles : 1,1 ha en culture vivrière et de l'ordre de 0,1 ha pour les cultures industrielles.¹⁰ La productivité de l'agriculture centrafricaine est ainsi relativement faible avec des rendements pour le maïs de 0,85 tonne/ha contre 1,9 tonne/ha au Gabon et 2 tonnes/ha au Cameroun et concernant le manioc de 3 tonnes/ha contre respectivement 5,4 et 14 tonnes/ha au Gabon et au Cameroun¹¹

Bien que la contribution du secteur agricole à l'économie soit considérable, les fortes contraintes pesant ainsi sur les activités agro-pastorales, font également que 69,4 % des populations rurales vivent en dessous du seuil de pauvreté contre 49,6 % en zone urbaine¹².

2.2.2 Production agricole et couverture des besoins

Les statistiques du secteur rural, ne permettent pas d'avoir une vision réelle du niveau de production agricole actuel. En effet, le dernier recensement agricole date de 1985, et l'enquête agricole annuelle n'a pu être organisée après 1992, faute de financements et compte tenu des difficultés sécuritaires. Depuis lors, les niveaux de productions sont réévalués sur la base de projections annuelles constantes.

Tableau 2: Evolution des productions agricoles (en milliers de tonnes)

Produits	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Arachide	115,9	121,9	133,6	139,5	145,4	146,1	157,9	164,1	170,2	172,8	176,4
Manioc	560,4	561,7	564,3	565,6	566,9	572	595	601,8	619,7	632,7	646
Maïs	101	107	119	125	131	131	141,1	146,7	150,9	151	154,2
Riz Paddy	23,1	25,3	29,7	31,9	34,1	34,1	37,6	39,1	40	40,9	41,7

Source : Ministère du Plan, de l'Economie et de Coopération Internationale, 2010

¹⁰ Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien-être et Profil de pauvreté, ICASEES, 2009

¹¹ FAOSTAT, 2008

¹² Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien-être et Profil de pauvreté, ICASEES, 2009

Tous les acteurs rencontrés s'accordent sur le peu de fiabilité des statistiques de production, compte tenu des bouleversements connus par le pays au cours des dernières décennies :

- Les problèmes de sécurité ont profondément modifié les dynamiques rurales, induisant notamment des déplacements de populations. Les régions de l'Ouham et l'Ouham Pendé, traditionnellement considérées comme les greniers du pays, ont ainsi particulièrement été affectées et ont vu leurs productions baisser significativement ;
- Les difficultés rencontrées par les filières de rente, le coton et le café, ont induit une certaine réorientation des systèmes de production, avec par exemple un développement de la filière sésame en substitution au coton ;
- De la même façon, le développement des activités minières dans certaines zones (notamment dans la région de Berbérati), a induit une modification des moyens d'existence des populations ;
- La présence accrue des humanitaires ainsi que l'accroissement de la population urbaine ont également induit le développement de la culture du riz et du maïs. En effet, au moment du recensement en 2003, la population urbaine représentait 37,7 % de la population totale du pays. La population urbaine est celle résidant en ville, définie comme 'tout chef lieu de préfecture et toute agglomération disposant des infrastructures de services administratifs, sanitaires, éducatifs, etc... et dont l'effectif de la population est d'au moins de 5 000 habitants'¹³. La dynamique urbaine est relativement récente en République Centrafricaine et est liée à l'exode rural et au développement des activités tertiaires surtout à partir des années 1960. Les trois principales villes du pays Bangui, Bimbo et Berbérati regroupent à elles seules les trois quarts de la population urbaine. Globalement, le rythme d'accroissement de la population urbaine reste relativement faible, ainsi entre 1975 et 2003, la population urbaine a augmenté de 5,5 % soit moins de 0,2 % par an. Toutefois, cette tendance cache d'importante disparité, ainsi entre 1988 et 2003, dans dix des seize préfectures du pays, la population urbaine a diminué. Cette tendance est principalement liée aux conflits politico-militaires ayant affecté le pays. Dans les six autres préfectures, la population urbaine a augmenté. De ce fait et du fait de l'exode rural, la part de la ville de Bangui dans la population urbaine du pays est passée de 13,4 % en 1975 à 38 % en 2003.

Dans ce contexte, il est donc difficile d'évaluer la couverture des besoins alimentaires de la population. D'autant qu'il n'existe pas de norme standard de consommation en République Centrafricaine. Un travail devait être réalisé dans ce sens à la fin des années 1990, mais les difficultés sécuritaires à cette période n'ont pas permis sa finalisation.

Le manioc constitue la base du régime alimentaire en République Centrafricaine, il est souvent consommé avec des feuilles. Les céréales, le maïs, le riz et le sorgho sont également consommés en fonction de leur zone de production.

En tenant compte des limites exprimées ci-dessous, il est tout de même possible de faire une estimation des disponibilités alimentaires et de la consommation énergétique des populations.

¹³ Atlas de la Centrafrique, Multipartenaires, 2007

Figure 3 : Evolution de la disponibilité alimentaire

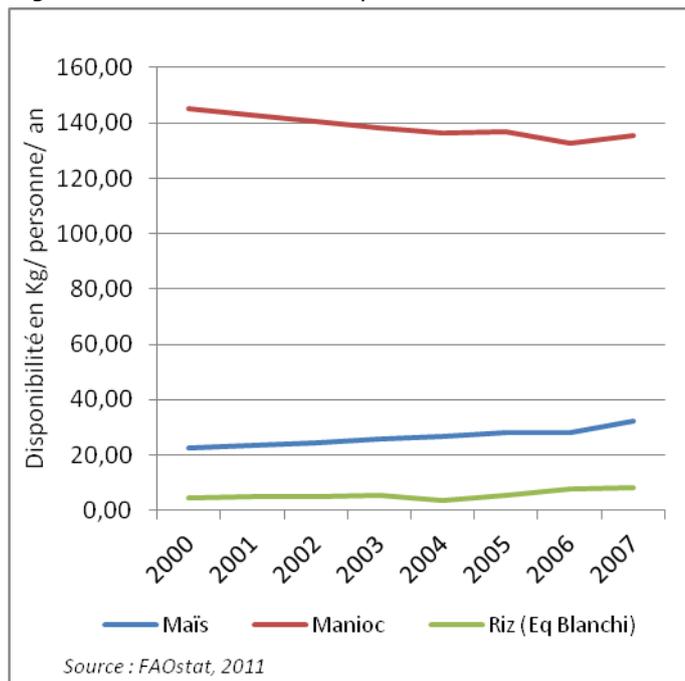
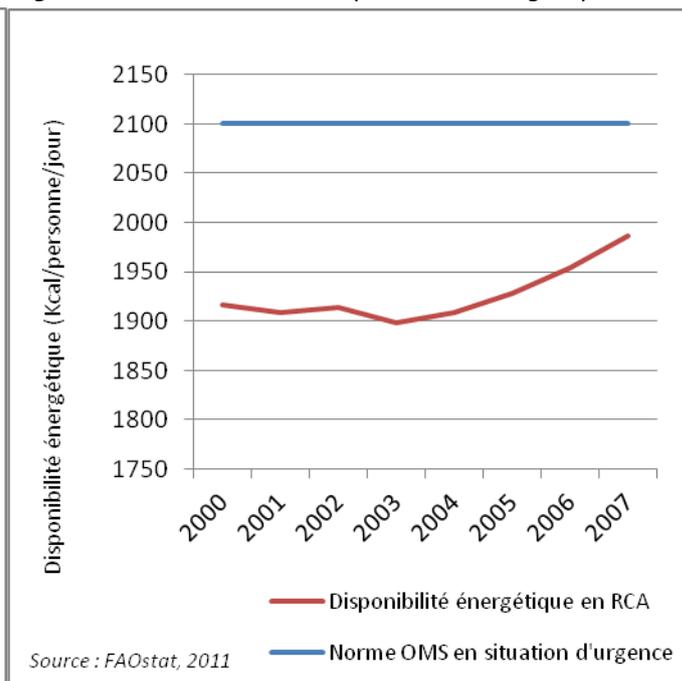


Figure 4: Evolution de la disponibilité énergétique



Au cours de la dernière décennie, on constate une légère amélioration de la disponibilité céréalière, à mettre en relation avec l'accroissement de la population urbaine, et l'encouragement de ces cultures dans le cadre des interventions humanitaires ; à l'inverse la disponibilité en manioc a légèrement baissé pour la même période. Il faut toutefois noter que ces évolutions ne sont pas réellement significatives compte tenu de l'échelle de temps (sur sept ans la disponibilité en maïs a augmenté de 9,7 kg/personne) et des limites exprimées précédemment quant à la qualité des données. Sur la base des estimations de productions nettes disponibles pour la consommation alimentaire humaine et des importations de produits alimentaires, les services statistiques de la FAO évaluent la disponibilité énergétique quotidienne moyenne par pays. Ainsi en République Centrafricaine, l'estimation de la disponibilité énergétique quotidienne a faiblement augmenté de 3 % entre 2000 et 2007, passant de 1 917 à 1 986 Kcal/pers/jour. La valeur de référence en besoin énergétique médian en situation d'urgence est fixée par l'OMS à 2 100 Kcal/pers/jour.

Il faut noter que la faible disponibilité énergétique, bien que fonction des disponibilités alimentaires est également fortement liée à la plus faible valeur nutritive du manioc, qui constitue une part importante dans le régime alimentaire des ménages (337 Kcal pour 100 g de farine de manioc contre 357 Kcal pour 100 g de maïs)¹⁴. D'autre part, il faut également rappeler que les produits tirés de la chasse, la pêche et la cueillette constituent de façon saisonnière une part importante de l'alimentation des ménages, sans toutefois pouvoir être pris en compte dans l'estimation de la disponibilité énergétique.

Les résultats tendent ainsi à démontrer que la République Centrafricaine n'est aujourd'hui pas en mesure de couvrir de façon satisfaisante les besoins alimentaires de sa population. Ainsi lors de l'AGVSA, réalisée en 2009, un peu plus de 30 % des ménages centrafricains n'arrivaient pas à couvrir de façon adéquate leurs besoins alimentaires. Les analyses réalisées dans le cadre de l'AGVSA, établissent une corrélation entre le niveau d'insécurité alimentaire et l'accès aux intrants

¹⁴ Table de composition des aliments pour l'utilisation en Afrique, FAO, 1968

agricoles, le niveau de richesse des ménages, ainsi que leur lieu de résidence ; les zones affectées par les conflits, au moment de l'étude, comme l'Ouham-Pendé, l'Ouham et Bamingui-Bangoran présentant les niveaux d'insécurité alimentaire parmi les plus élevés.

2.3 POLITIQUES NATIONALES EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE REGULATION DES PRIX

2.3.1 *Politiques nationales en matière de sécurité alimentaire*

La République Centrafricaine a bénéficié d'importants programmes d'appui au secteur rural, notamment de la part de la Banque Mondiale, du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), de l'Union Européenne (UE) et de la Banque Africaine de Développement (BAD), dans les domaines du renforcement des capacités, de l'appui à la production et d'amélioration des infrastructures. Toutefois, les résultats de ces programmes sont restés limités faute de mesures favorisant l'appropriation adéquate de la part des structures étatiques et des populations bénéficiaires.

En 2011, le Gouvernement et les partenaires ont adopté la Stratégie pour le Développement Rural, l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (SDRASA), qui constitue le cadre de référence de toutes les interventions dans le domaine.

En matière de sécurité alimentaire, la République Centrafricaine ne disposait pas réellement jusque là de stratégie sectorielle spécifique. De ce fait, le pays ne dispose pas réellement d'un cadre national de suivi, de concertation et de coordination sur la sécurité alimentaire, ni d'un système d'information (SISA) en mesure de fournir des analyses pluridisciplinaires fiables sur la sécurité alimentaire afin d'orienter la conception des interventions à court, moyen et long termes. Les services statistiques souffrent, par ailleurs, d'importantes contraintes, induisant de grandes lacunes dans la disponibilité et la fiabilité des données statistiques et rendant difficiles l'évaluation et le suivi de la vulnérabilité des populations.

Concernant le suivi des marchés, bien que l'ICASEES assure un suivi des prix sur les marchés de Bangui et dans une certaine mesure sur les marchés de province, on ne peut pas réellement considérer qu'il s'agisse d'un Système d'Information sur les Marchés (SIM) en tant que tel. En effet, les données collectées servent davantage à l'élaboration d'indicateurs socio-économiques que comme outil de régulation des marchés et de suivi de la vulnérabilité des ménages.

Il est tout de même à noter la mise en place d'un Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire (SSSA) au niveau du Ministère du développement rural avec l'appui de la FAO à travers le projet de Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC). Cet appui a permis la mise en place d'une méthodologie d'analyse et la production ponctuelle d'informations sur la vulnérabilité conjoncturelle des populations. L'internalisation et la pérennisation des acquis de cette activité pourraient constituer la base de la composante d'alerte précoce d'un SISA restant à construire. Il existe également des suivis plus ou moins ponctuels mis en place par les ONG, dans leur zone d'intervention, sur des indicateurs de sécurité alimentaire qui intègrent de plus en plus des composantes marchés, notamment avec un suivi régulier des prix.

La création en 2005, d'un Conseil National de la Statistique et en 2007, d'un Institut indépendant de la Statistique (ICASEES) à la place de la Direction Générale des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (DGSEES), marque l'intérêt porté par le Gouvernement à l'information statistique. L'existence d'un sous programme « Collecte, traitement et diffusion des informations sectorielles de base (SIM, observatoire des filières, système d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire) » dans la SDRASA va également dans ce sens et devrait permettre de concrétiser cette volonté.

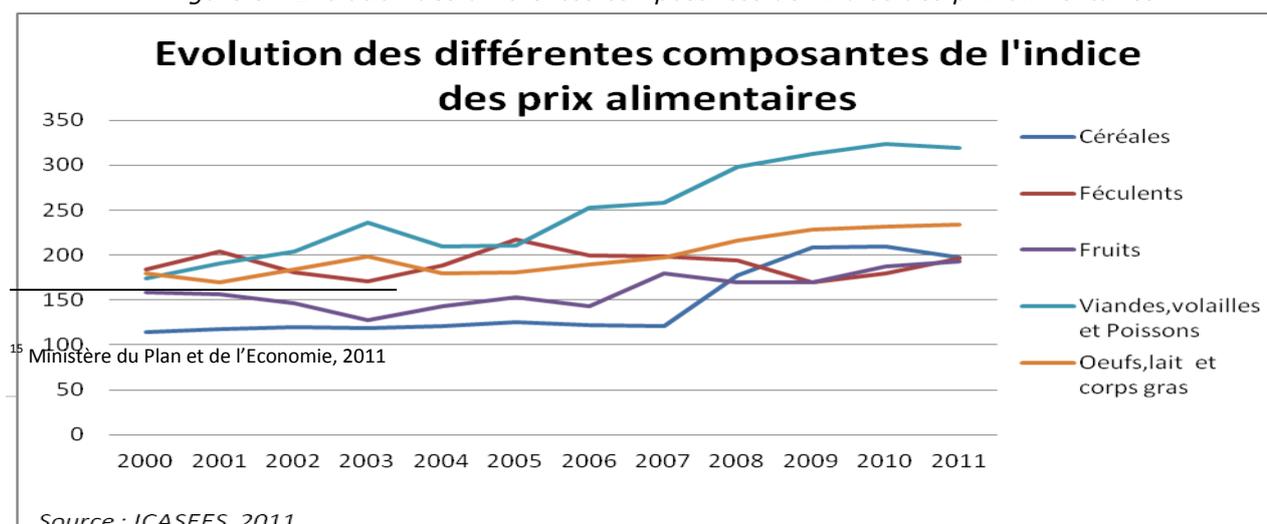
2.3.2 Régulation des marchés

Compte tenu des difficultés de la production nationale à couvrir la demande alimentaire, le pays est fortement dépendant des importations de produits alimentaires. Ainsi les importations de produits alimentaires représentaient en 2009, la part la plus importante des importations en valeur du pays (près de 30 %, suivi par les combustibles minéraux, 13 %)¹⁵. Il est important de noter, que les données produites par le Ministère du Plan et de l'Economie, en matière d'importations alimentaires, ne tiennent pas compte des flux en provenance du Tchad, du Soudan, de la RDC et du Congo, les informations fournies par les douanes ne permettant pas de spécifier les différentes catégories d'aliments. Les estimations réalisées par la Banque Centrale évaluent la part des importations alimentaires à près de 50 % des importations globales. Selon les informations du Ministère du Plan et de l'Economie, les produits alimentaires les plus importés, du Cameroun, sont la farine, le sucre et les huiles. Comme expliqué plus haut, il n'existe pas d'informations précises concernant les approvisionnements via les autres pays frontaliers.

Selon des données de l'AGVSA, 72 % des dépenses des ménages sont destinées à l'alimentation et le marché constitue la principale source d'approvisionnement alimentaire des ménages. Dans ce contexte, le fonctionnement des marchés et l'évolution des prix, ont un impact direct sur la capacité des ménages à répondre à leurs besoins alimentaires.

Ainsi la flambée internationale des prix des produits alimentaires de base, en 2008, et des produits pétroliers a donc eu une forte répercussion sur les ménages centrafricains. Entre 2007 et 2008, l'Indice des Prix alimentaires a augmenté de 10,6 % et n'a pas pour le moment retrouvé son niveau antérieur.

Figure 5 : Evolution des différentes composantes de l'indice des prix alimentaires



Dans le détail, on constate que cette hausse a plus particulièrement touché les céréales, avec une hausse de 32 % de l'indice des prix céréaliers et la viande et le poisson, avec une hausse de 14 % de l'indice. A l'inverse la composante de l'indice relative aux féculents a baissé de 2 % pour la même période et celle des fruits de 6 %.

Il n'existe pas de mesure particulière dans le pays en matière de régulation des marchés et des prix à l'exception d'un plafond de prix mis en place pour certains produits de première nécessité, comme notamment le pain.

Plus spécifiquement pour faire face à la hausse des prix de 2008, le Gouvernement a adopté, jusqu'à la fin de l'année 2008, une mesure de réduction de la TVA de 19 à 5 % sur certains produits alimentaires et non-alimentaires considérés comme essentiels notamment le ciment, la farine de blé, les tôles, le poisson congelé... Un système de suivi et de veille a également été mis en place pour contrôler la bonne application de la mesure et de s'assurer du bon acheminement des produits en provenance du Cameroun. Toutefois, faute de moyens, les services du Ministère du Commerce et de l'Industrie, n'ont pas été en mesure d'assurer un suivi de la mesure et une évaluation de son impact.

2.4 FONCTIONNEMENT DES MARCHES ET FLUX DE PRODUITS VIVRIERS

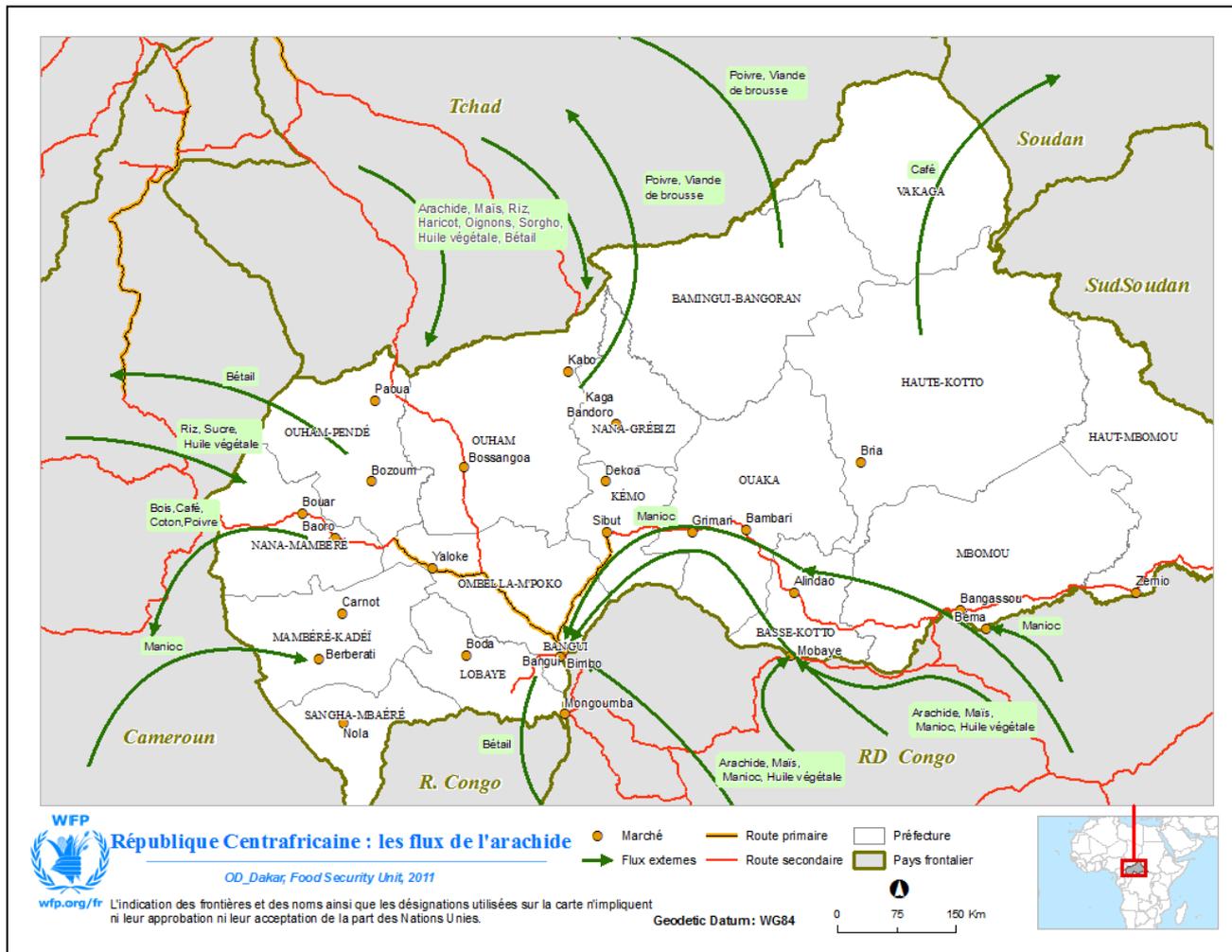
2.4.1 Flux internes et transfrontaliers

Les échanges commerciaux sont fortement influencés par la situation d'enclavement du pays. D'une part, la République Centrafricaine est frontalière de cinq pays et l'accès le plus proche à la mer est à près de 1 500 km à Douala au Cameroun. D'autre part, au niveau interne, le pays dispose d'infrastructures de transport peu développées et dont l'accessibilité est limitée en saison des pluies.

Une part importante des approvisionnements alimentaires du pays se fait depuis le Cameroun, le Tchad et la République Démocratique du Congo.

Il est important de noter que la faible organisation des acteurs commerciaux et le manque de professionnalisation des filières, n'a pas permis de spécifier l'importance des flux et les volumes transigés par marché. Une analyse des flux d'échanges existants a tout de même pu être réalisée, à partir des provenances des denrées sur les différents marchés et des informations qualitatives ont été recueillies auprès des différents informateurs clés rencontrés.

Carte 3 : Flux externes de produits agricoles



Le Cameroun constitue la principale voie d’approvisionnement alimentaire de la République Centrafricaine, via le port maritime de Douala. Outre les produits alimentaires manufacturés et industriels, le Cameroun exporte également du riz, du sucre et de l’huile vers la RCA. La majorité des produits alimentaires importés du Cameroun sont directement acheminés vers Bangui via Bouar, d’où ils sont en partie ré-expédiés et vendus dans les autres régions du pays.

Le Tchad quant à lui, exporte vers la RCA de l’arachide, du maïs, du riz, de l’huile et des légumineuses, ainsi que des oignons et du sorgho. Il exporte également des bovins sur pied en RCA et vers la Cameroun via le Nord de la RCA et vers les deux Congo par barge via Bangui. De plus, le Tchad constitue une porte d’entrée importante des produits manufacturés en provenance du Soudan. Il existe deux voies d’accès routier du Tchad vers Bangui, la première via Moundou (Tchad) et Bossangoa (RCA), la seconde via Sarh (Tchad) et Kabo (RCA). Avant les années 2000, les produits alimentaires en provenance du Tchad transitaient par des marchés transfrontaliers tels que Betoko et Mini dans l’Ouham-Pendé, et Sido dans l’Ouham où les grossistes du pays venaient s’approvisionner. Compte tenu de la dégradation des conditions sécuritaires dans la zone, ces marchés ont quasiment cessé de fonctionner et la majorité des produits est aujourd’hui directement acheminée vers le marché Sambo du PK5 de Bangui.

De l'arachide, du manioc, du maïs et de l'huile, entrent également en RCA en provenance de RDC. Les approvisionnements se font à destination de Bangui, ainsi que des préfectures frontalières (Basse-Kotto et Mbomou). A noter que les échanges se font par voie fluviale et que les échanges ont donc un volume moindre. Il existe trois marchés transfrontaliers importants de produits alimentaires. Dans la préfecture de la Basse-Kotto, Satéma, le marché se déroule de façon hebdomadaire, , dans la préfecture de Mbomou, Bemil se tient durant trois jours successifs toutes les deux semaines et en Ouango-Bangassou, il se tient une fois par mois.

Il a également été évoqué, par les différents partenaires rencontrés, des importations en provenance du Soudan, vers les régions 4 (Ouaka), 5 (Vakaga, Haute-Kotto) et 6 (Basse-Kotto, Mbomou et Haut-Mbomou), notamment via l'axe Obo-Bangassou. Il s'agirait principalement de produits manufacturés non alimentaires, ainsi que quelques produits alimentaires, type huile végétale, que les commerçants soudanais amèneraient lorsqu'ils viennent acheter du café dans ces zones. Toutefois, les échanges avec les différents acteurs connaissant la zone, font état d'une nette baisse voire disparition de la fréquentation des commerçants soudanais sur les marchés du Haut-Mbomou, du fait de la dégradation des conditions sécuritaires. Il est probable que ces échanges continuent dans une certaine mesure via le Tchad.

Conformément aux tendances économétriques présentées ci-après, les dynamiques d'échanges sont fortes entre les régions frontalières et les pays voisins, particulièrement en ce qui concerne le Cameroun, le Tchad et la RDC. Ainsi les produits du Cameroun constituent une part importante des approvisionnements alimentaires (notamment du manioc) des préfectures frontalières. Il s'agit des zones minières de Sangha-Mbaere et Mambéré-Kadéi, où l'activité agricole est en recul, de la préfecture de Nana-Mambéré, qui est le principal point d'entrée routier en provenance du Cameroun et dans une moindre mesure d'Ouham-Pendé. A noter que dans ces zones les marchés transfrontaliers les plus dynamiques sont côté Cameroun.

De la même façon, les préfectures du Nord de la RCA, l'Ouham-Pendé, l'Ouham, la Nana-Gribizi, et Bamigui-Bangoran, sont très largement approvisionnées en produits alimentaires via le Tchad. Cette tendance est d'autant plus marquée que cette zone a été fortement touchée dans les années 2000 (et continue à l'être dans une certaine mesure aujourd'hui encore) par les conflits politico-militaires, ce qui a considérablement perturbé les échanges avec Bangui et le reste du pays.

Selon des données de l'AGVSA et les entretiens réalisés, la République Centrafricaine quant à elle, exporte de la viande de brousse et du poivre vers le Tchad, ainsi que ponctuellement des arachides (en fonction de l'accessibilité et des différentiels de prix avec Bangui) depuis la zone de Kabo ; de l'arachide vers la RDC, du bois et du café via le Cameroun. Il avait également été noté des exportations de café en direction du Soudan, via la Haute-Kotto et le Haut-Mbomou, mais il est possible que les troubles actuels dans la zone aient perturbé ces échanges.

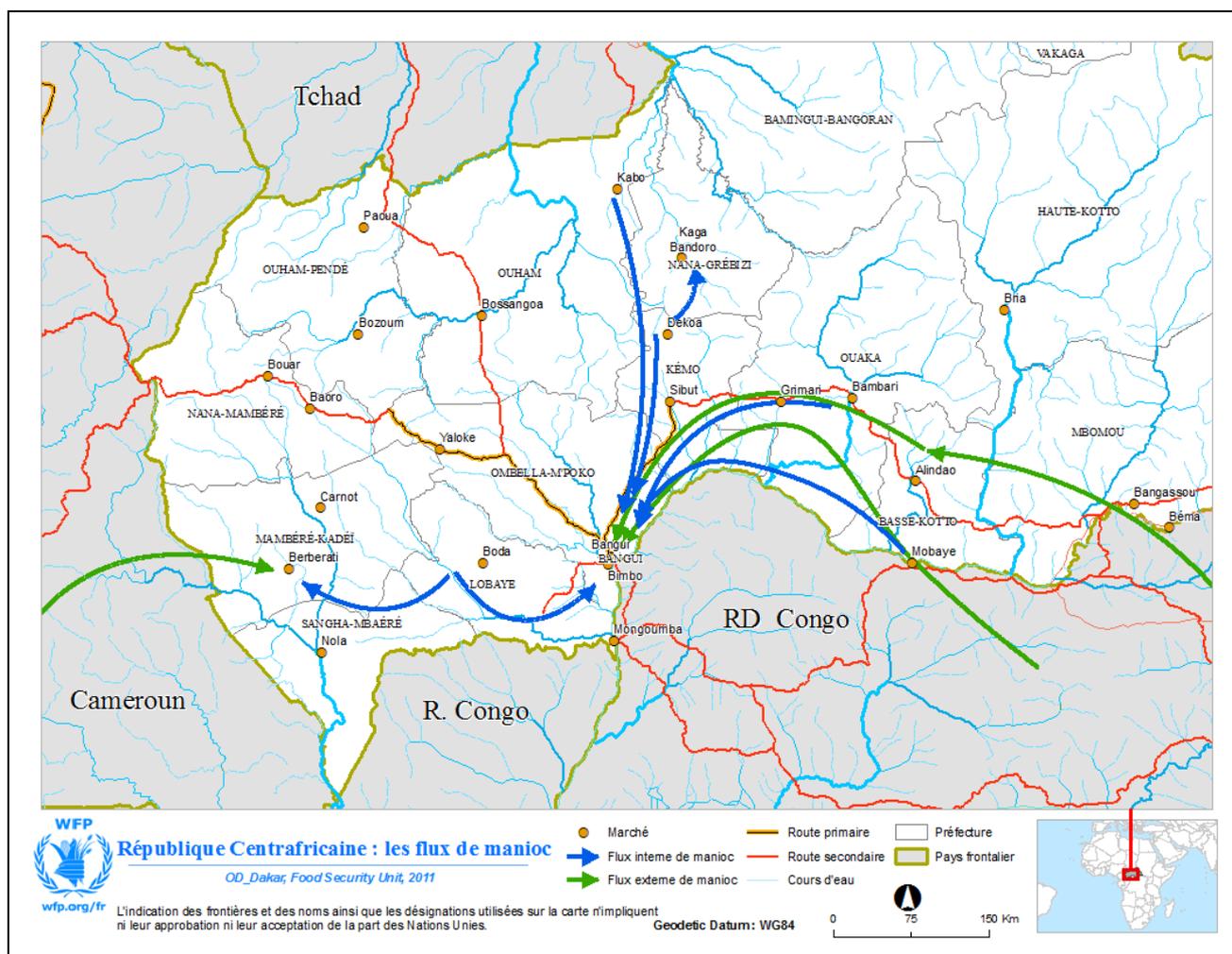
Les flux internes de produits alimentaires quant à eux, se font des zones de production vers les zones de consommation (centres urbains). Ces flux sont relativement faibles, du fait, d'une part, du peu d'excédent qu'arrive à dégager l'agriculture centrafricaine, lié aux fortes contraintes pesant sur le secteur agricole, ainsi qu'à la perturbation des systèmes de production dans les zones affectées par les conflits. Il faut, d'autre part, noter la faiblesse du réseau routier dans le pays, qui outre son niveau de dégradation, reste très fortement concentré en direction de la capitale Bangui, et entrave considérablement les échanges entre préfectures/régions. Enfin, le faible niveau d'échange peut

également s'expliquer par les potentialités agro-écologiques du pays, qui permettent la culture des principaux produits consommés dans la majorité des régions du pays. Ainsi, à l'exception de la destination de Bangui, les flux internes de produits agricoles sont principalement des flux de proximité vers les centres urbains et entre préfectures voisines.

Les flux de manioc, qui constitue la base de l'alimentation dans le pays, se font ainsi préférentiellement vers Bangui, en provenance de régions ayant les accès les plus directs à la capitale. Il s'agit notamment des préfectures de la Lobaye, de l'Ombella-Mpoko, la Kémo, la Nana-Gribizi, l'Est de l'Ouham et la Ouaka. La Basse-Kotto, profite également de sa proximité de l'Oubangui, pour acheminer du manioc vers Bangui, par voie maritime.

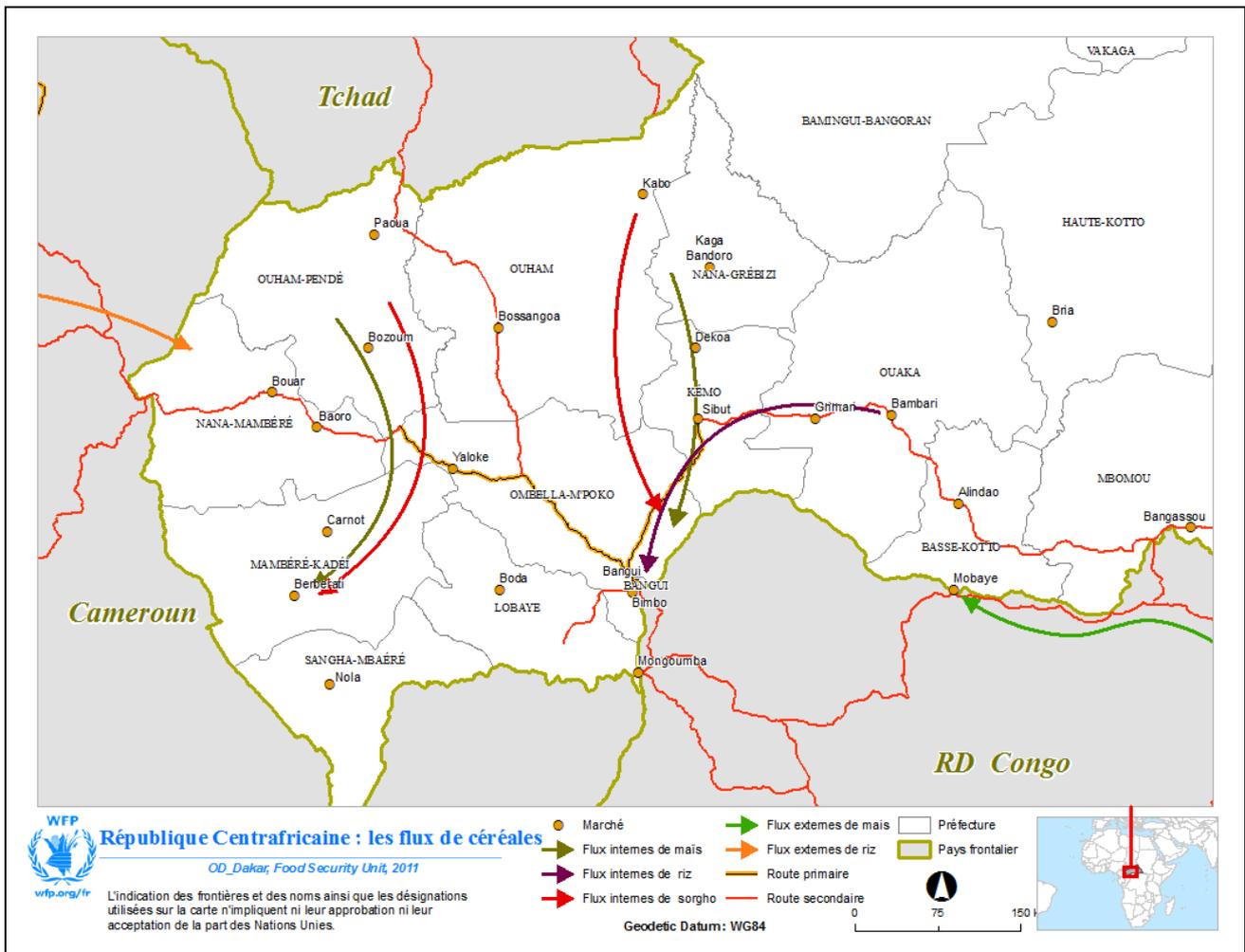
A noter également l'existence de flux de la Lobaye vers la Mambéré-Kadei, afin d'approvisionner les zones d'extraction minière, qui font aujourd'hui face à un recul des activités agricoles au profit de la main d'œuvre industrielle.

Carte 4 : Flux internes de Manioc



L'arachide est acheminée vers Bangui, principalement depuis les préfectures de l'Ouham-Pendé, l'Est de l'Ouham et la Nana-Gribizi. Des flux, sont également signalés de l'Ouham-Pendé vers la Mambéré-Kadei, pour les raisons évoquées ci-dessus.

Carte 5 : Flux internes de céréales



Les céréales, quant à elles proviennent, pour le maïs, essentiellement de l’Ouham-Pendé et de la Nana-Gribizi. Pour le sorgho, de l’Ouham-Pendé et de l’Est de l’Ouham et pour le riz, quasi exclusivement de la Ouaka.

Des flux de maïs et de sorgho partent également de la région de l’Ouham-Pendé vers les zones de production minière du Sud-Ouest du pays.

2.4.2 Intégration des marchés

Les données secondaires de prix utilisées dans le cadre de ce travail sont celles de l’ICASEES, qui dispose de la base la plus ancienne et complète, disponible en République Centrafricaine. Les données de prix sont collectées sur Bangui depuis les années 1981 et en province depuis 2008. Ces données sont collectées dans le seul objectif de produire un indice des prix à la consommation et sont donc, à cet effet, agrégées au niveau des régions. Ces prix régionaux sont ainsi des moyennes de prix relevés dans deux marchés en région et dans cinq sur Bangui, ce qui a tendance à lisser les particularités de chaque marché.

De ce fait, la faible durée des séries, les modalités de traitement des données et leur manque de fiabilité, ne permettent pas de procéder à des analyses précises tant sur la stabilité que sur le niveau d’intégration des marchés, compte tenu des profils très différents de marché pouvant exister dans une même région. Les éléments présentés ci-après, ne doivent être considérer que

comme de simples tendances visant à approcher et faciliter la compréhension des dynamiques d'échanges en République Centrafricaine.

Le niveau d'intégration des marchés, c'est à dire leur niveau de relation et d'interdépendance, peut être évalué à partir des coefficients de corrélation calculés entre les séries de prix de 2008 à 2010. Plus le coefficient est proche de 1 plus le niveau d'intégration est important. Les coefficients de corrélation pour les séries de prix du manioc et du maïs, qui sont les deux denrées alimentaires les plus consommées en RCA, sont présentés dans les tableaux suivants.

Figure 6 : Coefficient de corrélation des marchés pour le manioc

MANIOC/ Coef corrélation	Région 1	Région 2	Région 3	Région 4	Région 5	Région 6
Région 1(Bimbo/ Boda)						
Région 2 (Berbérati/ Bouar)	0,19					
Région 3 (Bozoum/ Bossangoa)	0,02	0,19				
Région 4 (Bambari)	-0,08	0,13	0,03			
Région 5 (Bria)	0,46	0,09	0,13	0,20		
Région 6 (Bangassou)*	-0,25	-0,17	-0,37	-0,17	-0,18	
Région 7 (5 marchés de Bangui)	0,32	0,34	0,27	0,35	0,27	-0,50

* données de prix disponibles uniquement pour 2008 – 2009

Sources : ICASEES, 2011 – SIM Tchad, 2011 – Institut National des Statistiques Cameroun, 2011

Figure 7 : Coefficient de corrélation des marchés pour le maïs

MAÏS/ Coef corrélation	Région 1	Région 2	Région 3	Région 4	Région 5	Région 6	Région 7
Région 1(Bimbo/ Boda)							
Région 2 (Berbérati/ Bouar)	-0,14						
Région 3 (Bozoum/ Basoangoa)	0,18	-0,10					
Région 4 (Bambari)	0,02	0,25	0,02				
Région 5 (Bria)	-0,26	0,27	-0,34	0,09			
Région 6 (Bangassou)*	0,21	0,01	-0,45	-0,06	0,39		
Région 7 (5 marchés de Bangui)	0,25	-0,10	0,15	0,11	-0,30	-0,31	
Tchad (Ndjamena)	0,30	-0,06	0,60	-0,10	-0,53	-0,28	0,14
Cameroun (Garoua)	0,17	-0,02	0,56	-0,08	-0,32	-0,62	0,11

* données de prix disponibles uniquement pour 2008 – 2009

Sources : ICASEES, 2011 – SIM Tchad, 2011 – Institut National des Statistiques Cameroun, 2011

Quelle que soit la denrée considérée, on constate entre toutes les régions des niveaux d'intégration relativement bas. En effet, aucun coefficient n'atteint ou ne dépasse les 0,5, ce qui traduit une intégration très imparfaite des marchés et une transmission limitée des prix d'une région à l'autre.

Au delà des limites de fiabilité des données, ces tendances sont en cohérence avec les informations relatives aux flux présentés plus haut. En effet, la faible valeur des coefficients traduit le faible niveau d'échange de produits entre les régions et à l'échelle nationale. Du fait des faibles niveaux de production, de la faible densité de la population, des carences du réseau routier et de la relativement bonne répartition des productions dans le pays, les dynamiques d'échanges internes de produits vivriers sont relativement faibles et les échanges sont davantage orientés vers la subsistance.

Les coefficients de corrélation, concernant le manioc, sont les plus bas pour la région 6, le marché de Bangassou. Cette tendance va dans le sens des informations collectées au niveau des autorités de la région, qui confirme que les échanges de manioc se font davantage au niveau intra-régional et qu'il existe une importation importante dans cette zone en provenance de RDC. Les marchés de Bangui sont ceux qui présentent les coefficients de corrélation les plus élevés avec le reste du pays, il faut toutefois noter que ces coefficients restent très faibles, traduisant une intégration très imparfaite avec le reste du pays. Deux hypothèses peuvent être soulevées pour expliquer la faiblesse de ces valeurs, d'une part, bien que Bangui soit la destination d'une grande partie des productions échangées en République Centrafricaine, les marchés bénéficient également d'approvisionnements importants de la part notamment de la RDC, qui pourraient avoir une influence plus grande sur la fixation des prix. D'autre part, il est important de noter que les cinq marchés de Bangui, pris en compte dans la moyenne de prix de la région 7, ont des profils et des sources d'approvisionnements très différents ; à titre d'exemple les approvisionnements du marché Central se font surtout en provenance de RDC et ceux du marché Combattant, des provinces du pays. L'agrégation des prix de ces différents marchés rend donc difficile l'analyse.

Les coefficients de corrélation entre les marchés pour le maïs sont encore plus bas. Cette tendance traduit le faible niveau des échanges de maïs à l'échelle du pays. En effet, la consommation de maïs en République Centrafricaine, bien qu'en augmentation, reste faible, à l'exception des centres urbains, et son utilisation est souvent dédiée à la fabrication de boisson locale. Il est toutefois intéressant de noter les coefficients de corrélation relativement plus élevés entre la région 3 et le Tchad et le Cameroun, qui vont dans le sens des échanges signalés dans la partie précédente et qui tendraient à dire que la fixation des prix dans cette zone serait davantage influencée par les prix des pays frontaliers que par ceux des marchés internes.

Bien que ne pouvant être poussées davantage, ces tendances confirment la faiblesse des échanges au niveau national, au profit de flux plus régionaux et de dynamiques d'échange plus fortes existant entre les préfectures frontalières et les pays voisins. Ces tendances peuvent aussi traduire un manque d'information ou d'efficacité de l'information sur les niveaux de prix. La faiblesse d'intégration des marchés constitue un élément de nature à limiter la dynamique des échanges, en ne permettant pas aux producteurs et aux commerçants de valoriser au mieux leur activité.

ELEMENTS CLES :

- La stabilisation des indicateurs macro-économiques au cours des dernières années, malgré un contexte international difficile, participe à la création d'un environnement plus favorable au fonctionnement des marchés, sous réserve de la poursuite de l'amélioration de la situation sur le plan sécuritaire.**
- L'agriculture occupe une place importante dans l'économie du pays, mais les fortes contraintes structurelles pesant sur le secteur, la rendent peu efficace et compétitive.**
- La République Centrafricaine ne dispose pas aujourd'hui d'un dispositif national de sécurité alimentaire et de services statistiques sectoriels en mesure de produire régulièrement des indicateurs permettant le suivi de la situation alimentaire des populations ainsi que la production d'informations nécessaires à l'élaboration de stratégie de réponse à court, moyen et long termes.**

- Les approvisionnements alimentaires sur les marchés sont fortement influencés par les importations, notamment en provenance et/ ou via le Cameroun, le Tchad et la RDC.
- Les flux internes de marchandises sont relativement limités et principalement orientés vers les centres urbains et notamment l'agglomération de Bangui, Bimbo et dans une moindre mesure de Berbérati.
- L'analyse de la cartographie et des séries de prix montre des niveaux de faible intégration des marchés. Le système des marchés reste peu développé et l'économie centrafricaine reste largement dominée par l'auto subsistance.

3 CAPACITES DES MENAGES & RELATION AU MARCHE

Dans les pays encore très largement ruraux, comme la République Centrafricaine, les conditions d'accès alimentaire des ménages sont étroitement liées à la relation (à la fois producteurs et consommateurs) qu'ils entretiennent avec les marchés. L'objectif de cette partie est de déterminer et de qualifier la capacité des ménages à accéder aux marchés.

3.1 MOYEN D'EXISTENCE DES MENAGES

L'agriculture constitue l'activité principale de la majorité des ménages en RCA. Selon les données de l'AVGSA, 45 % des ménages vivent de l'agriculture. Les activités agricoles sont le plus souvent associées à celles de petits élevages, notamment volailles et caprins (35,3 % des ménages centrafricains pratiquent l'élevage).

Dans toutes les régions couvertes par l'étude à l'exception des régions 3 (Ouham-Pendé, Ouham et Nana-Gribizi) et 6 (Basse-Kotto, Mbomou et Haut-Mbomou), les trois principales productions agricoles des ménages sont le manioc, l'arachide et le maïs. Dans la région 3, c'est le sorgho qui constitue la principale céréale produite et dans la région 6, le riz.

Le manioc est l'aliment de base du régime alimentaire centrafricain, sa production est donc principalement orientée vers l'autoconsommation. Il est toutefois à noter, la spécificité de la région 1 (marché de Mbaiki et Mongoumba), de la région 2 (marché de Carnot), la région 4 (marché de Dekoa, Kaga-Bandoro et Sibut) et la région 6 (marché de Alindao, Bangassou, Bema et Mobaye), où une partie des productions de manioc sont davantage orientées vers la rente. Dans le cas de la région 1 et de la région 4, ces productions sont orientées vers les zones urbaines de consommation que constituent Bangui et les communes avoisinantes. De la même façon, les productions dans la zone de Carnot sont en partie orientées vers les zones d'activités minières de la région, où les activités agricoles ont eu tendance à diminuer face à ce nouvel essor.

Dans ces zones, certaines pratiques de vente de la production par anticipation ont été signalées. Les commerçants achètent, au comptant, une production encore sur pied, pour laquelle ils se chargeront de la récolte et de la transformation.

Les productions d'arachide sont surtout orientées vers l'autoconsommation. A noter que dans les régions 3 (marché de Kabo) et 4 (marchée de Dekoa et Kaga-Bandoro), une partie de la production est destinée à la vente vers Bangui et également en fonction des conditions de sécurité et des prix vers le Tchad. Egalement dans la région 6 (marché de Alindao, Bangassou, Bema, Mobaye et Zémio) une partie des productions d'arachide est destinée à la vente dans la région.

Le maïs quant à lui est davantage considéré comme une culture de rente dans la majorité des régions. En effet, comme expliqué précédemment sa consommation bien qu'en développement reste limitée ; les principales zones de consommation sont les zones urbaines et notamment Bangui, ainsi que les zones minières, où les activités agricoles sont en recul.

Les ménages tirent la majeure partie de leurs revenus de la vente de leurs productions agricoles. Il est également important de considérer les revenus que les ménages tirent de la production de coton et dans une moindre mesure du sésame et du café. En effet, la culture du coton est historiquement relativement développée dans le pays, la filière a connu ces dernières années d'importantes difficultés ayant entraîné une baisse des superficies mises en culture et dans une certaine mesure le développement, en substitution, de la culture du sésame. Les visites de terrain

et différents entretiens, confirment une tendance considérable à la reprise de la production du coton, qui outre les facilités d'accès aux intrants, constitue pour les ménages une source de revenu relativement sûre et stable.

Il ressort des entretiens réalisés auprès des villages que les autres activités, notamment le petit commerce, la chasse/ pêche/ cueillette, sont également pratiquées par les ménages tout au long de l'année en fonction de la saisonnalité et des opportunités de la période. Ces résultats tendent à montrer que la vente seule des produits agricoles, ne permet pas aux ménages centrafricains de couvrir de façon satisfaisante leurs besoins alimentaires et non alimentaires.

Ces tendances vont dans le même sens que les résultats de l'AGVSAN, selon lesquelles le secteur informel (petit commerce) et les activités de chasse et cueillette constituent les principales activités secondaires des ménages vivant de l'agriculture.

Le travail journalier est également pratiqué de façon plus ponctuelle lors de la période de préparation des champs, permettant ainsi aux ménages les moins aisés d'acquérir des semences pour leur propre usage.

3.2 STRATEGIES COMMERCIALES ET ALIMENTAIRES DES MENAGES

Les dépenses alimentaires représentent 72 % en moyenne des dépenses des ménages en République Centrafricaine, en milieu rural elles atteignent les 75 %¹⁶. La forte part des revenus consacrée à l'alimentation dénote une importante vulnérabilité alimentaire, qui engendre pour les ménages une faible capacité à faire face à leurs besoins non alimentaires. De plus, à l'échelle nationale, 64 % des ménages ont pour principale source d'approvisionnement alimentaire, le marché. Sachant que 69,4 % de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté¹⁷, l'accessibilité au marché et donc la capacité des ménages à couvrir leurs besoins alimentaires de façon satisfaisante s'en trouvent fortement limitées.

Les comportements commerciaux des ménages dépendent du type de production. En effet, on constate, que pour le manioc, qui constitue la base de l'alimentation et dont la récolte peut s'échelonner tout au long de l'année, les ménages centrafricains sont généralement vendeurs nets, c'est à dire qu'ils vendent plus qu'ils n'achètent, à l'exception des mois de mai à août où les stocks vivriers sont au plus bas et où les pluies ne permettent pas de transformer et de sécher le manioc de façon satisfaisante.

Concernant les productions d'arachide et de maïs, les ménages sont vendeurs nets à la période de la récolte et pendant les quelques mois qui suivent. En période de récolte, les ménages vendent préférentiellement les arachides et le maïs, qui sont consommés en moins grande quantité, ont une plus grande valeur marchande et présentent davantage de contraintes de conservation que le manioc.

La vente régulière de manioc, en petite quantité tout au long de l'année, permet ainsi aux ménages de garantir une couverture minimale de leurs besoins à travers l'accès au marché.

¹⁶ AGVSAN, Multi-partenaires, 2009

¹⁷ Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien-être et Profil de pauvreté, ICASEES, 2009

Figure 8: Calendrier des ventes et des achats des ménages ruraux

	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Coton	VENTE										VENTE	
Arachide	ACHAT							VENTE				
Maïs	ACHAT								VENTE			
Manioc	VENTE			ACHAT				VENTE				

Source : Questionnaire Communautaire

Les entretiens réalisés au niveau des villages permettent de comprendre les raisons qui motivent ces ventes de produits agricoles. Dans près de la moitié des villages, la principale raison de vente des produits agricoles est l'achat de vivres, viennent ensuite les dépenses de santé et d'éducation. La vente des produits agricoles permet ainsi aux ménages de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires de base.

L'analyse des sources d'approvisionnement des différents produits alimentaires consommés par les ménages ruraux, montre que la vente des produits agricoles permet aux ménages d'accéder, via le marché, aux produits alimentaires de base qu'ils ne produisent pas. En effet, selon les résultats de l'AGVSA, les produits pour lesquels les ménages ruraux ont le plus recours au marché sont les condiments (pour 94 % des ménages), le sucre/ miel (pour 83 % des ménages) et l'huile (pour 72 % des ménages). Au moment de l'enquête, en mai-juin 2009, période où les ménages sont davantage acheteurs nets, 36 % des ménages ruraux avaient recours au marché pour s'approvisionner en manioc.

Compte tenu de la période de vente des produits agricoles, les stratégies commerciales des ménages, sont finalement peu efficaces. En effet, celles-ci interviennent de façon massive, particulièrement pour l'arachide et le maïs, au moment des récoltes, période où la disponibilité de ces produits est la plus forte et donc les prix les plus bas. Les ménages se trouvent ensuite dans l'obligation d'avoir recours aux marchés, aux périodes où les prix remontent.

Les ventes de produits d'élevage (petits ruminants, volailles) quant à elles, sont réalisées de façon ponctuelle tout au long de l'année, à l'exception la région 2 (marché de Baoro), où il a été signalé des ventes régulières de volailles, liées à la demande existante dans la zone du fait des activités minières et de l'axe Cameroun-Bangui. Les raisons évoquées pour ces ventes sont plus diverses que concernant les produits agricoles. La raison principale évoquée par plus d'un quart des villages, reste l'achat de vivres. Viennent ensuite les dépenses de santé, les dépenses liées aux fêtes et cérémonies, le paiement des coûts de scolarité. Les diverses entretiens réalisés, montrent que les ventes de petits ruminants et de volailles répondent à des difficultés plus ponctuelles ou à des besoins plus conséquents des ménages.

Il ressort des différentes analyses et des échanges que la diversification des sources de revenu, et le cumul d'activités au cours de l'année, constituent une stratégie développée par les ménages dans le temps pour faire face à un risque de vulnérabilité latente et chronique. La dépendance des ménages aux marchés et la précarité de leur stratégie commerciale, les rendent particulièrement vulnérables aux chocs. Ainsi au cours de la période de soudure, ou en cas de choc, les ménages sont amenés à privilégier des stratégies alimentaires. En effet, les stratégies les plus utilisées, selon les résultats de l'AGVSAN, sont la consommation d'aliments moins appréciés (78,2 %), la diminution de la quantité de nourriture pendant les repas (64,8 %), la diminution du nombre de repas quotidiens (64,4 %). Le travail supplémentaire ou temporaire additionnel ne vient qu'en neuvième position,

utilisé par 21,1 % des ménages et l'achat d'aliment à crédit, en onzième position (17,8 % des ménages).

Ce faible recours au crédit résulte, d'une part, du peu de structures bancaires et de crédits existant en dehors des grandes villes du pays et d'autre part, d'une faible monétarisation des zones rurales. Toutefois, la pratique de l'achat « en bons » est elle assez développée auprès des commerçants. En effet, dans toutes les régions, plus de 70 % des commerçants pratiquent la vente à crédit, à l'exception de la région 3 (Ouham-Pendé, Ouham), où le taux est inférieur à 50 %. Les ventes à crédit représentent en moyenne un peu moins du tiers des ventes des commerçants (23,5 %). Ces achats « en bons » s'apparentent davantage à des facilités de paiement qu'à un réel crédit, permettant aux ménages de différer le paiement de leurs achats de quelques jours (le plus souvent entre deux et sept jours). Cette pratique, même limitée participe des stratégies de résilience des ménages en cas de choc affectant leur sécurité alimentaire.

La pratique des ventes à crédit dans la région 3 (Bossangoa, Bozoum, Kabo, Paoua) est moins développée que dans le reste du pays. Deux hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cette spécificité. Les contraintes sécuritaires que connaît cette zone depuis les années 2000, ont désorganisé les systèmes de production et de commercialisation. La perturbation des activités commerciales pourrait constituer un facteur limitant des capacités de crédit des commerçants. D'autre part, la désorganisation des systèmes de production (perte d'outils de production, conditions d'accès à la terre...) a eu un impact sur les revenus des ménages et pourrait ainsi influencer leur capacité de remboursement des dettes alimentaires qu'ils contractent, décourageant ainsi les commerçants de pratiquer des ventes à crédit.

La stratégie alimentaire des ménages en milieu rural repose ainsi sur la consommation des produits de leur propre production et sur un recours régulier et important au marché, qui tend à s'intensifier en saison sèche et au début de la saison des pluies (entre janvier et juillet). Compte tenu du double statut des ménages producteurs, à la fois vendeurs et consommateurs, leur capacité à couvrir leurs besoins alimentaires est ainsi fortement dépendante de leur capacité d'accès aux marchés. Or les stratégies commerciales développées par les ménages sont peu efficaces et ne leur permettent pas de tirer le meilleur profit de leurs productions.

La faible efficacité de ces stratégies est fortement liée aux importantes contraintes, déjà évoquées, pesant sur les filières agro-pastorales en République Centrafricaine. En effet, compte tenu des difficultés d'accès aux moyens de production, du manque d'encadrement technique, du manque de structuration des filières... les niveaux de production par ménage restent relativement faibles. D'autre part, les ménages peinent à valoriser leur production, faute de maîtrise des techniques de conservation et de stockage. En effet, sur les vingt cinq villages visités, seuls quatre disposent de greniers communautaires ou de banques de céréales. Les réseaux d'entraide les plus développés demeurent les tontines et la préparation collective des champs des différents membres du réseau.

ELEMENTS CLES :

- **L'agriculture constitue l'activité principale de la majorité des ménages en RCA.**
- **Les ménages tirent la majeure partie de leurs revenus de la vente de leurs productions agricoles. Les cultures de rente comme le coton et dans une moindre mesure le café et le sésame, constituent également une source de revenus importante pour les ménages.**

- La stratégie alimentaire des ménages en milieu rural repose ainsi sur la consommation des produits de leur propre production et sur un recours régulier et important aux marchés, qui tend à s'intensifier en saison sèche et au début de la saison des pluies (entre janvier et juillet).
- Les stratégies commerciales des ménages sont ainsi peu efficaces et ne permettent pas de valoriser au moins leurs productions, dans la mesure où celles-ci sont vendues au cours de la période de forte disponibilité, obligeant ultérieurement les ménages à avoir recours au marché, lorsque les prix remontent.

4 STRUCTURATION ET CAPACITE DE REPONSE DES MARCHES

La structuration et l'organisation des acteurs commerciaux ainsi que leurs capacités à répondre à la demande et à faire face à son évolution, sont des facteurs déterminants de la dynamique des marchés. En République Centrafricaine, les faibles capacités des commerçants et les difficultés inhérentes à leurs activités, notamment en termes de transport, constituent des contraintes importantes au bon fonctionnement des marchés.

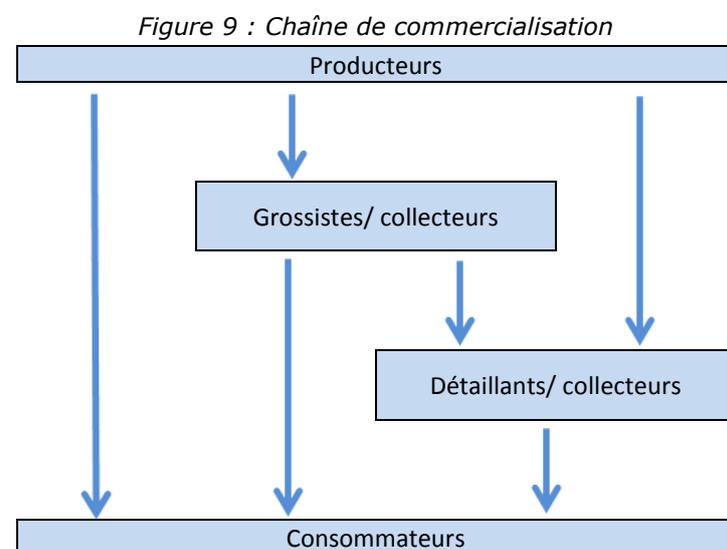
4.1 STRUCTURATION ET FONCTIONNEMENT DES MARCHES

4.1.1 Structuration des acteurs économiques

La structuration et l'organisation des acteurs commerciaux sur les différents marchés du pays sont fonction de l'importance et des profils des marchés considérés.

En termes de structuration, dans la plupart des marchés du pays, il existe une association des commerçants. Ces associations sont regroupées en sous-fédérations préfectorales, elles mêmes chapeautées par la fédération nationale basée à Bangui. La fédération concentre davantage ces activités sur le plaidoyer et relègue les contraintes et difficultés rencontrées par les commerçants au niveau des autorités, mais reste peu investie dans les activités de structuration des filières et des chaînes d'approvisionnement.

En général, les fonctions des différents acteurs économiques ne sont pas clairement établies et structurées. La fonction de collecteur (personne collectant les produits directement au niveau des producteurs ou au niveau des marchés hebdomadaires, pour les revendre aux commerçants) n'existe pas réellement en tant que telle sur les marchés centrafricains, puisqu'elle est, dans la majorité des cas, intégrée par les détaillants et les grossistes. D'après les différents échanges, cette situation est due, d'une part, à un certain manque de confiance, et d'autre part, à la difficulté de transfert de fonds compte tenu de la faible implantation des structures bancaires sur le territoire. Cette situation est également probablement liée à l'étroitesse du marché des produits agricoles en République Centrafricaine.

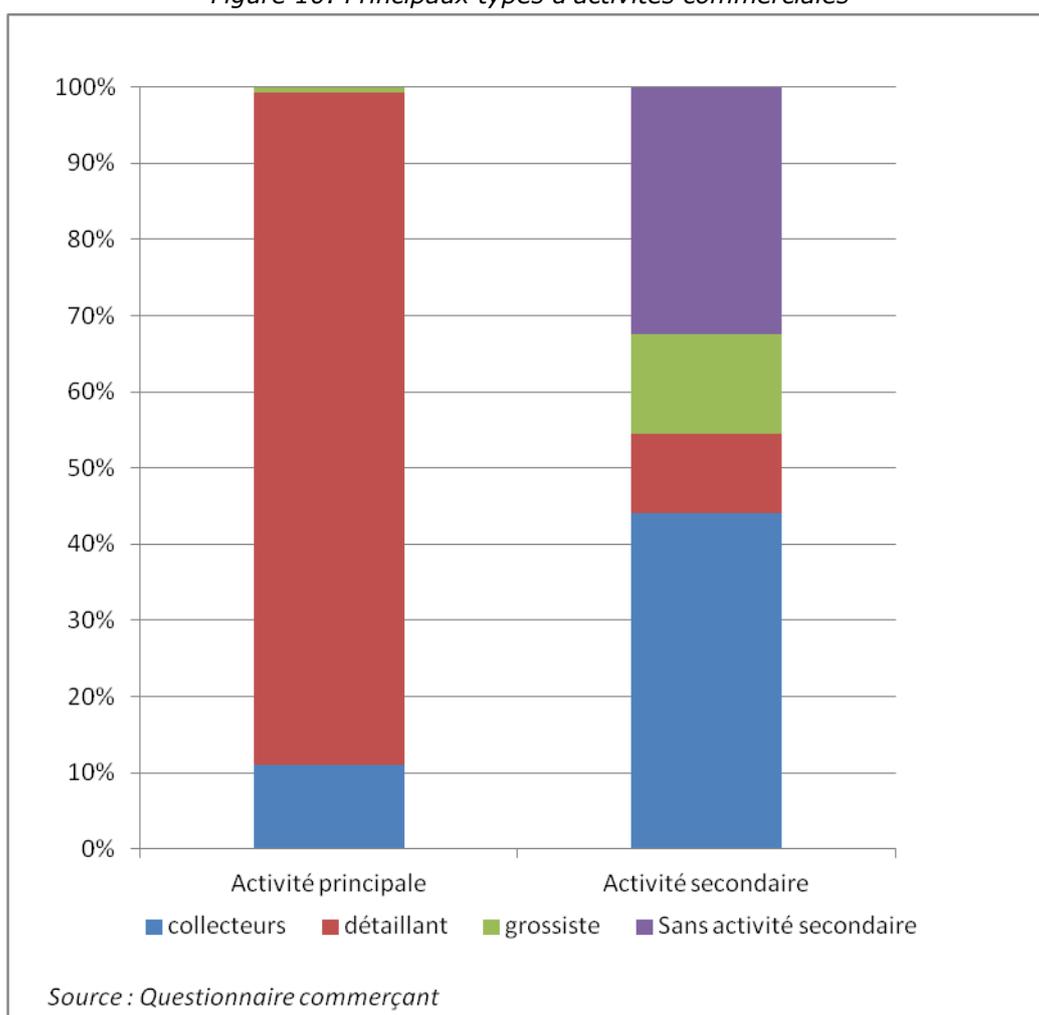


Sources : étude marché

De la même façon, à l'exception des marchés importants des grands centres urbains, il y a peu ou pas de commerçants ayant pour activité principale celle de grossiste. En effet, dans les marchés de moindre importance, l'activité de grossiste constitue souvent l'activité secondaire des commerçants détaillants. Il découle de cette situation que les volumes transigés par ces grossistes sont relativement faibles. Cette situation peut être mise en relation avec le faible niveau d'échanges entre les zones et la difficulté d'accès au crédit.

Globalement sur les marchés, plus des trois quarts des commerçants pratiquent le détail comme activité principale. L'activité secondaire la plus répandue est collecteur, suivi de grossiste. La majorité des acteurs n'ayant qu'un seul type d'activité commerciale (50 % des commerçants contre moins de 20 % dans les autres zones) est concentrée dans la région 2 (marchés de Baoro, Berbérati, Bouar, Carnot et Nola) et dans la région 3 (marchés de Bossangoa, Bozoum et Paoua). Dans ces mêmes zones, l'activité de collecteur est peu répandue et l'activité secondaire la plus importante est celle de grossiste. Les dynamiques d'échanges dans ces zones et les profils de marchés peuvent constituer des éléments d'explication de cette spécificité. En effet, ces deux zones sont caractérisées par d'importantes dynamiques d'échanges avec les pays limitrophes, du fait que la fonction de collecteur a un rôle moins central dans les dynamiques de marché et rend la fonction de grossiste plus attrayante. Dans la région 2, cette position est renforcée par un certain déclin des activités agricoles du fait du développement des activités minières.

Figure 10: Principaux types d'activités commerciales



La faible structuration du rôle des acteurs a une influence sur la structuration de la chaîne de commercialisation. Ce sont ainsi les grossistes des grands centres urbains et particulièrement de Bangui, qui assurent régulièrement les transferts de produits depuis les zones de production vers les zones de consommation. Les grossistes font régulièrement le déplacement dans les zones de production afin de collecter les produits qui sont ensuite acheminés vers les marchés des centres urbains et surtout de Bangui pour y être revendus. La collecte des produits se fait en général au niveau des marchés hebdomadaires dans les zones de production, assez rarement en bord champs, sauf quand les disponibilités baissent mais également au niveau des groupements de producteurs, en période de récolte, et des détaillants du marché.

Il faut d'autre part noter que ce sont surtout les femmes qui sont impliquées dans les activités commerciales en République Centrafricaine. Elles sont particulièrement nombreuses dans les activités de collecte et de détail où elles représentent plus des trois quarts des commerçants. Quel que soit le type d'activité, plus de huit commerçantes sur dix sont de confession chrétienne. Deux commerçants sur trois exerçant des activités de grossiste sont quant à eux des hommes. La majorité des hommes commerçants sont de confession musulmane. Les commerçants musulmans sont particulièrement impliqués dans le commerce de produits alimentaires manufacturés et/ ou importés.

Même si il n'a pas été fait état de barrière formelle à l'entrée des marchés, la capacité d'accès au financement ainsi que les opportunités d'entreprise liées notamment au dynamisme des marchés contribuent à limiter la facilité à démarrer des activités commerciales.

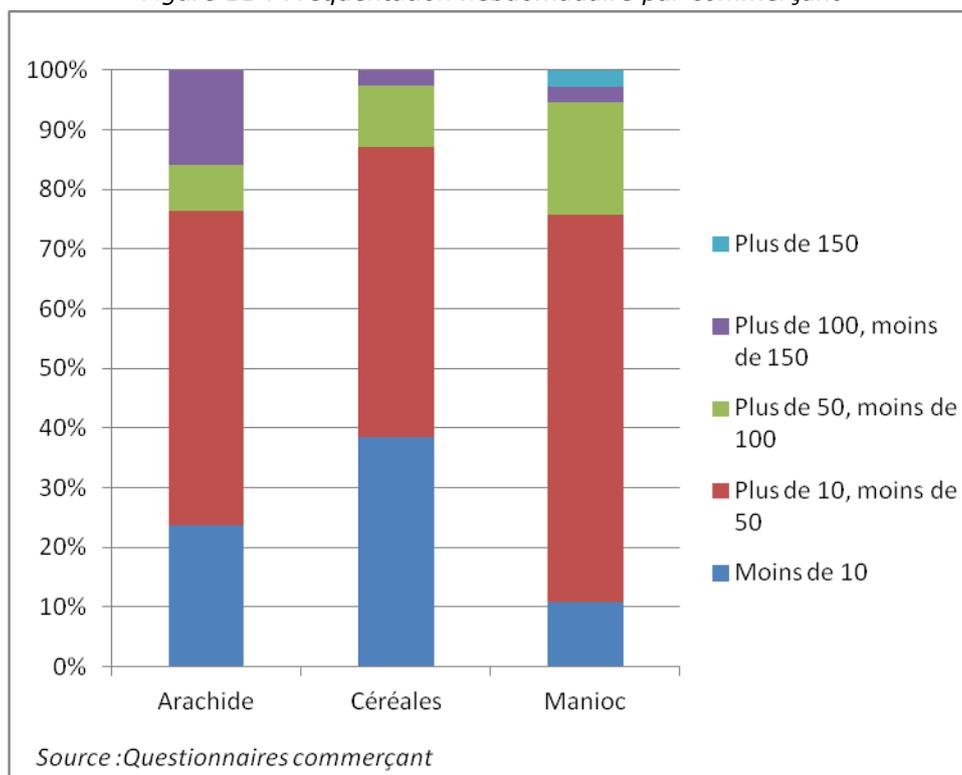
Globalement, le nombre de commerçants varie en fonction du volume d'activité du marché et du dynamisme d'échange de la zone. Ainsi les marchés des chefs lieux de préfectures, situés sur les grands axes d'échanges et dans les zones d'activités minières comptent plus de commerçants. Les grossistes sont davantage présents dans les zones où les dynamiques d'échanges sont les plus fortes, notamment dans la région 2 (Bouar, Carnot, Berbérati), compte tenu de la proximité du Cameroun et des activités minières de la zone, et dans la région 6 au niveau du marché transfrontalier de Béma et sur les marchés de Bangui. Il est intéressant de noter que sur la majorité des marchés visités, plus de la moitié des commerçants pratique cette activité depuis plus de dix ans. Cette tendance peut traduire une faible incitation économique de l'activité commerciale au regard des contraintes existantes, qui pourraient ainsi constituer une barrière implicite à l'entrée de nouveaux acteurs sur les marchés. Il n'y a que la région 2, où l'incitation économique générée par la voie terrestre d'accès au Cameroun et la zone d'activités minières, qui semble être suffisamment grande pour encourager de nouvelles installations. En effet, dans cette zone deux commerçants sur cinq ont moins de 5 ans d'ancienneté sur le marché.

Il est également intéressant de noter que les faibles professionnalisation et structuration des filières se traduisent également à travers les stratégies d'approvisionnement des acteurs économiques qui reposent davantage sur la connaissance de l'offre de produits dans leur zone d'origine et la valorisation de réseaux familiaux. Cette tendance soulève également le manque d'information sur les niveaux de disponibilités et le fonctionnement des marchés qui pourraient permettre aux commerçants d'avoir des stratégies plus rationnelles.

4.1.2 Fréquentation des marchés

Quel que soit le produit considéré, la majorité des commerçants (55 %) déclarent avoir entre dix et cinquante clients par semaine, soit moins d'une dizaine de clients par jour. Cette tendance est d'autant plus forte concernant le manioc, qui constitue l'alimentation de base de la majorité des ménages en République Centrafricaine. Il est important de noter que la période de réalisation de l'étude peut avoir une influence sur ces tendances. En effet, la période d'avril à septembre, correspond au moment de l'année où la majorité des ménages sont acheteurs nets quel que soit le produit considéré. Le niveau de fréquentation des marchés à cette période doit donc être supérieur à la tendance observable le reste de l'année.

Figure 11 : Fréquentation hebdomadaire par commerçant



Les commerçants ayant le plus de clients sont sur les marchés de la région 2 et la région 3, sur les axes d'approvisionnement de Bangui (Sibut, Grimari, Bambari) et les marchés de Bangui.

4.1.3 Fixation des prix

Dans plus de 50 % des marchés visités, les commerçants déclarent que la fixation du prix est laissée à leur discrétion. Lors que l'on creuse cette information, une majorité des commerçants expliquent que lors de leur arrivée sur le marché ils échantent avec les autres commerçants, pour connaître le niveau de disponibilité et la fréquentation des acheteurs. Même si les commerçants ne se rencontrent pas de façon formelle, la fixation des prix fait tout de même l'objet d'un certain consensus ou tout au moins la fixation d'un prix plancher. Sur les marchés restant, la fixation des prix est une démarche plus formelle organisée avant le démarrage du marché. Dans près d'un

marché visité sur trois, ces échanges sont organisés directement par les commerçants ; dans le reste des marchés cette concertation est organisée par l'association des commerçants du marché.

Compte tenu des faibles niveaux de production et de l'importance que constitue la vente de produits agricoles pour la couverture des besoins des ménages, les producteurs ne sont pas en mesure d'avoir un poids fort dans la négociation des prix. Ce sont les commerçants collecteurs, qui tirent profit de cette situation de concurrence des producteurs. Cette position dominante est particulièrement forte en période de récolte, où la disponibilité de produits est la plus forte et où les ménages vendent massivement leurs productions. Les grossistes, particulièrement des centres urbains, bénéficient ainsi à la fois d'une forte influence dans la fixation des prix d'achat au niveau du producteur, mais, de part leur faible nombre, également dans la fixation du prix de vente aux détaillants. Les grossistes de Bangui, signalent ainsi, compte tenu de la demande des détaillants, être en mesure d'écouler leurs achats dans les jours qui suivent leur retour à la capitale.

Selon les échanges avec les commerçants, le coût du produit constitue entre 60 et 80 % du coût global de vente. La part restante étant éclatée entre les taxes, les autres charges (ensachage, manutention...), les marges et les coûts de transport, avec une prédominance de ces derniers. Il n'est pas noté d'écart significatif entre les différents produits locaux considérés (manioc, arachide, céréales).

4.2 CONTRAINTES DE FONCTIONNEMENT & CAPACITE DE REPONSE

4.2.1 Contraintes & sources de financement

Les acteurs sur les marchés souffrent d'importantes contraintes qui limitent la dynamique des échanges et la capacité du système commercial à répondre à une évolution de la demande. Le graphique ci-dessous illustre les principales contraintes rencontrées par les commerçants.

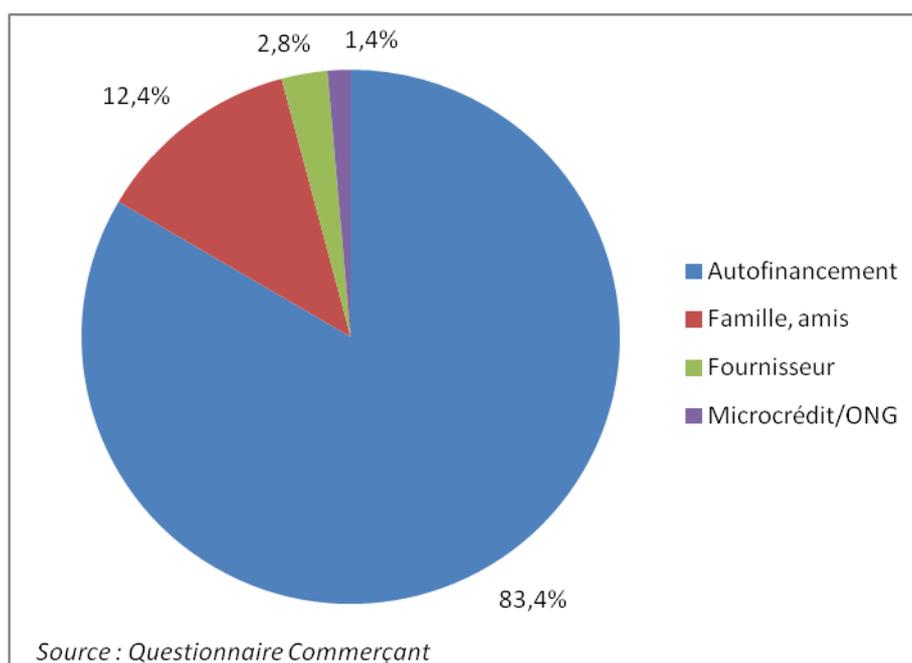
Tableau 3: Principales contraintes des commerçants

TYPE D'ACTIVITE	1ère contrainte	2ème contrainte	3ème contrainte
COLLECTEUR	Manque de capital propre	Manque de crédit/crédit trop cher	Charges sociales trop importantes
DETAILLANT	Manque de capital propre	Manque de crédit/crédit trop cher	Charges sociales trop importantes
GROSSISTE	Manque de capital propre	Non remboursement des dettes	Charges sociales trop importantes

Source : Questionnaires Commerçant

Quel que soit le type d'activités, la principale contrainte des acteurs commerciaux reste le manque de capital propre. L'autofinancement constitue la principale source de financement des acteurs commerciaux. Seulement 12,4 % des commerçants peuvent faire appel à leur famille afin de financer leur activité.

Figure 12: Principales sources de financement



Chez les commerçants de confession musulmane, l'appui de la famille pour le financement de l'activité commerciale est beaucoup plus répandu puisqu'il atteint les 25 %. L'autofinancement reste toutefois la principale source de financement pour 58 % des commerçants de confession musulmane. Il est également intéressant de noter, qu'ils ont également davantage recours au crédit (8 %).

L'accès au crédit demeure assez limité et constitue ainsi la seconde contrainte la plus citée par les commerçants centrafricains. Cette difficulté peut être associée, d'une part, à la faiblesse de l'offre de crédit sur le territoire. En effet, en dehors des grandes villes, les structures bancaires et de microcrédit restent peu implantées. D'autre part, les commerçants signalent également le coût élevé du crédit formel, et l'importance des garanties demandées, qui limitent davantage leurs capacités à y avoir recours.

La troisième contrainte la plus citée est le poids que constituent les diverses charges sociales et familiales. Ce poids grève d'autant le niveau de ressources propres disponibles pour le financement des activités commerciales.

Il est intéressant de noter que dans les zones du pays ayant fait récemment face à des contraintes d'ordre sécuritaire notamment le Centre-Nord du pays (marché de Kabo) et l'extrême Sud-Est (marché de Zémio), celles-ci concurrencent voire éclipsent les contraintes structurelles présentées ci-dessus.

Dans la zone de Kabo, les seconde et troisième contraintes les plus citées par les commerçants sont respectivement le non remboursement des dettes et l'insécurité. Une hypothèse pour expliquer le non remboursement des dettes, pourrait être les conditions d'insécurité qui ont eu un impact significatif sur les revenus des ménages et donc leur capacité de remboursement des dettes alimentaires contractées.

Dans l'extrême Sud du pays (Zémio), où le contexte sécuritaire et l'accessibilité restent difficiles, la principale contrainte citée par les commerçants est l'insécurité, suivie du manque de transport. Le caractère ponctuel et imprévisible des attaques a en effet, induit, outre la forte dégradation des routes dans cette zone, d'importantes difficultés de déplacement pour les commerçants.

Les difficultés d'accès au financement peuvent avoir d'importantes conséquences sur les dynamiques d'échange en limitant le développement des activités commerciales et la capacité des acteurs à faire face à une évolution de la demande.

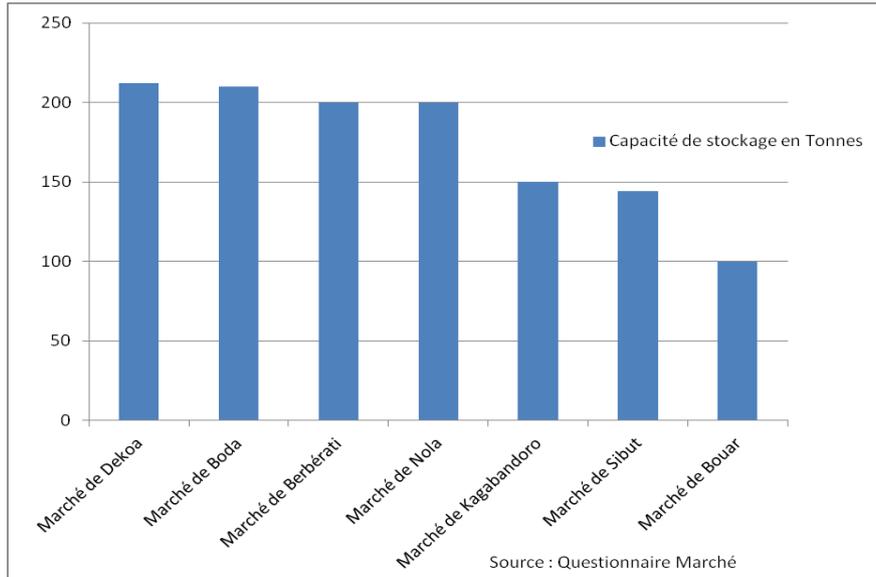
4.2.2 Recours au stockage

Le stockage est une pratique relativement peu développée en République Centrafricaine, en effet, même si près de 60 % des commerçants déclarent le pratiquer, le niveau de stock par commerçant est faible. La capacité moyenne de stockage par commerçant est estimée à 8,5 sacs, ce qui correspond à une quinzaine de jours de vente. Les produits les plus stockés sont l'arachide et les céréales (maïs, riz, sorgho). En effet, ce sont également les produits pour lesquels les ménages producteurs sont vendeurs nets le moins longtemps, la majorité des ventes s'effectuant en période de récolte. Le manioc étant quant à lui récolté de façon régulière quasiment tout au long de l'année, son stockage s'avère moins nécessaire en dehors de la période où les ménages sont acheteurs nets d'avril à septembre. De la même façon, les arachides et les céréales sont stockées en moyenne plus longtemps que le manioc.

Le faible niveau de stockage est à mettre en relation avec la faible capacité de financement des commerçants. En effet, les commerçants disposant de peu de liquidité ne peuvent se permettre d'immobiliser longtemps ces capitaux. D'autres éléments, peuvent également expliquer ce faible recours au stockage, notamment les difficultés des conditions de stockage liées au climat humide de la République Centrafricaine mais également le peu de structuration des marchés et le manque de capacités de stockage qui y sont disponibles. En effet, bien que plus d'un marché sur deux dispose de structures de stockage, les capacités sont relativement faibles. En effet, la capacité moyenne de stockage disponible sur les marchés est d'environ 120 tonnes mais cache une importante disparité en fonction des marchés. Les marchés disposant des plus grandes capacités de stockage sont ceux qui participent à l'approvisionnement de Bangui, notamment Boda, Déko, Sibut et Kaga-Bandoro, ainsi que les marchés de la région 2 : Bouar sur l'axe Douala-Bangui et Berbérati, Carnot et Nola dans la zone d'exploitation minière. Sur ces marchés, la capacité moyenne de stockage est de 165 tonnes. Apparemment et d'après les échanges avec les commerçants, les capacités de stockage les plus importantes se trouvent au niveau des marchés de Bangui. Toutefois, compte tenu de leur dispersion sur les différents marchés de la capitale, il n'a pas été possible de les évaluer. Sur les autres marchés, la capacité moyenne est inférieure à 50 tonnes.

Dans l'extrême Sud-Est au-delà de Bangassou (marché de Zémio), la pratique du stockage semble plus répandue, permettant de couvrir en saison sèche près d'un mois de vente. Les contraintes sécuritaires et de déplacement, sont une hypothèse pour expliquer cette spécificité.

Figure 13: Capacité de stockage des marchés



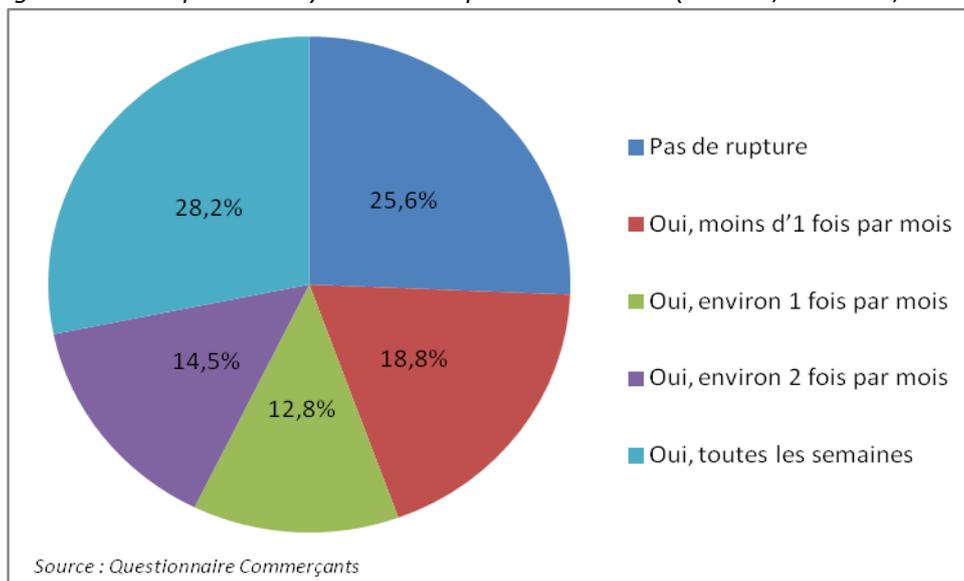
Du fait des faibles capacités de stockage au niveau des marchés, bon nombre de commerçants stockent leurs produits directement chez eux, dans des structures peu ou pas adaptées, rendant les conditions de stockage d'autant plus difficiles et le risque de perte d'autant plus grand.

La faible pratique du stockage limite la possibilité pour les commerçants de profiter de l'évolution des prix liée à la variation de la disponibilité des produits, tendant ainsi à accentuer les écarts de prix et contraignant également les capacités du système commercial à répondre à l'évolution de l'offre et de la demande.

4.2.3 Capacité de réponse

Les trois quarts des commerçants disent devoir faire face à des ruptures de stock régulières. Dans 80 % des cas, ces ruptures ont lieu chaque mois.

Figure 14 : Fréquence moyenne des ruptures de stocks (manioc, arachide, maïs)



Dans 28,2 % des cas, ces ruptures ont lieu toutes les semaines. Les ruptures les plus fréquentes sont enregistrées pour l'arachide, avec 31,3 % commerçants déclarant avoir des ruptures toutes les semaines. Vient ensuite, le manioc, avec 27,7 % de rupture toutes les semaines. Le maïs est, des trois produits considérés, celui pour lequel les ruptures hebdomadaires sont les moins fréquentes (22,7 %).

Quelle que soit la fréquence de la rupture, la principale raison évoquée pour expliquer ces ruptures est le manque de disponibilité du produit, viennent ensuite le manque de capacité de stockage et le manque de capitaux. La fréquence de ces ruptures pénalise les commerçants qui doivent ainsi engager des frais récurrents de déplacements et de collectes, qu'ils ne sont pas en mesure de bien rentabiliser du fait de leurs faibles capacités.

En cas d'augmentation de la demande, la majorité des commerçants disent être en mesure d'y faire face en une semaine ou moins. Entre la saison sèche et la saison des pluies, la part des commerçants en mesure de répondre à une augmentation de la demande en une semaine ou moins passe de près de 78 % à 41 %. La saison sèche, qui intervient après les récoltes, correspond donc à la période où la capacité de réponse des commerçants est la plus grande. A l'inverse, la période de la saison des pluies, correspond à celle où les stocks vivriers sont les plus bas et où le transport est le plus difficile.

Tableau 4: Capacité moyenne de réponse des commerçants à une augmentation de la demande (manioc, arachide, maïs)

CAPACITE DE REPONSE A UNE AUGMENTATION DE LA DEMANDE	SAISON SECHE	SAISON DES PLUIES
Non	8,70 %	9,91 %
Oui, mais après plus d'un mois	1,74 %	3,60 %
Oui, en moins d'un mois	5,22 %	9,91 %
Oui, en moins de deux semaines	7,83 %	36,04 %
Oui, en une semaine ou moins	76,52 %	40,54 %
Total général	100,00 %	100,00 %

Source : Questionnaire Commerçant

Quelle que soit la période, la capacité de réponse des commerçants est relativement bonne au regard des contraintes évoquées ci-dessus. Cette tendance traduit malgré tout, l'existence, même éparse, d'une certaine disponibilité de produits quelle que soit la saison, qui, du fait des faibles liquidités des acteurs commerciaux, resté détenue par les ménages eux-mêmes.

Quelle que soit la saison, c'est pour le manioc que la capacité de réponse des commerçants est la meilleure, avec une réponse à une augmentation de la demande, en une semaine ou moins de 80,4 % en saison sèche et 45,5 % en saison des pluies. En saison sèche, le second produit, pour lequel la capacité de réponse est la meilleure, est l'arachide (76,6 % contre 66,2 % pour le maïs de réponse en une semaine ou moins). Par contre, en saison des pluies, c'est pour le maïs que la capacité de réponse est la meilleure après le manioc. Mais l'écart entre la capacité de réponse en une semaine ou moins pour le maïs et l'arachide est relativement faible (37 % pour le maïs, contre 38,1 % pour l'arachide).

4.3 ACCES PHYSIQUE ET SYSTEME DE TRANSPORT

En sus des contraintes exprimées par les commerçants, l'accessibilité des marchés et les performances du système de transport prennent également une part importante dans les dynamiques de fonctionnement des marchés.

En effet, la République Centrafricaine reste un pays fortement enclavé tant sur le plan extérieur qu'intérieur. L'accès le plus proche à la mer est le port de Douala à 1 500 km de Bangui. Sur le plan intérieur malgré ses 622 924 Km², le réseau routier de RCA ne compte que 24 000 km, dont seulement 17 % sont des routes nationales, parmi lesquelles on ne compte que 692 km bitumés. Le facteur accessibilité et les contraintes de transport qu'il occasionne, constituent une contrainte importante pour le développement des filières alimentaires du pays. Le réseau routier reste centré sur Bangui et est assez irrégulièrement réparti sur le reste du territoire, l'Ouest et le Sud-Est du pays étant les zones les plus facilement accessibles¹⁸. Bien que la majorité des grandes villes du pays reste accessible toute l'année, l'état des pistes et le facteur saisonnier rendent la desserte de certaines zones très irrégulière. Certains axes, notamment Kaga-Bandoro-Kabo, Bria-Ouadda, Alindao-Satéma, Bouar-Bocaranga et Nola-Bilolo ne sont accessibles qu'en saison sèche.

Les marchés les mieux desservis en termes de transport, sont ceux de Bouar et Bambari, du fait de leur positionnement sur les axes les plus fréquentés du pays : Bouar-Bangui, qui est l'axe d'accès au Cameroun et Bambari-Bangui, qui est le seul moyen d'accès à l'Est du pays et plus particulièrement au Sud-Est, zone frontalière avec la RDC. La majorité des marchés visités est accessible toute l'année et par tout type de véhicule, y compris les gros porteurs (10, 20, 30 tonnes), à l'exception du Marché de Mongoumba, où le passage des camions de plus de 20 tonnes est difficile du fait de la nécessité de la traversée de la Lobaye par bac, du marché de Nola et du marché de Zémio.

D'après les différents entretiens réalisés, on constate une certaine spécialisation des transporteurs sur une zone ou un axe routier, afin d'avoir une meilleure connaissance de la densité des flux dans la zone et donc des besoins et de gérer de façon plus efficace les questions de tracasserie. Les gros porteurs (20-30 tonnes) sont davantage utilisés pour les échanges internationaux ou sur contrat au niveau local. Ce sont surtout les véhicules de 12 tonnes et moins qui assurent la desserte régulière des marchés. Les grossistes, n'ayant pas la capacité de mobiliser un gros porteur, se retrouvent ainsi bien souvent dans l'obligation d'attendre le passage d'un véhicule, pour évacuer leurs marchandises, ce qui n'est pas sans poser certaines difficultés en termes d'immobilisation de capitaux et de conservation des produits.

Un tarif réglementé de transport, fixant le coût en tonnes kilométriques est proposé par les services du Bureau pour l'Affrètement en Routier Centrafricain (BARC), mais il est davantage utilisé pour les gros volumes que pour les transports internationaux et n'a pas de valeur contraignante. Aussi, au niveau national et pour le transport de produits alimentaires, la fixation du coût de transport se fait surtout au volume, la mesure de référence étant le sac. Les critères de fixation du coût tiennent davantage compte de la praticabilité de la route, de la sécurité de la zone et de l'offre de transport par rapport à la demande que de la distance à parcourir.

¹⁸ Atlas de la Centrafrique, Multipartenaires, 2007

Tableau 5: Coût de transport

TRONCON	PRIX MOYEN en FCFA/ TONNE/ Km (sur l'hypothèse du poids moyen d'un sac d'environ 100 Kg)
Bangassou-Bangui	63
Bimbo-Sido	98
Sibut-Dékoa	176
Bocaranga-Carnot	97
Bouca-Bossangoa	250
Bossemptélé-Bozoum	111

Source : Questionnaire transporteur

Le facteur de saisonnalité joue surtout sur le temps de parcours du fait de la dégradation de l'état des routes. En effet, sur la majorité des tronçons, le coût de transport ne varie pas entre la saison sèche et la saison des pluies, à l'exception des zones où l'accès est fortement réduit comme Bimbo-Sido, où le prix du sac augmente à 7 000 FCFA et Bocaranga-Carnot, où le coût de transport passe à 5 000 FCFA le sac.

Tableau 6: Evolution du temps de parcours en fonction de la saison

TRONCON	TEMPS DE PARCOURS EN SAISON SECHE en jour	TEMPS DE PARCOURS EN SAISON DES PLUIES en jour	AUGMENTATION DU TEMPS DE PARCOURS EN SAISON DES PLUIES
Bangassou-Bangui	3,2	8,3	163,16 %
Bimbo-Sido	3,0	5,0	40,00 %
Sibut-Dékoa	2,0	3,0	33,33 %
Bocaranga-Carnot	3,0	17,5	82,86 %
Bouca-Bossangoa	0,2	0,5	58,33 %
Bossemptélé-Bozoum	0,1	0,2	25,00 %

Source : Questionnaire transporteur

L'augmentation du temps de parcours et l'état des routes, induisent un plus fort risque de perte pour le commerçant et de dégradation des véhicules pour le transporteur, d'où une diminution de la fréquentation des marchés en saison des pluies. Cette tendance est constatée sur la majorité des marchés, y compris les plus fréquentés. La diminution de desserte peut dépasser les 50 % pour les zones éloignées et/ ou difficiles d'accès.

Tableau 7: Fréquentation de véhicules sur les marchés

MARCHE	FREQUENTATION HEBDOMADAIRE HABITUELLE EN SAISON SECHE en nombre de véhicules	FREQUENTATION HEBDOMADAIRE HABITUELLE EN SAISON DES PLUIES en nombre de véhicules	DIMINUTION PENDANT LA SAISON DES PLUIES
Marché de Bouar	350	250	29 %
Marché de Bambari	300	250	17 %
Marché d'Alindao	60	40	33 %
Marché de Bangassou	60	30	50 %
Marché de Bossangoa	20	10	50 %
Marché de Carnot	14	14	0 %
Marché de Baoro	13	13	0 %
Marché de Bria	10	4	60 %

Source : Questionnaire transporteur

A ce titre l'état des routes constitue la 2ème contrainte la plus citée par les transporteurs, empêchant le développement de leurs activités. L'état des routes et l'enclavement saisonnier, contribue ainsi grandement au coût élevé des transports en République Centrafricaine.

Tableau 8 : Principales contraintes des transporteurs

1ère contrainte	2ème contrainte	3ème contrainte
Racket & Niveau de taxe trop élevé	Mauvais état des routes	Insécurité, banditisme

Le niveau des taxes et les prélèvements indus constituent également un surcoût important. En effet, les taxes et le « racket », entravant l'acheminement des marchandises, constituent la contrainte la plus citée par les transporteurs. Bien que difficilement évaluables, les prélèvements indus représentent la grande majorité des prélèvements dont les transporteurs doivent s'acquitter pour le déplacement des marchandises. Des missions de démantèlement de ces « barrières » ont été menées, de façon ponctuelle, par le Gouvernement, mais leur existence perdure.

Selon les différents échanges menés, le niveau de prélèvement est fonction de la distance, mais également de la fréquentation de l'axe - les axes les plus fréquentés étant ceux où il existe le plus de « barrières » - de l'existence de barrière de pluies, et des conditions de sécurité dans la zone. A titre d'exemple, ces prélèvements représentent un surcoût de 1 000 FCFA par sac entre Bangui et Bangassou et de près de 3 000 FCFA entre Bangui et Obo.

Le système de transport en République Centrafricaine souffre d'importantes contraintes, le rendant peu efficace et relativement couteux, auxquelles s'ajoutent des contraintes sécuritaires. Ces contraintes contribuent à freiner l'intérêt pour les commerçants de développer leurs activités.

ELEMENTS CLES :

Le fonctionnement des marchés en République Centrafricaine se heurte à de nombreuses contraintes :

- le manque d'information sur les niveaux de disponibilités et le fonctionnement des marchés
- la faible organisation des acteurs et le manque de professionnalisation des activités
- la faible capacité de financement des commerçants et les difficultés d'accès aux crédits
- la faible pratique du stockage
- le manque d'efficacité du système de transport.

5 MARCHES ET REPONSE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE

5.1 PERSPECTIVES D'ACHATS LOCAUX

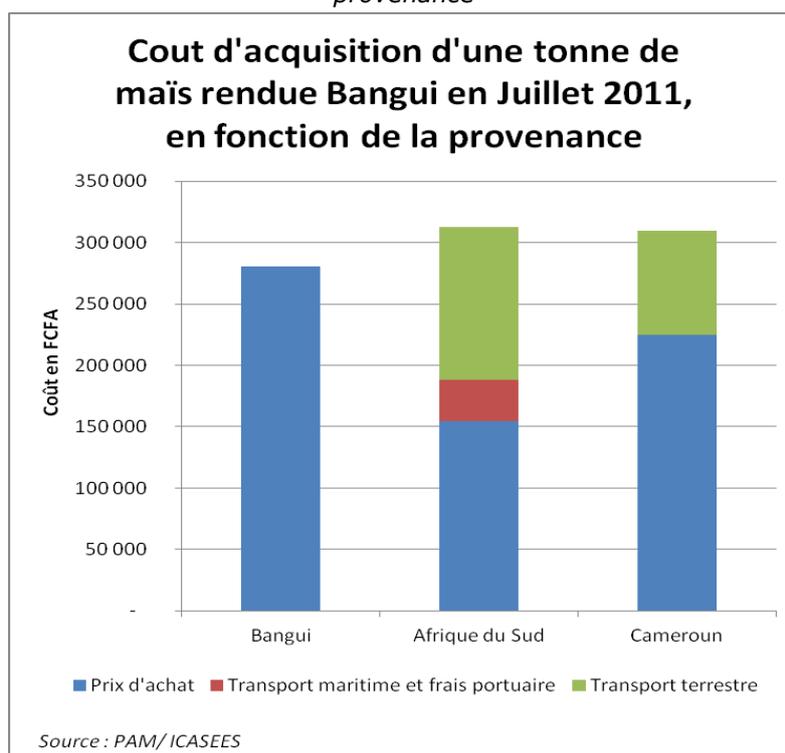
Les éléments présentés plus haut soulignent le faible niveau d'intégration des marchés et des échanges au niveau national en République Centrafricaine. Les filières commerciales sont finalement peu professionnalisées et souffrent également d'importantes contraintes structurelles, notamment en termes de capacité de financement, de transport et de stockage.

Depuis 2009, des achats locaux de farine de maïs enrichie ont été entrepris auprès du seul opérateur local ayant les capacités techniques et financières de répondre aux besoins du PAM sur place. Toutefois, l'opérateur a rencontré certaines difficultés à maintenir la qualité de sa production face à l'accroissement de la demande. Compte tenu de l'intérêt de la démarche de cette structure qui essaie de travailler avec les groupements de producteurs avec l'appui des services techniques compétents de l'état et de l'inexistence d'autres structures capables de fournir le même type de service, il serait souhaitable de poursuivre cette collaboration tout en assurant un accompagnement technique à la fois au niveau de la structure, mais également auprès des groupements partenaires, afin de résoudre ces difficultés. Une plus grande implication du PAM dans la définition des conditions d'achat et de rémunération des producteurs, pourrait également permettre d'assurer une meilleure qualité du produit et une contribution plus importante à la structuration de la filière.

Bien que les disponibilités soient aujourd'hui assez limitées, d'importantes potentialités existent au niveau du pays et restent encore largement sous-exploitées. Les niveaux de production sont aujourd'hui largement contraints par des difficultés structurelles, notamment d'accès aux intrants, de vulgarisation technique, de transformation et de stockage. Il est également important de noter que, même si aucune évaluation précise n'est disponible, la majorité des acteurs s'accordent à dire que les niveaux de production, ont énormément pâti de l'insécurité de ces dernières années. D'autre part, il a été largement souligné, au cours de cette étude, l'importance du manque de perspective d'écoulement comme frein au développement de la production.

Le graphique ci-dessous présente les coûts d'acquisition d'une tonne de maïs en fonction des sources d'achat, selon trois hypothèses une importation internationale par voie maritime (Afrique du Sud), une importation sous régionale (Cameroun) et un achat local. Pour les besoins de l'analyse, les produits locaux sont considérés de qualités similaires à ceux importés.

Figure 15 : Coût d'acquisition, rendu Bangui, d'une tonne de maïs en juillet 2011, en fonction de la provenance



Il revient globalement moins cher d'acheter localement que d'importer. Toutefois, l'écart de prix en période de soudure (juillet-août) est relativement faible (inférieur à 10 %) puisque le prix du produit augmente plus vite au niveau local que sur le marché international.

La réalisation d'achats locaux, sur de petits volumes, pourrait, toutefois, être considérée pendant la période de saison sèche, juste après les récoltes permettant de renforcer les capacités de la filière et d'avoir des effets bénéfiques à moyen terme. En effet, encourager les achats locaux de céréales sèches, même sur de petits volumes, à cette période où les disponibilités sont les plus importantes, directement auprès des producteurs/ groupements, pourrait constituer un levier pertinent pour la relance des activités agricoles du pays.

La volonté affichée par le Gouvernement de placer le secteur rural au cœur de la relance économique du pays et d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie spécifique dédiée au développement du secteur rural ainsi que la mise en œuvre de projets humanitaires s'orientant davantage vers le renforcement des capacités de production et la structuration des filières, constituent un environnement propice au démarrage d'activités pilotes de ce type.

Compte tenu des contraintes de disponibilités, qui sont relativement faibles et éparses, il sera important de travailler en étroites relations avec les acteurs impliqués dans les activités de soutien au secteur agricole, afin d'identifier les zones rencontrant des difficultés d'écoulement et pouvant dégager des excédents commercialisables..

Des achats locaux pilotes pourraient ainsi être envisagés. Des zones bénéficiant d'appui à la structuration de filière, de la part d'autres partenaires, seraient particulièrement indiquées pour ce type d'activité pilote, le PAM pouvant ainsi se positionner pour sécuriser une partie de

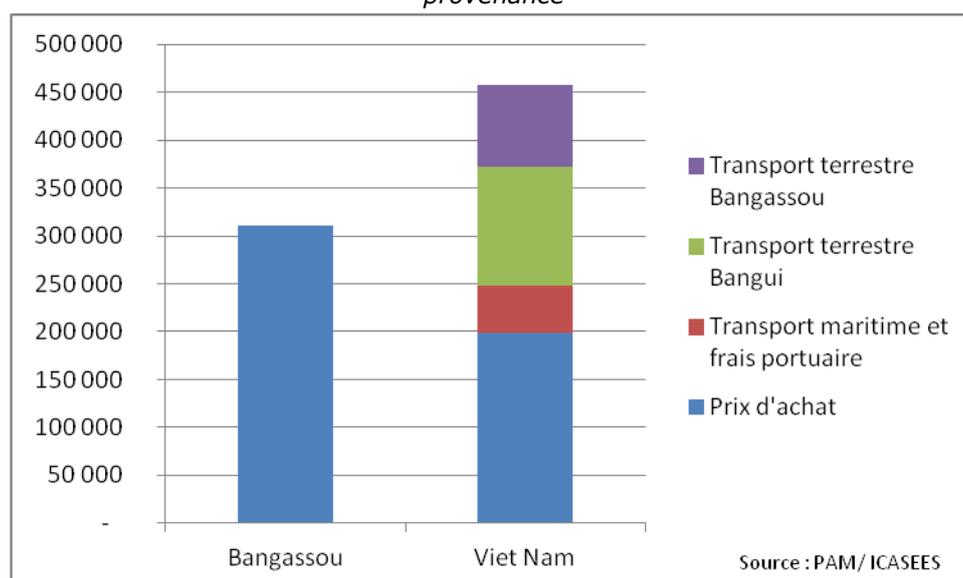
l'écoulement de ces groupements. En effet, à titre d'exemple, le travail, notamment, réalisé sur plusieurs années par la RDC, dans la structuration et le renforcement des capacités des groupements de la préfecture de l'Ouham-Pendé et par Caritas dans le diocèse de Bozoum, pourrait constituer des bases solides pour des activités pilotes, d'autant que ces groupements ont déjà une certaine expérience de la commercialisation de leur production. Ces deux structures réalisent par ailleurs, un suivi et une évaluation des niveaux de productions qui permettraient d'avoir une certaine visibilité quant à programmation d'éventuels achats. D'autres actions de renforcement des capacités et de structuration (notamment sur les filières céréales et légumineuses) sont également en cours, avec l'appui d'autres ONG internationales (Première Urgence/ Solidarités/ ACTED sans toutefois être exhaustif), et pourraient ouvrir de nouvelles perspectives de collaborations.

Dans une moindre mesure, les activités d'appui à la production mises en place par la FAO, en partenariat avec l'ACDA dans tout le pays, pourraient ouvrir des perspectives de collaborations bien que la poursuite de ces activités ne soit pas aujourd'hui assurée.

Cependant, il sera nécessaire de tenir compte des habitudes alimentaires et de consommation des populations. Les ménages centrafricains n'ayant pas pour habitude d'acquérir le maïs directement en grain, il sera probablement nécessaire de mettre en place des mesures d'accompagnement pour faciliter la mouture.

Il existe également dans certaines zones spécifiques des possibilités d'acquisition de riz ou de légumineuses, dans le cadre d'activité du PAM dans les dites zones. En effet, le riz, dans les zones où il est produit et consommé pourrait présenter un intérêt, principalement dans les activités de cantines scolaires, dans la mesure où sa préparation est plus simple que celle de la farine de maïs actuelle et où les volumes concernés sont relativement plus faibles. Faute de données disponibles pour 2011, l'analyse n'a pu être faite, à titre indicatif, que pour le riz, en avril, dans la zone de Bangassou.

Figure 16 : Coût d'acquisition, rendu Bangassou, d'une tonne de riz en avril 2011, en fonction de la provenance



Toutefois, un travail similaire pourrait être envisagé dans la zone de Bambari, qui pourrait également présenter des opportunités d'achats locaux et dans une moindre mesure dans celles de

Bozoum, Paoua. Un travail plus approfondi devra être réalisé, sur la base des données actualisées, pour confirmer cet intérêt en fonction de l'évolution des prix au cours de l'année.

Un travail complémentaire spécifique devra être mené pour s'assurer des possibilités de mise en œuvre pratique de ces orientations, notamment de la capacité de ces groupements à assurer un certain niveau de qualité de production et définir les niveaux et les modalités d'achats envisageables.

5.2 AUTRES ALTERNATIVES D'INTERVENTION

Dans près de 70 % des villes visitées des interventions d'assistance alimentaire et non alimentaire ont eu lieu au cours de l'année. Les interventions d'aides alimentaires sont le plus souvent mises en œuvre par le PAM et ses partenaires, notamment dans le cadre des activités de cantines scolaires. Les interventions non alimentaires sont principalement dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, avec la distribution d'intrants et d'outils de production.

D'après les entretiens réalisés auprès des villages, la préférence des ménages va massivement (plus des trois quarts des villages interrogés) à des interventions alimentaires en nature en période de saison des pluies. Ce choix traduit bien les difficultés rencontrées à cette période où les stocks alimentaires des ménages sont au plus bas, les approvisionnements sur les marchés les plus limités et les prix les plus élevés. A l'inverse, concernant les interventions en saison sèche, la préférence des ménages est plus mitigée puisque que la moitié opterait pour une assistance sous forme de transferts monétaires et l'autre pour une aide alimentaire en nature. La saison sèche correspond à la période où les stocks des ménages, au sortir des récoltes, sont les plus importants et un transfert monétaire pourrait permettre aux ménages de ne pas vendre leur production, au moment où les prix sont les plus bas, pour couvrir leurs besoins. Les villages ayant émis une préférence pour les transferts monétaires sont en général dans les zones où les échanges commerciaux sont les plus faciles (la région 1 autour de Bangui et aux abords du Congo, la zone d'exploitation minière de la région 2, l'axe Bangui-Bambari) du fait de la proximité de grands centres urbains ou d'axes commerciaux dynamiques.

On peut évaluer le cout-efficacité des transferts monétaires, à travers le calcul de la valeur alpha, rapport entre le cout de l'aide alimentaire importée et le prix du marché local. Une valeur inférieure à 1 traduit un intérêt économique d'envisager des alternatives à l'aide alimentaire sous forme de transferts monétaires.

En juillet 2011, le coût d'acquisition d'un kilo de maïs (coût de la matière première + transport) était de 310 FCFA, dans le cas d'une importation régionale, alors que le coût sur le marché local était de 281 FCFA. La valeur alpha était alors de 0,9, traduisant un intérêt économique relativement faible à envisager des alternatives sous forme de transferts monétaires, compte tenu de la compétitivité des achats locaux.

De plus, comme l'ont démontré les analyses, le fonctionnement des marchés centrafricains souffre d'importantes contraintes structurelles. L'irrégularité des approvisionnements, le peu de moyens des acteurs commerciaux, l'inadéquation de l'offre de transport, constituent un obstacle important quant à la mise en œuvre et l'efficacité éventuelle des activités de transferts monétaires.

D'autre part, les institutions bancaires, de microcrédit et de transferts monétaires, bien qu'en extension, restent peu développées dans le pays en dehors de Bangui, constituant une contrainte supplémentaire à l'organisation de ce type d'activité.

En dehors d'activités ponctuelles (type organisation de foires), et circonscrites (auprès des populations déplacées/ réfugiées et dans les zones urbaines) les alternatives de cash and voucher, dans le cadre d'une assistance alimentaire, n'ont dans le contexte actuel que peu d'intérêt d'un point de vue économique.

Malgré les contraintes locales, il serait toutefois intéressant d'approfondir les potentialités de mise en œuvre d'activités pilote de voucher, en complément des activités de distribution du PAM. Ainsi, dans le cas où il pourrait être envisagé de distribuer des céréales sèches en grains aux populations réfugiées et déplacées, dans le cadre d'achats locaux, la mise en place de moulin et la distribution de voucher pour la mouture, pourraient être considérées comme des mesures d'accompagnement afin de faciliter l'acceptation de ces nouvelles denrées. La prise en compte de cet aspect dans le cadre d'évaluation post-distribution, pourrait permettre de mieux réfléchir à la pertinence de ce type d'alternative dans le contexte local.

Par contre, compte tenu des contraintes structurelles pesant sur le développement des filières agro-pastorales, des actions de vivres contre travail, de vivres contre formation ou de protections de semences pourraient faciliter la levée de certaines de ces contraintes et renforcer les effets de synergies et de leviers dans le cadre de projets structurant de développement rural mis en œuvre par les différents partenaires du PAM. Notamment dans les zones où la prévalence de l'insécurité alimentaire est élevée, comme les préfectures de l'Ouham, de l'Ouham-Pendé et de Nana-Gribizi, qui étaient traditionnellement des zones de fortes productions du pays, ou dans les préfectures de la Ouaka, Basse Kotto et Mbomou, ce type d'intervention pourrait participer à la relance et à la structuration des filières agricoles en apportant des réponses plus durables. Il pourrait notamment s'agir d'activités de réhabilitation de pistes, de marchés, de construction de greniers communautaires, de protection de semences, d'aménagements agricoles... Les recommandations en cours de formulation de la dernière évaluation rapide de sécurité alimentaire menée en août 2011 devraient permettre de préciser les activités les plus pertinentes.

ELEMENTS CLES :

- **Des achats locaux, notamment de maïs et de riz, pourraient être rentables et participer à la structuration de ces filières agricoles.**
- **En dehors d'activités ponctuelles et circonscrites, les alternatives de cash and voucher, dans le cadre d'une assistance alimentaire, n'ont dans le contexte actuel que peu d'intérêt d'un point de vue économique.**
- **Les activités de Food for Asset et de protection de semences pourraient présenter des perspectives intéressantes afin de contribuer à la structuration et au développement agricole.**

6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les marchés centrafricains sont caractérisés par de faibles dynamiques d'échanges et un faible niveau d'intégration. Ils ne fonctionnent pas comme un dispositif unifié mais davantage à travers des dynamiques d'échanges intra-régionales et la valorisation de position géographique pour les approvisionnements transfrontaliers.

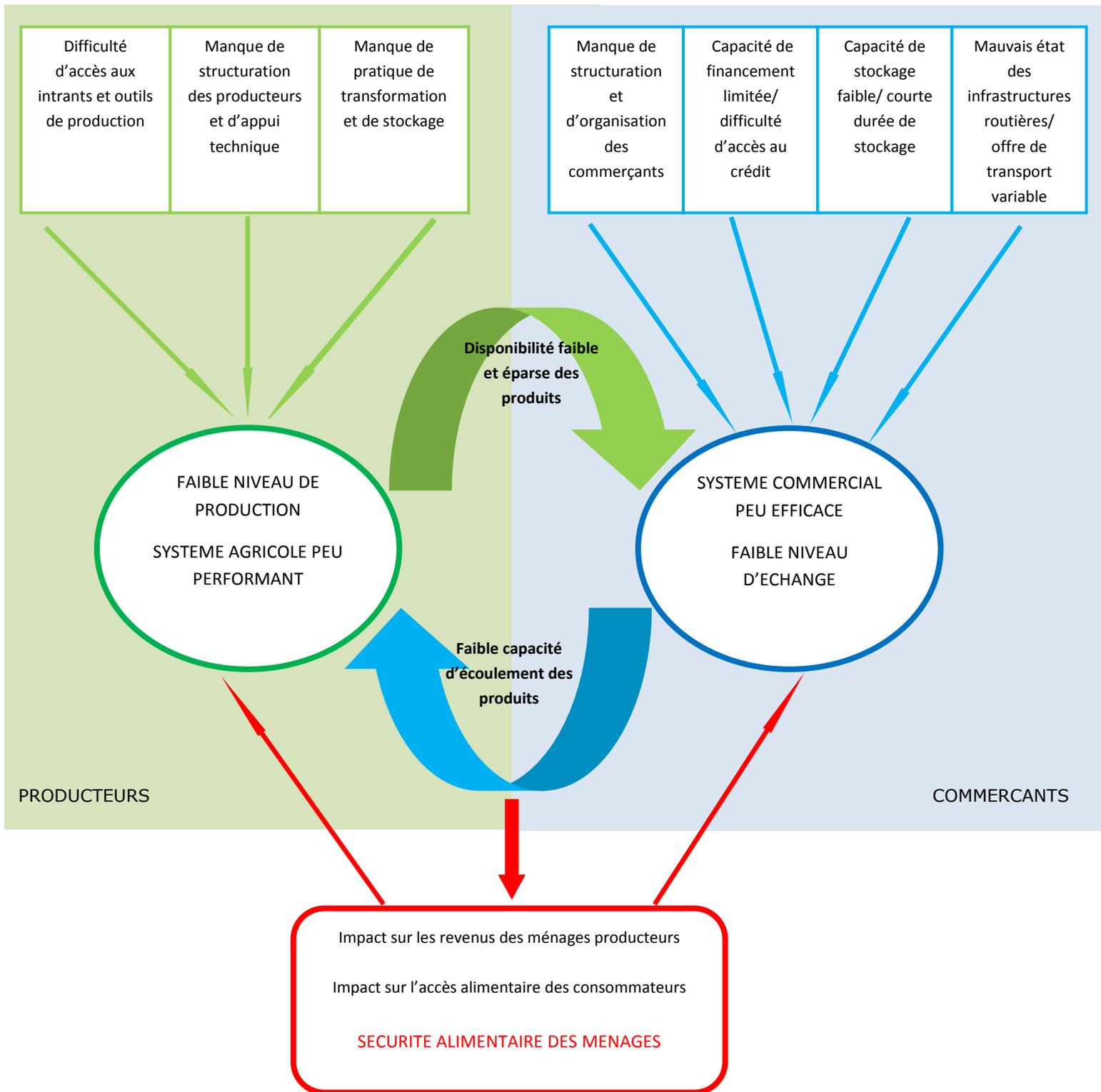
La faible efficacité du système commercial centrafricain est liée aux importantes contraintes structurelles auxquelles il doit faire face. Les filières commerciales restent peu professionnalisées et organisées. De plus, les dynamiques d'échanges souffrent de la faible capacité de financement et de stockage des acteurs commerciaux et des carences du système de transport.

Toutes ces contraintes internes freinent la capacité du système à s'adapter et à répondre aux besoins des ménages. Mais au-delà de ces difficultés internes, le système commercial centrafricain pâtit également d'un environnement peu favorable à son développement. En effet, les fortes contraintes pesant sur le système agricole centrafricain, ne lui permettent de dégager que peu d'excédents commercialisables. A l'inverse les faibles capacités du système commercial ne permettent de garantir un écoulement satisfaisant et régulier des productions agricoles. Les difficultés internes de ces deux systèmes renchérissent ainsi les contraintes de l'autre, et limitent leur capacité à satisfaire des besoins de ménages.

Le schéma ci-dessous présente de façon simplifiée et synthétique les contraintes du système commercial et les interdépendances du système agricole.

Ainsi, répondre de façon efficace aux contraintes pesant sur le système commercial, nécessite une approche globale intégrant également les aspects productifs. Cette démarche nécessitera la mise en place d'un contexte institutionnel favorable, d'une part, aux initiatives économiques, à travers notamment la production et la diffusion d'informations sur les prix et les dynamiques de marchés, la facilitation de l'accès au crédit, la mise en place d'infrastructures...mais également d'autre part aux activités agro-pastorales, avec l'amélioration de la coordination des interventions, des capacités de suivi de la production et de la sécurité alimentaire.

Figure 17 : Contraintes pesant sur le fonctionnement du système commercial



Dans ce contexte les acteurs humanitaires ont un grand rôle à jouer, notamment au niveau des producteurs par la mise en œuvre de projets structurant de développement rural. Au delà des activités de renforcement de la production et de diversification des sources de revenu, des interventions de soutien à la structuration des filières et à la conservation et au stockage permettraient de mieux valoriser les produits et d'échelonner davantage leur vente tout au long de l'année. Dans ce domaine, des achats locaux ciblés, si leur faisabilité technique est confirmée,

pourraient offrir des perspectives intéressantes en termes de sécurisation des écoulements des groupements et producteurs locaux. Des activités de vivres contre travail, vivres contre formation et protection de semences, en appui aux activités structurantes mises en œuvre par les autres partenaires, pourraient également avoir de bons effets de leviers et présenter un coût-efficacité intéressant.

Sur la base d'analyses réalisées et des conclusions ci-dessus, une série de recommandations peut être émise à l'endroit des différents acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire.

1. Mettre en place d'un dispositif national de veille/ système d'information sur la sécurité alimentaire et renforcer la coordination des acteurs du domaine.

Les efforts entrepris par le Gouvernement et ses partenaires pour l'élaboration d'un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, marquent la volonté de mettre le secteur rural au cœur de la relance économique du pays. L'élaboration de la Stratégie de Développement Rural, de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire et la signature, en 2011, du pacte national du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique confirme cette volonté.

Toutefois, les informations statistiques actuellement disponibles en matière de sécurité alimentaire (indicateurs de production, socio-économiques, sanitaires et nutritionnels, de suivi de la vulnérabilité) ne sont pas actuellement suffisantes pour permettre un suivi de la situation alimentaire des populations et la programmation d'interventions précises à court, moyen et long termes.

Il serait ainsi nécessaire que le Gouvernement mette un accent particulier, dans le cadre de l'élaboration en cours du Programme National d'Investissement sur la Sécurité Alimentaire et l'Agriculture, sur la production d'informations statistiques fiables dans le cadre de la mise en place d'un Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire.

Dans le cadre de ces activités, le PAM pourrait contribuer à l'élaboration d'une méthodologie consensuelle d'analyse et de suivi de la sécurité alimentaire.

2. Renforcer le dispositif de suivi des prix.

L'existence au niveau de l'ICASEES d'un système de suivi des prix est déjà un atout pour le pays. Toutefois, il serait nécessaire d'ajuster la méthodologie de collecte et d'analyse et d'élargir l'échantillon suivi afin de permettre une plus grande valorisation des données, outre la production de l'IPC et du bulletin trimestriel de conjoncture, et répondant aux besoins d'informations des différents acteurs (étatiques, partenaires techniques et financiers, humanitaires, commerçants et producteurs).

Il serait notamment intéressant de favoriser les collaborations avec les ONG ayant des composantes de suivi des prix dans leur programme d'interventions, notamment ACTED, COOPI, Première Urgence, Solidarités... afin d'harmoniser les méthodologies de collecte et d'améliorer la centralisation et la diffusion de l'information.

Il serait également nécessaire de diversifier et d'améliorer les outils de diffusion de l'information, afin notamment de répondre aux besoins d'informations des producteurs et commerçants en province. La mise en place de tableaux des mercuriales sur les principaux marchés permettrait ainsi une meilleure transparence des échanges.

Le PAM pourrait ainsi jouer un rôle dans la facilitation des échanges avec les autres partenaires pour l'harmonisation des méthodologies de collecte et soutenir le Gouvernement pour l'identification des besoins d'informations des différents acteurs, le renforcement du mécanisme de collecte des prix et de suivi des marchés et la définition d'une stratégie de diffusion de l'information.

3. Mettre en place un environnement favorable aux initiatives commerciales.

Au-delà de la production et de la diffusion d'informations, il est important que le Gouvernement puisse s'impliquer dans l'amélioration de l'environnement commercial. Un accent devra ainsi être mis sur la suppression des prélèvements indus, l'amélioration et le développement des infrastructures locales de base (pistes, marchés, magasins) et la facilitation de l'accès au crédit.

Ces actions sont largement reprises dans les axes d'interventions de la SDRASA. L'élaboration du PNIASA devrait permettre leur concrétisation.

Le PAM pourra contribuer à la mise en œuvre de ces axes d'intervention à travers la réalisation d'activités de Food for Asset, notamment la réhabilitation de pistes, de marchés.

4. Renforcer les capacités de productions locales et améliorer la structuration des filières

Le renforcement des capacités de productions et la structuration des acteurs et des filières agricoles sont des appuis nécessaires afin d'améliorer, d'une part, l'autosuffisance alimentaires des ménages ruraux et, d'autre part, de dégager davantage d'excédents commercialisables. Ces effets participeront du renforcement des dynamiques d'échanges.

La mise en place d'activités de Food for Asset, pourra contribuer à cette dynamique et contribuera à l'amélioration et à l'accroissement des potentialités d'achats locaux, pour les acteurs humanitaires. Un accent particulier pourra ainsi être mis sur les aménagements hydro-agricoles et la réhabilitation ou la création de structures de stockage. Ces activités devront s'intégrer dans le cadre des programmes de développement rural déjà mis en œuvre par les partenaires afin de garantir un accompagnement technique satisfaisant.

5. Mener des études complémentaires sur la faisabilité technique d'opérations ciblées d'achats locaux et d'activités de voucher et développer des activités pilotes en ce sens.

La mise en œuvre d'opérations pilotes, d'achats locaux des excédents de production auprès de groupements, avec l'appui des partenaires, pourrait permettre de renforcer progressivement les capacités locales d'organisation et de production, tout en assurant aux partenaires un meilleur rapport coût-efficacité de leur aide.

Ces achats couplés à la recommandation précédente, pourraient permettre la construction d'un environnement favorable à la mise en place ultérieure d'activités de type Purchase For Progress (P4P).

Des études complémentaires sur la faisabilité technique d'opérations ciblées d'achats locaux, d'une part, et sur l'opportunité d'activités de voucher, d'autre part, sont nécessaires pour envisager, le cas échéant, des activités pilotes en ce sens.

6. Poursuivre l'analyse sur le fonctionnement des marchés en collaboration avec le Gouvernement

Au regard de la situation du pays, l'accès au marché joue un rôle important dans la sécurité alimentaire des ménages en République Centrafricaine. La présente étude a permis de décrire de façon globale le fonctionnement des marchés et les contraintes de fonctionnement de ceux-ci. Toutefois, compte tenu du contexte et des potentialités spécifiques de certaines zones, il serait souhaitable d'approfondir ces connaissances. Un travail sur les typologies des marchés pourrait être utile dans le cadre de la structuration d'un SIM. De même, un travail plus approfondi dans les zones affectées par les conflits (Nord et Sud-Est du pays), permettrait de mieux spécifier l'impact de l'insécurité sur le fonctionnement des marchés et les stratégies alimentaires des ménages.

BIBLIOGRAPHIE

PAM, République Centrafricaine (2008), Etude sur l'impact de la hausse des prix sur la sécurité alimentaire des ménages en Centrafrique, Septembre

PAM, République Centrafricaine, BAD, UNICEF, UNDP, FAO (2009), Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA), Décembre

PAM, République du Tchad, FAO, FEWSNET, (2011) Marchés et sécurité alimentaire au Tchad, Février

République Centrafricaine (2011), Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2011-2015 (Version provisoire), Mai

République Centrafricaine (2011), Stratégie de Développement Rural, de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire (SDRSA) 2011-2015, Avril

République Centrafricaine, PAM (2010), Bâtir une vision dans le Secteur Rural en RCA, Décembre

République Centrafricaine, FAO, PAM (2008), Rapport d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires en République Centrafricaine, Décembre

République Centrafricaine (2008), Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien Etre

République Centrafricaine (2011), Coordination/ Harmonisation des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la vulnérabilité en République Centrafricaine (rapport provisoire), Mars

Service Statistiques de la FAO (2011) <http://faostat.fao.org/>

UNFPA, Ministère du Plan et de la Coopération Internationale (2007), Université de Bangui, Atlas de la Centrafrique

ANNEXES

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Carte 1: Découpage administratif et marchés visités	13
Carte 2 : Répartition des zones agro-écologiques en RCA	17
Carte 3 : Flux externes de produits agricoles.....	24
Carte 4 : Flux internes de Manio.....	26
Carte 5 : Flux internes de céréales.....	26
Figure 1: Evolution du PIB réel.....	15
Figure 2: Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = 1981)	16
Figure 3 : Evolution de la disponibilité alimentaire	20
Figure 4: Evolution de la disponibilité énergétique	20
Figure 5 : Evolution des différentes composantes de l'indice des prix alimentaires	22
Figure 6 : Coefficient de corrélation des marchés pour le manioc.....	28
Figure 7 : Coefficient de corrélation des marchés pour le maïs.....	28
Figure 8: Calendrier des ventes et des achats des ménages ruraux	33
Figure 9 : Chaîne de commercialisation.....	36
Figure 10: Principaux types d'activités commerciales	37
Figure 11 : Fréquentation hebdomadaire par commerçant.....	39
Figure 12: Principales sources de financement	41
Figure 13: Capacité de stockage des marchés	43
Figure 14 : Fréquence moyenne des ruptures de stocks (manioc, arachide, maïs)	43
Figure 15 : Coût d'acquisition rendue Bangui d'une tonne de maïs en Juillet 2011, en fonction de la provenance	50
Figure 16 : Coût d'acquisition rendue Bangassou d'une tonne de riz en Avril 2011, en fonction de la provenance	51
Tableau 1: Outils de collecte.....	13
Tableau 2: Evolution des productions agricoles (en milliers de tonnes).....	18
Tableau 3: Principales contraintes des commerçants	40
Tableau 4: Capacité moyenne de réponse des commerçants à une augmentation de la demande (manioc, arachide, maïs).....	44
Tableau 5: Coût de transport.....	46
Tableau 6: Evolution du temps de parcours en fonction de la saison.....	46
Tableau 7: Fréquentation de véhicules sur les marchés	47
Tableau 8 : Principales contraintes des transporteurs	47

ANALYSE DES MARCHES EN RELATION AVEC LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- GUIDE D'ENTRETIEN AUTORITES -

A compléter par le Chef d'équipe		A compléter à la saisie	
Date :	_ _ / _ _ / 2011 <i>Jour Mois</i>	Date	_ _ / _ _ / 2011 <i>Jour Mois</i>
Nom du chef d'équipe :	_	Nom de l'agent de saisie : _____ _	Signature de l'agent de saisie:
Préfecture :	_ _		
Sous-préfecture :	_ _ _		
Localité / Ville:	_____		
N° du guide d'entretien	_ _ _		

1 : Situation générale de la sous-préfecture

1.1 Principales productions agricoles de la sous-préfecture

	a) Principales productions agricoles et d'élevage	b) Principales utilisations 1=Autoconsommation 2= vente dans la région 3= vente dans d'autres régions 4 = exportation	c) Evolution du niveau de couverture des besoins de la population de la sous-préfecture (Moyenne de cinq dernière année) 1=hausse 2=baisse 3=pas de changement 9= ne sais pas
1		_	_
2		_	_
3		_	_
4		_	_
5		_	_

1.2 Principaux axes et voies accès

	a) Principaux axes desservant la sous-préfecture (désigner l'axe par le nom des villes ou de la ville et du pays ex : Bangui-Sibut ou Berberati-Cameroun)	b) Praticabilité en fonction de la saison : 1= accessible toute l'année ; 2= accessible uniquement en saison sèche
1		_
2		_
3		_

- GUIDE D'ENTRETIEN AUTORITES – Numéro du guide |__|__|__|

1.3- Marchés

<i>a) Nombre de villages dans la sous préfecture</i>	<i>b) Population estimée</i>	<i>c) Principaux marchés et leur typologie</i>	
		<i>C1) Nombre des Principaux marchés</i>	<i>C2) Nombre des marchés secondaires</i>
_ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _ _	_ _ _

2- Infrastructures bancaires

Evaluez la présence des structures bancaires ou de crédit dans la zone

<i>a) Localité de la sous préfecture</i>	<i>b) Présence de structures bancaires ou de crédit</i> 1=oui 2=non	<i>c) Nom de la structure</i>	<i>d) Services proposés</i> 1=Crédit seulement 2=Epargne seulement 3=Transfert seulement 4=Crédit + épargne 5=Crédit + Transfert 6=épargne + transfert 7=Crédit+Epargne+Transfert 9= Ne sait pas
	_		_
	_		_
	_		_
	_		_

3- Infrastructure de stockage et structuration paysanne

Evaluez l'existence Groupement de producteur et le niveau de stock communautaire

<i>a) Localité de la sous préfecture</i>	<i>groupement de producteur</i>		<i>Banque Céréalière ou Magasin Communautaire</i>		<i>f) Niveau général du stock des BC (en % du niveau désiré)</i>
	<i>b) Existe-t-il des OP fonctionnelles dans la zone ?</i> 1=oui 2=non	<i>c) Type d'activité,</i> 1=: vocation sociale, 2= vocation économique, 3= vocation mixte	<i>d) Existe-t-il des BC fonctionnelles dans la zone ?</i> 1=oui 2=non	<i>e) Nature du stock</i> 1= céréale, 2=légumineuses, 3=racines et tubercules	
	_	_	_	_	_____, ____
	_	_	_	_	_____, ____
	_	_	_	_	_____, ____
	_	_	_	_	_____, ____
	_	_	_	_	_____, ____
	_	_	_	_	_____, ____

4- Sécurité alimentaire et intervention humanitaire

4.1- Y a t il eu dans la sous préfecture, en 2010, des opérations de distribution d'aide alimentaire, de coupons*, ou des ventes subventionnées de produits alimentaires ? **1=oui 2= non** |__|

<i>Si oui, par qui ces opérations ont elles été réalisées (ONG)</i>	<i>Quelle a été la réaction des commerçants</i> 1=satisfait 4= pas d'opinion 2=indifférent 5=autre, préciser 3=mécontent
	_
	_



ANALYSE DES MARCHES EN RELATION AVEC LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- QUESTIONNAIRE MARCHÉ -

A compléter par l'enquêteur	A compléter par le Chef d'équipe
<i>Veillez compléter avant l'entretien</i>	
0.1- Identification enquêteur _ _	0.10- Code Chef d'Equipe _
0.2- Date: _ _ / _ _ / 2011 <i>Jour Mois</i>	Remarques:
0.3- Code Marché: _____ _ _	_____
0.4- Numéro du questionnaire : _ _ _ _	_____
0.5- Nom du village : _____	_____
0.6- Nom de la prefecture : _____ _ _	_____
0.7- Nom de la sous-préfecture : _____ _ _ _	Signature du Chef d'Equipe:
0.8- Nom du marché: _____ _ _	_____
<p><i>Veillez lire la demande de consentement suivante:</i></p> <p>Je m'appelle Je fais partie d'une équipe Gouvernement/PAM/FAO. Nous menons une enquête sur la sécurité alimentaire qui comprend l'étude des marchés alimentaire et de bétail. Je souhaiterai vous poser des questions sur le fonctionnement des marchés. Notre entretien durera une vingtaine de minutes environ.</p> <p>Avez-vous des questions ? Pouvons-nous commencer maintenant ?</p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p><i>Signature de l'Enquêteur:</i></p>	<p>A compléter à la saisie</p> <p>0.11- Date: _ _ / _ _ / 2011 <i>Jour Mois</i></p> <p>0.12- Nom de l'agent de saisie _____ _ </p> <p>Remarques:</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>Signature de l'agent de saisie:</p>

- QUESTIONNAIRE MARCHÉ - Numéro du questionnaire | _ | _ | _ | _ | _

SECTION 1 - Disponibilité, Approvisionnement et Prix de vente

Code	Produit	1.1 Origine (sous-préfecture, marché, pays)	1.2- Niveau de disponibilité de la denrée sur le marché												1.3- En moyenne, quelles sont les quantités vendues par semaine sur ce marché				1.4- Prix de vente au détail cette semaine	1.5 Le prix en saison seche est-il en hausse, baisse ou équivalent,	
			Janv	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juill	Aou	Sept	Oct	Nov	Dec	Unité	Equivalent de l'unité en Kg	1.3.1- Cette année	1.3.2- L'année dernière			
			1= inexistant 2= peu disponible 3= moyennement disponible 4= abondamment disponible 9= ne sait pas												1=petit ngawi 2=grand ngawi 3=cuvette 4=sac farine 5=Sac étoile 6=kg 7=tête 8=litre 9=autre	Evaluer le poids moyen de l'unité à l'aide des balances et reporter l'équivalent en Kg	Nombre d'unité				En FCFA par unité de mesure locale utilisée
01	Arachide		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
02	Haricot local		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
03	Maïs local		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
04	Maïs importé		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
05	Manioc		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
06	Riz local		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
07	Riz importé		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
08	Sorgho local (<i>Bondo</i>)		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
09	Huile végétale		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
10	Sucre		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
11	Caprin (<i>ngassa</i>)		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
12	Volaille(Poulet)		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

- QUESTIONNAIRE MARCHÉ - Numéro du questionnaire |__|__|__|__|

APRES LA SECTION 1, L'ENTRETIEN PORTERA SUR 3 PRODUITS : LE MANIOC, L'ARACHIDE ET LA CEREALE LA PLUS IMPORTANTE DANS LA ZONE (CHOISIR ENTRE LE MAIS, LE SORGHO ET LE RIZ)

SECTION 2 –STRUCTURE DU MARCHÉ ET INFLUENCE DES POLITIQUES PUBLIQUES

2.1-	Combien de détaillants (qui vendent aux consommateurs) et de grossistes (qui vendent à d'autres commerçants) sont actifs le jour le plus animé du marché, pour chacune des filières suivantes :			
		Produit	2.1.1- Détaillants (nombre)	2.1.2- Grossistes (nombre)
	2.1.1-	_1_ manioc local	_ _ _	_ _ _
	2.1.2-	_2_ arachide locale	_ _ _	_ _ _
2.1.3-	_ _____	_ _ _	_ _ _	
Code produit 1= Manioc, 2= Arachide, 3= Maïs, 4= Sorgho, 5= Riz				

2.2 & 2.3 & 2.4-	Le nombre de commerçants en 2010 était-il en baisse, équivalent ou en hausse ?			Le nombre de commerçants en saison sèche était-il en baisse, équivalent ou en hausse ?			
		Produit	2.2- Evolution nombre de commerçants	<i>SI 2.2 = 1 OU 3 SINON ALLER DIRECTEMENT 2.3</i> 2.2.1- Principal facteur d'évolution	2.3- Evolution nombre de commerçants	<i>SI 2.3 = 1 OU 3 SINON ALLER DIRECTEMENT 2.4</i> 2.3.1- Principal facteur d'évolution	2.4- Comment les prix sont ils déterminés sur le marché ?
			1 = En baisse 2 = Equivalent 3 = En hausse 99 = pas de réponse	1 = évolution production 2 = évolution demande 3 = évolution sécurité 4 = évolution condition transport 5 = évolution contraintes administratives 6 = autre, préciser 99 = pas de réponse	1 = En baisse 2 = Equivalent 3 = En hausse 99 = pas de réponse	1 = évolution production 2 = évolution demande 3 = évolution sécurité 4 = évolution condition transport 5 = évolution contraintes administratives 6 = évolution insécurité 7=autre, préciser 99 = pas de réponse	Voir codes ci dessous
	2.2.1	_1_ manioc	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _
	2.2.2	_2_ arachide	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _
2.2.3	_ _____	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _	

Codes pour 2.4

1. Les prix sont fixés par un agent de l'état
2. Les prix sont fixés par plusieurs grossistes sur les marchés
3. Les prix sont fixés par plusieurs grossistes extérieurs au marché
4. Les prix sont fixés par un grossiste sur le marché
5. Les commerçants se concertent avant le démarrage du marché pour fixer un prix minimum ou une fourchette de prix
6. Chaque commerçant détermine son propre prix
7. Les prix sont fixés par l'association des commerçants avant le démarrage du marché
8. Les prix sont fixés par rapport à ceux d'un autre marché
9. Autre (préciser)

99 = Pas de réponse

2.5-	Comment les prix sont ils structurés au niveau du détaillant ?						Codes pour 2.5 0. Aucun 1. Moins de 19% du prix 2. Entre 20 et 39% du prix 3. Entre 40 et 59% du prix 4. Entre 60 et 79% du prix 5. Plus de 80% du prix 99 = Pas de Réponses	
		Produit	2.5.1- Part du Produit dans le prix	2.5.2- Part du Transport dans le prix	2.5.3- Part des activités, ensachage, stockage, manutention dans le prix	2.5.4- Part des Marges des différents intermédiaires dans le prix		2.5.5- Part des Taxes dans le prix
	2.5.a	_1_ manioc	_ _	_ _	_ _	_ _		_ _
	2.5.b	_2_ l'arachide	_ _	_ _	_ _	_ _		_ _
2.5.c	_ _____	_ _	_ _	_ _	_ _	_ _		

2.6- Est-il facile d'ouvrir une nouvelle affaire dans ce marché ?

(oui = 1; non = 2; pas de réponse = 99) |_|_|_|

- QUESTIONNAIRE MARCHÉ - Numéro du questionnaire |__|__|__|__|

2.8 & 2.9-	2.8. Quels types d'impôts ou de prélèvement existent sur le marché? (oui = 1; non = 2; Ne sait pas= 99)			2.9. Combien faut il payer? (montant en monnaie locale par unité; Ne sait pas = 99 l'unité peut être jour/mois/année/sac/animal/montant)		
					Montant en monnaie locale	Unité (écrivez les unites)
	2.8.1-	Patente	_ _	2.9.1-	_ _ _ _ _	
	2.8.2-	Taxe de marché	_ _	2.9.2-	_ _ _ _ _	
	2.8.3-	Taxe sur les ventes ou les achats	_ _	2.9.3-	_ _ _ _ _	
	2.8.4-	Taxe vétérinaire	_ _	2.9.4-	_ _ _ _ _	
	2.8.5-	Droit de place	_ _	2.9.5-	_ _ _ _ _	
2.8.6-	Autre	_ _	2.9.6-	_ _ _ _ _		
2.10a	Existe-t-il des structures de stockage sur votre marché ? SI NON ALLEZ A 2.13			_	1=Oui 2=non	
2.10b-	Quelle a été l'évolution des infrastructures de stockage sur le marché au cours de dernières années ?			_ _	1= Augmentation 2=Diminution 3=Pas de changement 99= Ne sais pas	
2.11-	Quelle est la quantité maximale pouvant être stockée sur ce marché ?			_ _ _ _ _	sac	
2.12-	Le marché a-t-il connu des actes de pillage au cours des 3 dernières années ?			_	1= Non 2= Oui, plus d'une fois par an 3= Oui, environ une fois par an 4= Oui, de façon ponctuelle suite à un problème particulier	
	Si oui, 2.12.1- Quelle proportion de stocks a été perdue			_	1= moins de 25% 2= entre 25 et 49% 3= entre 50 et 74% 4= plus de 75%	
2.13-	Y a-t-il eu dans la zone des opérations de distributions gratuites ou de ventes à prix modéré par des acteurs humanitaires ?			_ _	1=Oui, 2=non, 99= pas de réponse	
	Si oui, 2.13.1- Préciser les denrées distribuées ou vendues _____ _____ _____			_ _		
2.13.2- Ont-elles eu une influence sur le comportement des commerçants de ce marché ?						

REMARQUES SPECIFIQUES A PROPOS DE L'ENTRETIEN :

Merci de votre disponibilité



ANALYSE DES MARCHES EN RELATION AVEC LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- QUESTIONNAIRE COMMERCANTS -

A compléter par l'enquêteur	A compléter par le Chef d'équipe
<i>Veillez compléter avant l'entretien</i>	
0.1- Identification enquêteur _____ _ _	0.10- Code Chef d'Equipe _
0.2- Date: _ _ / _ _ / 2011 <i>Jour Mois</i>	Remarques:
0.3- Nom et Code de Marché: _____ _ _	
0.4- Numéro du questionnaire : _ _ _	
0.5- Nom du village : _____	
0.6- Nom de la prefecture : _____ _ _	Signature du Chef d'Equipe:
0.7- Nom de la sous-préfecture : _____ _ _	
<p><i>Veillez lire la demande de consentement suivante:</i></p> <p>Je m'appelle Je fais partie d'une équipe Gouvernement/PAM/FAO. Nous menons une enquête sur la sécurité alimentaire qui comprend l'étude des marchés alimentaire et de bétail. Je souhaiterai vous poser des questions sur le fonctionnement des marchés. Notre entretien durera une vingtaine de minutes environ.</p> <p>Avez-vous des questions ? Pouvons-nous commencer maintenant ?</p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p><i>Signature de l'Enquêteur:</i></p>	<p>A compléter à la saisie</p> <p>0.11- Date: _ _ / _ _ / 2011 <i>Jour Mois</i></p> <p>0.12- Nom de l'agent de saisie : _____ _ </p> <p>Remarques:</p> <p>Signature de l'agent de saisie:</p>

- QUESTIONNAIRE COMMERCANTS -

Numéro du questionnaire |__|__|__|__|

SECTION 1- CARACTERISTIQUES GENERALES DU COMMERÇANT

1.1-	Quel est le sexe du commerçant	__	1= homme 2= femme	
1.2-	Quelle est la religion du commerçant	__	1= Animiste 2= Chrétien 3= Musulman	
1.3-	Quand avez-vous démarré votre affaire?	__	1=Moins de 5 ans	
			2=Entre 5 et 10 ans	
			3=Il y a plus de 10 ans	
1.4-	Quels sont les deux principaux types d'activité(s) commerciale(s) auxquels vous participez ?	1 ^{er} type __	1=Achat aux commerçants, vente aux consommateurs (=détaillant)	
			2=Achat aux commerçants, vente aux commerçants (=grossiste)	
			3= Achat aux producteurs, vente aux commerçants (=collecteurs)	
			4=Autre, préciser	
1.5-	Veuillez indiquer les trois plus importants produits que vous commercialisez (en quantité)?	1.5.1- 1 ^{ere} __ __	1 = Arachide	
			1.5.2- 2 ^e __ __	2 = Haricot
			1.5.3- 3 ^e __ __	3 = Maïs local
				4 = Maïs importé
			5 = Manioc en cossette local	
			6 = Manioc en cossette importé	
			7 = Riz local	
			8 = Riz Importé	
			9 = Sorgho	
			10 = Huile végétale	
			11 = Sucre	
			12 = Caprin	
			13 = Bovin	
			14 = Ovin	
			15 = Porcin	
			16 = Volaille (poulet)	
			17 = Autre, préciser :	

L'ENQUETEUR DOIT MAINTENANT DETERMINER LE PRODUIT QUI SERA SELECTIONNE POUR LE RESTE DE L'ENTRETIEN, EN SE BASANT SUR LES RESULTATS DE LA REPONSE 1.5 CHOISIR ENTRE : **LE MANIOC, L'ARACHIDE ET LA CEREALE LA PLUS IMPORTANTE DANS LA ZONE (CHOISIR ENTRE LE MAIS, LE SORGHO ET LE RIZ)**
REPORTER LE CODE ICI: |__| 1= Manioc, 2= Arachide, 3= Maïs, 4= Sorgho, 5= Riz

SECTION 2- VOLUMES ET APPROVISIONNEMENT

2.1-	Veuillez estimer le nombre de clients auxquels vous avez vendu ce produit la semaine passée ;	__	1=Moins de 10
			2=Plus de 10, moins de 50
			3=Plus de 50, moins de 100
			4=Plus de 100, moins de 150
			5=Plus de 150
2.2-	Ce chiffre est plus élevé, moins élevé ou similaire que d'habitude à la même période ?	__	1=Plus élevé
			2=Moins élevé
			3=Même niveau
2.3-	Veuillez indiquer si vos ventes du produit pendant la semaine passée ont augmenté, diminué ou sont restées stables par rapport à d'habitude à la même période ?	__	1=Augmentation de plus de 50%
			2=Augmentation de 10-49%
			3=Augmentation de 0-9%
			4=Pas de changement
			5=Baisse de plus de 50%
			6=Baisse de 10-49%
			7=Baisse de 0-9%

2.4-	Si le volume est en augmentation ou en baisse (question 2.3), quelle en est le principal facteur? __ __	88	Pas applicable (Si 2.3 = Pas de changement ou Pas de réponse)
		1	Meilleure récolte
		2	Moins bonne récolte
		3	Plus d'achats institutionnels/ humanitaires/ para-étatique (HUSACA)
		4	Moins d'achats institutionnels/ humanitaires/ para-étatique (HUSACA)
		5	Plus de demande d'autres zones ou de l'étranger
		6	Moins de demande d'autres zones ou de l'étranger
		7	Plus d'offre provenant d'autres zones ou de l'étranger
		8	Moins d'offre provenant d'autres zones ou de l'étranger
		9	Plus de demande des consommateurs dans la zone
		10	Moins de demande des consommateurs dans la zone
		11	Marges en hausse
		12	Marges en baisse
		13	Moins de capital/crédit disponible pour le commerce
		14	Plus de capital/crédit disponible pour le commerce
		15	Plus de risqué
		16	Moins de risque
		17	Restrictions commerciales ou douanières
		18	Evolution de l'infrastructure
		19	Insécurité
20	Autres (préciser: _____)		
99	Ne sait pas		
	Quelle est actuellement votre principale source d'approvisionnement de ce produit (où le commerçant se ravitaillait-il?) __ __	1	Producteurs dans la sous préfecture
		2	Producteurs d'une autre sous préfecture Laquelle _____
		3	Commerçants dans la sous préfecture
		4	Commerçants dans d'autres marchés du pays Lesquels : _____
		5	Commerçants dans d'autres marchés dans d'autres pays. Lequel : Pays : _____ Marché : _____
		6	Autres, préciser :
		99	Ne sait pas
2.6-	Cette principale source d'approvisionnement est elle différente d'habitude ? __ (oui = 1, non = 2, pas de réponse =99) Si 2.6 = oui, alors remplir 2.6.1 et 2.6.2-, sinon aller directement à la section 3		
	2.6.1- Quelle est votre principale source (en volume) d'approvisionnement d'habitude ? (où le commerçant se ravitaillait-il?) __ __	1	Producteurs dans la sous préfecture
		2	Producteurs d'une autre sous préfecture Laquelle _____
		3	Commerçants dans la sous préfecture
		4	Commerçants dans d'autres marchés du pays Lesquels : _____
		5	Commerçants dans d'autres marchés dans d'autres pays. Lequel : Pays : _____ Marché : _____
		6	Autres, préciser :
		99	Ne sait pas

- QUESTIONNAIRE COMMERCANTS -

Numéro du questionnaire |__|__|__|__|

2.6.2- Citer les 3 principales raisons de ce changement 1ere raison __ __ 2eme raison __ __ 3eme raison __ __	1	Meilleure récolte
	2	Moins bonne récolte
	3	Plus d'achats institutionnels/ humanitaires/ para-étatique (HUSACA)
	4	Moins d'achats institutionnels/ humanitaires/ para-étatique (HUSACA)
	5	Plus de demande d'autres zones ou de l'étranger
	6	Moins de demande d'autres zones ou de l'étranger
	7	Plus d'offre provenant d'autres zones ou de l'étranger
	8	Moins d'offre provenant d'autres zones ou de l'étranger
	9	Plus de demande des consommateurs dans la zone
	10	Moins de demande des consommateurs dans la zone
	11	Marges en hausse
	12	Marges en baisse
	13	Moins de capital/crédit disponible pour le commerce
	14	Plus de capital/crédit disponible pour le commerce
	15	Plus de risqué
	16	Moins de risque
	17	Restrictions commerciales ou douanières
	18	Evolution de l'infrastructure
	19	Insécurité
	20	Autres (préciser: _____)
99	Ne sait pas	

SECTION 3- CONTRAINTES ET CAPACITE DE REPONSE

3.1- Quelles sont les trois principales contraintes vous empêchant de doubler votre chiffre d'affaires pour le produit? 1ere contrainte __ __ 2eme contrainte __ __ 3eme contrainte __ __	1	Manque de capital propre
	2	Manque de crédit/crédit trop cher
	3	Qualité mauvaise ou variable du produit (offre)
	4	Quantité insuffisante ou irrégulière du produit (offre) y compris restrictions commerciales
	5	Manqué de moyen de transport
	6	Mauvais état des routes, coût du transport trop élevé.
	7	Trop d'insécurité
	8	Manque de structure de stockage
	9	Marges top basses (prix de vente trop bas, prix d'achat trop élevé)
	10	Manque de pouvoir d'achat des clients (quantités achetées plus faible)
	11	Restrictions commerciales
	12	Changement des habitudes de consommation des ménages
	13	Non remboursement des dettes
	14	Mes concurrents ne me permettraient pas de prendre autant d'importance
	15	Les autorités ne me permettraient pas de prendre autant d'importance
	16	Impôts ou taxes trop élevés
	17	Trop d'assistance alimentaire
	18	Taux de change
	19	Charges sociales trop importantes
	20	Autre, préciser :
99	Ne sait pas	

- QUESTIONNAIRE COMMERCANTS -

Numéro du questionnaire |__|__|__|__|

	3.2- Supposons que la demande pour le produit double. Auriez vous la capacité de répondre à cette demande, et en combien de temps?		
	3.2.1- En saison sèche		3.2.2- En saison des pluies
3.2-	__ __	1 = Non 2 = Oui, en une semaine ou moins 3 = Oui, en moins de deux semaines 4 = Oui, en moins d'un mois 5 = Oui, mais après plus d'un mois 99=Ne sait pas	__ __

SECTION 4- STRATEGIE DE STOCKAGE ET DE CREDIT

4.1-	D'où vient votre capital? Si 4.1=1 ALLEZ A 4.4	__ __	1=Autofinancée 2= Famille, amis 3= Banque 4= Fournisseur 5= Client 6= Microcrédit/ONG 99= Pas de réponse		
4.2-	Quelle est la durée moyenne du crédit	__ __ semaines		88 = non applicable 99 = pas de réponse	
4.3-	Quel est le coût du crédit (<i>combien en pourcentage il doit payer pour le crédit</i>)	__ __ % par semaine		99 = pas de réponse	
4.4-	Faites vous des ventes à crédit ?	__ __	1 = oui 2 = non, 99 = pas de réponse Si 4.4 = non aller directement au 4.5		
4.4.1-	Si 4.4 = oui, quel pourcentage de vos ventes totales se font à crédit? <i>[insérer un % pour le crédit, un % au comptant, le total devant être 100%]</i>	Crédit: __ __ __ % des ventes	Au comptant: __ __ __ % des ventes	888 = non applicable	999 = pas de réponse
4.4.2-	Quelle est l'échéance moyenne du remboursement	__ __ __ Jours		999= pas de réponse	
4.5-	Avez-vous recours au stockage ?	__ __ Si 4.5 = non aller directement au 4.8		1=oui 2=non 99=pas de réponse	
4.6-	Si oui, quelle est votre capacité de stockage ?	__ __ __ __ __ Sac 99999= pas de réponse			
4.7-	4.7.1- Habituellement, combien de temps s'écoule entre l'acquisition des produits et l'épuisement des stocks, en saison sèche ?	__ __ __ __ Jours			99 = Pas de réponse
	4.7.2- Habituellement, combien de temps s'écoule entre l'acquisition des produits et l'épuisement des stocks, en saison des pluies ?	__ __ __ __ Jours			
4.8-	Vous arrive-t-il d'avoir des ruptures de stock ? Si 4.8 = oui, alors remplir 4.8.1, sinon fin de l'entretien	__	1=Non		
			2= Oui, toutes les semaines		
			3= Oui, environ 2 fois par mois		
			5= Oui, environ 1 fois par mois		
			6= Oui, moins d'1 fois par mois		
			99= pas de réponse		
	4.8.1- Quelle en est la principale raison ?	__	1=Pas suffisamment de disponibilité du produit		
			2=Mauvais état des routes		
		3=Problème de sécurité			
		4=Capacité de stockage insuffisante par rapport à la demande			
		5=Manque de capital (pas assez de financement disponible)			
		6=Tracasseries administratives			
		7=Autre, préciser :			
		99=pas de réponse			

Merci de votre disponibilité



ANALYSE DES MARCHES EN RELATION AVEC LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- QUESTIONNAIRE TRANSPORTEURS -

A compléter par l'enquêteur	A compléter par le Chef d'équipe
<i>Veillez compléter avant l'entretien</i>	
0.1- Identification enquêteur _ _	0.10- Code Chef d'Equipe _
0.2- Date: _ _ / _ _ / 2011 <i> Jour Mois</i>	Remarques:
0.3- Code Marché: _ _	_____
0.4- Numéro du questionnaire : _ _ _	_____
0.5- Nom du village : _____	_____
0.6- Nom de la prefecture : _____ _ _	_____
0.7- Nom de la sous-préfecture : _____ _ _	Signature du Chef d'Equipe:
0.8- Nom du marché: _____	_____
<p>Veillez lire la demande de consentement suivante:</p> <p>Je m'appelle Je fais partie d'une équipe Gouvernement/PAM/FAO. Nous menons une enquête sur la sécurité alimentaire qui comprend l'étude des marchés alimentaire et de bétail. Je souhaiterai vous poser des questions sur le fonctionnement des marchés. Notre entretien durera une vingtaine de minutes environ.</p> <p>Avez-vous des questions ? Pouvons-nous commencer maintenant ?</p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>	
<p>A compléter à la saisie</p> <p>0.11- Date: _ _ / _ _ / 2011 <i> Jour Mois</i></p> <p>0.12- Nom de l'agent de saisie _ </p> <p>Remarques:</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>Signature de l'agent de saisie:</p>	
<p>Signature de l'Enquêteur:</p>	

- QUESTIONNAIRE TRANSPORTEUR -

Numéro du questionnaire | _ | _ | _ | _ | _ | _ |

1.1-	Combien des moyen de transport (velo , moto, vehicule etc...) sont venus sur le marché :		
	1.1.1- La semaine dernière	1.1.2- Habituellement en saison sèche	1.1.3- Habituellement en saison des pluies
	_ _ _ (999 =pas de réponse)	_ _ _ (999 = Ne sait pas)	_ _ _ (999 = Ne sait pas)
1.2-	Ce marché est-il accessible toute l'année, par tous types de véhicule ?		_ _ _ 1= oui, 2= non 99= Ne sait pas
	Si non, 1.2.1- Quelle est la durée d'enclavement en saison des pluies (en mois) ?		_ _ _ mois
	1.2.2- A quelle la distance se trouve la route praticable toute l'année, la plus proche ?		_ _ _ km
1.3-	Ce marché est il desservi par les moyens de transport suivants :	1.3.1	_ _ _ Camion de 30 tonnes
		1.3.2	_ _ _ Camion de 20 tonnes
		1.3.3	_ _ _ Camion de 10 tonnes
		1.3.4	_ _ _ Camionnette bâchée
		1.3.5	_ _ _ Autre, préciser _____
1.4-	1.4.1- Quel est le principal marché d'embarquement des produits que vous transportez le plus souvent ?		Marché : _____ Sous-préfecture : _____
	1.4.2- Ce marché est il aussi votre destination finale ?		_ _ _ 1= oui, 2= non 99= Ne sait pas
	1.4.3- Si non, quelle est votre destination finale?		Marché : _____ Sous-préfecture : _____
1.5-	Précisez les informations suivantes relatives au coût et au temps de transport entre le marché d'embarquement et celui de destination finale pour le sac de céréales?		
		En Saison sèche (2010) 99 = pas de réponse	Saison des pluies (2010) 99 = pas de réponse
	1.5.1- Coût du transport (en FCFA/kg)	1.5.1.1- _ _ _ _ _ FCFA/sac	1.5.1.2- _ _ _ _ _ FCFA/sac
	1.5.2- Temps de parcours (en heures)	1.5.2.1- _ _ _ _ _ heures	1.5.2.2- _ _ _ _ _ heures
1.6-	Quelles sont les taxes et prélèvements qu'un transporteur doit payer sur cet axe ? _ _ _ _ _ _ _ _ FCFA par véhicule de _ _ _ _ tonne 9999= pas de réponse		
1.7-	En général, en quelle période l'offre en transport est elle insuffisante pour ce marché ?	_ _ _	1= saison sèche 2= soudure 3 = saison des pluies 99 = Ne sait pas
1.8-	A quel moment de l'année est-il plus facile de louer un camion ?	_ _ _	1 = en saison sèche 3 = en saison des pluies 2 = en période de soudure 4 = toute l'année pareil 99 = ne sait pas
1.9-	Quelles sont les 3 principales contraintes à la bonne marche de votre activité ?	1.9.1- 1 ^{ere} _ _ _	1=Insécurité, banditisme 2= Mauvais état des routes 3= Niveau de taxe trop élevé 4= Racket 5= Disponibilité ou prix du carburant 6= Pas assez de fret retour 7= Pas assez de demande de transport 8= Manque de crédit 9= Autre (préciser) 99 = Ne sait pas
		1.9.2- 2 ^e _ _ _	
		1.9.3- 3 ^e _ _ _	
REMARQUES SPECIFIQUES A PROPOS DE L'ENTRETIEN :			



ANALYSE DES MARCHES EN RELATION AVEC LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- QUESTIONNAIRE VILLAGE -

A compléter par l'enquêteur	A compléter par le Chef d'équipe
<i>Veillez compléter avant l'entretien</i>	
0.1- Identification enquêteur _ _	0.10- Code Chef d'Equipe _ _
0.2- Date: _ _ / _ _ / 2011 <i> Jour Mois</i>	Remarque: _____ _____ _____
0.3- Code Marché: _ _	Signature du Chef d'Equipe: _____ _____ _____
0.4- Numéro du questionnaire : _ _ _ _ _	A compléter à la saisie
0.5- Nom du village : _____ _ _	0.11- Date: _ _ / _ _ / 2011 <i> Jour Mois</i>
0.6- Nom de la prefecture : _____ _ _	0.12- Nom de l'agent de saisie _____ _
0.7- Nom de la sous-préfecture : _____ _ _	Remarques: _____ _____ _____
0.8- Nom du marché: _____	Signature de l'agent de saisie: _____ _____
<p><i>Veillez lire la demande de consentement suivante:</i></p> <p>Je m'appelle Je fais partie d'une équipe Gouvernement/PAM/FAO. Nous menons une enquête sur la sécurité alimentaire qui comprend l'étude des marchés alimentaire et de bétail. Je souhaiterai vous poser des questions sur le fonctionnement des marchés. Notre entretien durera une vingtaine de minutes environ.</p> <p>Avez-vous des questions ? Pouvons-nous commencer maintenant ?</p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p><i>Signature de l'Enquêteur:</i></p>	

- QUESTIONNAIRE VILLAGE - Numéro du questionnaire |__|__|__|

SECTION 1 – SOURCES DE REVENU ET PRINCIPALES PRODUCTIONS

1.1-	Quel est le nombre de ménages du village/quartier ?											_ _ _ _ ménages																						
1.2-	Quelles sont les principales sources de revenus des ménages en fonction de la période																																	
	1=oui 2=non	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aou	Sep	Oct	Nov	Dec																					
Agriculture																																		
Elevage																																		
Pêche/ Chasse/ Cueillette																																		
Artisanat																																		
Ouvrier/ Journalier																																		
Petit commerce																																		
Salarié																																		
Migration																																		
Emprunt																																		
Argent reçu (don famille)																																		
Autre don ou aide (notamment humanitaires)																																		
1.3-	Quelles sont les 3 principales productions agricoles du village, par ordre d'importance ?																																	
	1.3.1- 1 ^{ere} _ _ _																																	
	1.3.2- 2 ^e _ _ _																																	
	1.3.3- 3 ^e _ _ _																																	
		1 = Arachide			2 = Haricot			3 = Café			4 = Coton			5 = Maïs			6 = Manioc			7 = Riz			8 = Sésame			9 = Sorgho			10 = autre, _____			99 = pas de réponse		
1.4-	Les ménages du village sont ils plutôt acheteur, vendeur ou autosuffisant des denrées suivantes Codes : 1= acheteur net, 2=vendeur net 3= autosuffisant 4=vente ponctuelle 8= non applicable 9= pas de réponse																																	
	Mois	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aou	Sep	Oct	Nov	Dec																					
Arachide																																		
Haricot																																		
Maïs																																		
Manioc																																		
Sorgho																																		
Riz																																		
Petits ruminants																																		
Volaille																																		
1.5 & 1.6-	1.5- Quelles sont les 3 principales raisons de vente des produits agricoles ?						1.6- Quelles sont les 3 principales raisons de vente des petits ruminants ?																											
	1.5.1- 1 ^{ere} _ _ _						1.6.1- 1 ^{ere} _ _ _																											
	1.5.2- 2 ^e _ _ _						1.6.2- 2 ^e _ _ _																											
	1.5.3- 3 ^e _ _ _						1.6.3- 3 ^e _ _ _																											
		1 = Remboursement dettes			2 = Achat des intrants			3 = Dépenses cérémonie / fêtes			4 = Exode rural des jeunes			5 = Paiement des frais d'école			6 = Achat des vivres			7 = Dépenses de santé			8 = Dépenses habillement			9= Anticipation chute des prix			10 = Autre, précisez _____					

- QUESTIONNAIRE VILLAGE - Numéro du questionnaire |__|__|__|

1.7-	Quel était le prix bord champ (=prix d'achat au producteur) des produits suivants, la semaine dernière ?			
	Arachide	_ _ _ _ _ _ _ FCFA/ Ngawi	Manioc	_ _ _ _ _ _ _ FCFA/ Ngawi
	Haricot	_ _ _ _ _ _ _ FCFA/ Ngawi	Sorgho	_ _ _ _ _ _ _ FCFA/ Ngawi
	Maïs	_ _ _ _ _ _ _ FCFA/ Ngawi	Riz	_ _ _ _ _ _ _ FCFA/ Ngawi
1.8-	Pratiquez-vous le troc* dans votre quartier/village ? 1=oui 2= non _ _ si non allez à 2.1 *(Échange direct d'objet ou produit agricole avec un autre objet ou produit agricole sans l'intermédiaire d'une monnaie)			
1.9-	Quels sont les trois principaux produits agricoles utilisés le plus pour le troc dans votre quartier/village ?			
	1 ^{er} produit agricole	_ _	1=Manioc	4=Haricot
	2 ^e produit agricole	_ _	2=Arachide	5=Riz
	3 ^e produit agricole	_ _	3=Sorgho	6=Maïs

SECTION 2- ACCES AU MARCHÉ

2.1-	A quelle distance se trouve le marché principal ? _ _ _ en km											
2.2-	Comment ce village accède t- il au marché principal ?											
							Saison sèche			Saison de pluie		
	2.2.1- Temps d'accès (heures)						2.2.1.1- _ _ heures			2.2.1.2- _ _ heures		
2.3-	S'il y a des périodes d'enclavement, quelles en sont les raisons ?						_ _			1 = Inondation 2 = Insécurité/coupeurs de route 3 = Manque moyen de transport 4 = Nombreux barrages routiers 5=Pas d'enclavement 6= autres (préciser)		
2.4-	Généralement, les agriculteurs du village vendent-ils par anticipation leur récolte à des commerçants?						_ _ _			1= oui 2= non 99= pas de réponse		
2.5-	Si oui, à 2.4- Décrire ci-contre les termes de la vente anticipée (produits concernés, prix, échéance)											
2.6-	A quelles périodes les prix sur le marché sont ils les plus élevés ? 1=oui 2=non 8=non applicable											
Mois	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aou	Sep	Oct	Nov	Dec
Arachide												
Haricot												
Maïs												
Manioc												
Sorgho												
Riz												

- QUESTIONNAIRE VILLAGE - Numéro du questionnaire |__|__|__|

SECTION 3 - APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE ET INTERVENTIONS				
Existe- t-il une structure ou service d'appui communautaire dans votre village/quartier ? __ __ <i>1 = Oui 2 = Non 99= pas de réponse</i>				
Si oui lesquels ? Si Non => 3.3				
3.1-	3.1.1- Greniers communautaires	1=oui 2=non __	3.1.4- Banque céréalière	1=oui 2=non __
	3.1.2- Réseau/Association d'entraide communautaire	1=oui 2=non __	3.1.5- Tontine	1=oui 2=non __
	3.1.3- Micro-crédit	1=oui 2=non __	3.1.6- autre à préciser	1=oui 2=non __
Quels sont les bénéficiaires de ces services communautaires ?				
3.2-	Services	Bénéficiaires	Codes	
	Grenier	__	1: Tout le village	
	Entraide	__	2: les femmes	
	Micro-crédit	__	3: Les hommes	
	Banque de cereals	__	4: Les jeunes	
	Tontine	__	5: autres	
	Autre	__	8: non applicable	
3.3-	Le village participe-t-il à une initiative de structuration de la commercialisation (coopérative, association de producteurs) ?	__	1 = Oui 2 = Non =>3.5 99= pas de réponse	
3.4-	Si oui, est-elle fonctionnelle (active et effective)	__	1=Oui 2=non 99=pas de réponse	
3.5-	Votre village/quartier a-t-il bénéficié d'une assistance humanitaire (alimentaire ou autre) externe au cours des 6 derniers mois ?	__	1 = Oui 2 = Non 99=pas de réponse	
3.6	Si oui à 3.5 De quel type d'assistance(s) s'est-il agit ? <i>1=oui 2=non</i>	1: vente à prix modéré	__	
		2 : distribution gratuite	__	
		3 : argent contre travail	__	
		4 : vivre contre travail	__	
		5: transfert monétaire*	__	
		6 : semences, outils agricoles	__	
		7: autre à préciser	__	
3.7-	Si votre village avait besoin d'une assistance, quel type d'aide préférez-vous ?		1=Distribution de vivres	
	3.7.1- En saison sèche ?	__	2=Transfert Monétaire	
	3.7.3- En saison des pluies ?	__	(*transfert d'argent sous forme de cash ou de coupon pour permettre au ménage de couvrir ses besoins)	
REMARQUES SPECIFIQUES A PROPOS DE L'ENTRETIEN :				

Merci de votre disponibilité



Programme Alimentaire Mondial

vam

analyse de la sécurité alimentaire